

LA PRÉFÉRENCE IMPÉRIALE
ET LE
COMMERCE
DES
PAYS BRITANNIQUES
DEPUIS LA CRISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 11 Décembre 1936

PAR

JACQUES VILLENEUVE

Président : M. Roger PICARD, professeur.

Suffragants { MM. PIROU, professeur.
BAUDIN, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

17, RUE DE CONSTANTINOPLE, 17

1936



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546321_0010

LA PRÉFÉRENCE IMPÉRIALE
ET LE
COMMERCE DES PAYS BRITANNIQUES
DEPUIS LA CRISE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA PRÉFÉRENCE IMPÉRIALE
ET LE
COMMERCE
DES
PAYS BRITANNIQUES
DEPUIS LA CRISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 11 Décembre 1936

PAR

JACQUES VILLENEUVE

Président : M. Roger PICARD, professeur.

Suffragants { MM. PIROU, professeur.
BAUDIN, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

17, RUE DE CONSTANTINOPLE, 17

1936



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

LA PRÉFÉRENCE IMPÉRIALE

ET LE

COMMERCE DES PAYS BRITANNIQUES

DEPUIS LA CRISE

INTRODUCTION

La crise a accentué une tendance qui s'était déjà marquée depuis la guerre, vers l'isolement économique des différents pays. Seule l'Angleterre avait gardé sa foi au libre-échange. Non point que le libre-échange y fut resté sans atteinte, mais les mesures de protection ne s'y montraient que d'une façon détournée et pour ainsi dire honteuse de soi-même. La crise ayant amené un déficit considérable de la balance des comptes, il apparut indispensable de réduire les importations, l'élément débiteur sur lequel il semblait le plus facile d'exercer une influence. En quelques mois l'Angleterre se vit dotée d'un système protecteur complet et d'un niveau élevé. Mais c'était là œuvre purement négative. Si l'on voulait conserver le niveau de vie anglais et rendre une certaine prospérité au pays, il fallait développer les exportations. Depuis longtemps déjà les industries d'exportation britanniques souffraient d'un malaise chronique. De ce malaise beaucoup rendaient responsable l'élévation des droits de douane dans les autres pays. Jusqu'ici

ajoutaient-ils le gouvernement britannique n'a pu obtenir aucune concession des autres pays parce qu'il ne pouvait rien leur offrir en échange. Désormais les autres pays vont s'empressez de faire des concessions à l'Angleterre afin d'obtenir d'elle d'autres concessions en retour. Mais parmi tous ces pays il y en a un certain nombre qui sont unis à l'Angleterre par des liens étroits de langue et de civilisation et par l'allégeance commune à un même monarque. Ces pays ont depuis longtemps accordé certaines faveurs à l'Angleterre qui aurait pu obtenir bien plus si elle avait pu leur donner des avantages équivalents. Ce que l'Angleterre n'a jamais pu faire, parce qu'elle était libre-échangiste, elle le peut depuis qu'elle a abandonné cette politique.

D'autre part l'Angleterre a des colonies. Jusque là elle ne s'était accordée aucun avantage commercial direct dans ces colonies. Puisque les pays étrangers opposent des obstacles toujours plus difficiles à franchir aux exportations anglaises, pourquoi ne pas retourner leurs propres armes contre eux non seulement dans la métropole mais aux colonies ? Puisque les pays s'orientent de plus en plus vers une politique d'isolement agressive, vers une véritable guerre tarifaire, pourquoi ne pas faire appel aux colonies pour soutenir la métropole ? Les ressources de l'Empire colonial anglais doivent lui permettre de vaincre dans une telle lutte.

L'Angleterre a donc résolu de tenter de développer ses exportations vers l'Empire ¹, puisqu'aussi bien les pays étrangers se refusaient de plus en plus à les accepter. Une telle attitude a des conséquences à la fois économiques et politiques. Les consé-

1. La seule expression désormais juridiquement correcte est « Communauté des Nations Britanniques (British Commonwealth of Nations) », mais l'expression « Empire Britannique » continue à être employée couramment, même en Angleterre et nous nous prévaudrons de cet usage.

quences économiques sont les mêmes pour les deux groupes de territoires : Dominions et Colonies, avec la seule différence que le commerce avec les Dominions est trois fois plus important que le commerce avec les colonies. Il s'agit en somme simplement de savoir si l'Angleterre va pouvoir développer ses exportations vers l'Empire sans subir une nouvelle diminution de ses exportations vers les pays étrangers. L'Angleterre obtiendrait-elle ce qu'elle cherche, c'est-à-dire un accroissement des exportations totales ou bien seulement une redistribution géographique de son commerce d'exportation ? Et réciproquement l'Angleterre va-t-elle pouvoir assurer aux autres pays britanniques un marché suffisant, sans leur faire perdre les marchés qu'ils se sont assurés en dehors de l'Empire ?

Les accords d'Ottawa n'ont eu qu'un but économique. On ne peut invoquer pour les défendre ni la défense nationale, ni des considérations sociales. On doit donc les juger d'abord d'après un critère purement économique. Ou bien ils auront permis un développement du commerce des pays britanniques et alors il auront atteint leur but (à condition toutefois de pouvoir établir un lien entre ce développement et les accords), ou bien ils auront amené une diminution de ce commerce et alors il auront appauvri les peuples de l'Empire, sans aucune utilité réelle.

Mais si les accords d'Ottawa n'ont pas visé à des fins politiques, ils n'en ont pas moins des conséquences politiques importantes, conséquences qui sont différentes pour les Dominions et pour les Colonies. Sur les colonies l'Angleterre exerce une autorité politique réelle. Tant qu'elle pratique la politique de porte ouverte, elle peut faire valoir aux pays dépourvus de colonies que ses colonies sont une charge dont elle ne retire aucun avantage économique. La question de la distribution des ressources mondiales ne se pose pas en réalité sur le plan écono-

mique, en ce qui concerne les colonies britanniques. Le jour où l'Angleterre s'accorde à elle-même des avantages commerciaux dans ses colonies sous la forme de préférence douanière, le problème se pose immédiatement. L'Angleterre cesse d'être un « trustee » pour s'engager dans l'exploitation d'un domaine réservé. L'argument qui manquait jusqu'ici sur le plan économique, aux peuples non-possédants leur est fourni. Les conséquences politiques de la nouvelle attitude de l'Angleterre, à cet égard, peuvent être extrêmement graves.

Toutefois c'est une question qui ne nous occupera pas, car nous étudions seulement ici les Dominions et l'Inde. A l'égard des Dominions, le problème politique est tout autre. Il est surtout d'ordre interne. Il s'agit de savoir quelles vont être les conséquences d'Ottawa sur les rapports entre les Dominions et l'Angleterre. Les Dominions sont des États absolument indépendants, et la responsabilité de l'Angleterre ne saurait être engagée là où elle n'exerce aucune autorité. Des liens politiques forts ne peuvent guère être conçus sans une certaine subordination. L'indépendance croissante des Dominions a dissous les liens politiques qui les attachaient à l'Angleterre et il est désormais impossible de concevoir la « Communauté britannique » comme ayant une unité véritable au point de vue politique. Mais il est peut-être possible d'unir par des liens économiques forts des pays égaux. L'Empire qui a cessé d'être une unité politique va-t-il devenir une unité économique ? C'est là sans aucun doute le but poursuivi par les impérialistes. Mais ce but est-il désirable ? La force de l'Empire britannique ne réside-t-elle pas dans l'indépendance réciproque de ses membres ? Ce but est-il possible ? Les différents pays britanniques n'ont-ils pas désormais des intérêts économiques divergents et souvent même incompatibles ? Les pays britanniques qu'on aura voulu unir par de nouveaux liens, les trouvant incommodes, ne détrui-

ront-ils pas tous ces liens ensemble, faisant disparaître le peu d'unité que l'Empire possède encore ?

Toutes ces questions ne pourront recevoir de réponse que dans bien des années, mais il est essentiel de savoir qu'elles se posent si l'on veut avoir une vue juste de l'importance des accords d'Ottawa. A tous égards l'importance des accords d'Ottawa n'est pas tant dans leurs conséquences immédiates que dans la voie nouvelle où ils auront engagé l'Empire si les prochaines conférences impériales se tiennent dans le même esprit que celle de 1932.

Nous étudierons d'abord la politique de Préférence Impériale qui, si elle n'a reçu de consécration que récemment pour l'ensemble de l'Empire, existait depuis longtemps dans certains Dominions. Nous montrerons ensuite quelles ont été les conséquences de cette politique sur le volume et la distribution du commerce des pays britanniques.

PREMIÈRE PARTIE

LA POLITIQUE DE LA PRÉFÉRENCE IMPÉRIALE

CHAPITRE PREMIER

LA PRÉFÉRENCE IMPÉRIALE AVANT LA CONFÉRENCE D'OTTAWA

1^o JUSQU'A LA GUERRE

La Politique de l'Angleterre. — Quand au début du XIX^e siècle l'Angleterre s'orienta vers une politique douanière de plus en plus libérale, elle admit en même temps un certain relâchement des liens économiques qui l'attachaient à son Empire. De ceux qui apportèrent une contribution décisive à l'avènement du libre-échange, seul Huskisson était un partisan du maintien de ces liens à l'aide d'un système de préférence. Après sa mort à l'inauguration du chemin de fer de Liverpool à Manchester, pendant plus d'un demi-siècle, on n'entendit plus proposer de système de préférence impériale. Gladstone y était résolument opposé et Cobden était même allé jusqu'à dire que le libre-échange amènerait une dislocation de l'Empire qui serait fort souhaitable. Ce mot a été bien souvent repris par les partisans du « Libre-échange impérial » pour prouver combien la protection s'accompagnant d'une préférence impériale très étendue serait utile pour consolider l'Empire.

Cependant que l'Angleterre adoptait une politique de libre-échange au point de vue économique, au point de vue politique et constitutionnel, elle adoptait une politique libérale accordant à ses colonies, du moins celles qui étaient peuplées par une majorité d'Anglo-Saxons, une liberté de plus en plus grande. Depuis le rapport Durham de 1839 jusqu'au rapport Balfour de 1926, l'évolution de ce que l'on appelle aujourd'hui les Dominions a été constamment vers une indépendance grandissante. Depuis la guerre leur indépendance est pratiquement complète.

Mais cette double évolution n'a pas eu pour résultat de disloquer l'Empire. Bien au contraire, dans les deux dernières décades du XIX^e siècle naît le sentiment impérial. On peut donner à cet événement une date précise c'est le Jubilé de la Reine Victoria en 1887 qui est aussi la date de la réunion de la première conférence impériale. Et c'est l'année du Jubilé de Diamant de la Reine Victoria, en 1897, que Sir Wilfred Laurier, premier ministre du Canada introduit la préférence impériale dans le tarif du Canada.

Quoique ce geste fût certainement provoqué en grande partie par un sentiment réel, il n'est pas interdit de penser que le Canada espérait recevoir quelques avantages équivalents de la Grande-Bretagne. Il n'en fut rien. La condition essentielle de la préférence impériale est bien évidemment l'existence d'un tarif douanier. L'Angleterre ne pouvait accorder à ses Dominions des avantages spéciaux qu'à condition de devenir protectionniste. Et qui plus est, les Dominions étant surtout producteurs de matières premières et de produits alimentaires, il fallait imposer des droits sur les produits essentiels à l'existence ainsi que sur ceux nécessaires aux industries de transformation. Autrement dit élever le coût de la vie, c'est-à-dire diminuer le bien-être de l'ouvrier et en même temps élever le coût de pro-

duction et rendre la concurrence sur les marchés extérieurs plus difficile. Joseph Chamberlain seul osa proposer un tel programme à l'électorat anglais. La réponse ne fut pas équivoque et après sa défaite aux élections de 1907, il ne fut plus question de préférence impériale en Angleterre jusqu'à la guerre.

La Politique des Dominions. — Les Dominions ne furent point cependant découragés et malgré la certitude que l'Angleterre ne leur donnerait rien en retour, du moins sous la même forme, tous avaient accordé une certaine préférence à l'Angleterre avant la guerre.

Le 2 avril 1907, le Canada adoptait un tarif à trois colonnes : préférentiel britannique, intermédiaire et général. Ce système est encore à la base de la législation douanière canadienne. La préférence était accordée non seulement au Royaume Uni, mais à l'Inde, à la Nouvelle Zélande et à l'Afrique du Sud. En même temps, la loi prévoyait que des Ordres en Conseil pourraient étendre cette préférence à d'autres pays de l'Empire britannique.

En 1908, l'Australie accordait une préférence à certains produits du Royaume Uni. D'après les chiffres publiés par le bureau de statistique de la Fédération australienne, la préférence accordée en 1908 et étendue à diverses reprises entre 1908 et 1911, couvrirait sur la base des importations de 1913, 65 p. % des importations et représenterait une marge préférentielle de 5 p. % de la valeur des marchandises.

En Nouvelle-Zélande, la préférence impériale fut introduite par le Preferential et Reciprocal Trade Act de 1903. Cette loi n'accordait la préférence que sur un petit nombre d'articles et cela en imposant un droit supplémentaire sur les marchandises d'origine étrangère. Une loi de 1907 augmente considérablement le champ de la préférence.

Enfin une certaine préférence était accordée par l'Afrique du

Sud en 1903. Une convention conclue entre la Colonie du Cap, le Natal, l'Orange, le Transvaal et la Rodhésie du Sud décidait qu'une réduction des droits de douane serait accordée à tous les produits importés du Royaume Uni et que cette même réduction serait accordée aux produits importés de toute colonie, protectorat ou possession britannique qui accorderait des privilèges équivalents aux colonies et territoires appartenant à l'Union douanière de l'Afrique du Sud. La préférence accordée était une préférence de 3 %. Le tarif de l'Afrique du Sud était, d'ailleurs à cette époque, un tarif purement fiscal.

Il en était de même du tarif (niveau moyen 5 %) de l'Inde qui, d'ailleurs, n'ayant reçu l'autonomie douanière qu'en 1921, ne pouvait songer à poursuivre une politique propre à cette époque.

La préférence impériale n'était pas confinée aux relations entre le Royaume Uni et les Dominions. Dès 1904, le Canada l'avait accordée à la Nouvelle Zélande et nous avons vu qu'en 1907, le Canada avait étendu cette concession à l'Afrique du Sud et à l'Inde. D'un autre côté l'Afrique du Sud concluait deux traités commerciaux, l'un avec l'Australie en 1906, l'autre avec la Nouvelle-Zélande en 1907.

2° DEPUIS LA GUERRE JUSQU'EN 1930

La Politique de l'Angleterre. — Nous venons de voir qu'avant la guerre, la préférence impériale avait revêtu l'aspect de concessions unilatérales de la part des Dominions ayant pour objet de manifester leur loyauté et leur attachement à la Mère Patrie. Après la guerre la situation va se trouver renversée. D'une part l'Angleterre va connaître une crise de ses industries d'exportation et l'idée viendra à des personnes de plus en plus nombreuses de se tourner vers l'Empire pour essayer d'y

trouver des marchés sûrs. Mais d'autre part les Dominions vont devenir de plus en plus protectionnistes. En 1925, la Commission Balfour établissait dans son rapport que depuis la guerre tous les tarifs douaniers s'étaient orientés vers un accroissement de la protection, mais que l'accroissement des droits frappant les exportations anglaises n'était nulle part aussi considérable qu'à l'intérieur de l'Empire britannique où il atteignait en moyenne $2/3$. C'est que les Dominions se trouvent au nombre des pays neufs qui ont développé pendant la guerre des industries nouvelles qui ne peuvent continuer à vivre que derrière des barrières douanières. Et parmi ces industries, il y en a beaucoup qui restent en concurrence avec les industries anglaises. Répondre aux demandes de l'Angleterre de lui fournir des marchés assurés pour des produits fabriqués, c'est désormais un sacrifice que les Dominions ne sont pas disposés à faire sans contrepartie. Et que peut leur offrir l'Angleterre ? Rien tant qu'elle restera essentiellement libre-échangiste. De 1919 à 1931, nous assisterons à divers essais de la part de l'Angleterre de satisfaire les Dominions autrement que par une protection douanière sur les produits agricoles. Mais elle ne pourra rien obtenir de décisif. Un des arguments que les représentants de l'Angleterre ont essayé de faire valoir bien souvent est que l'Angleterre subit des charges particulières pour la défense de l'Empire. Mais cet argument a perdu une partie de sa valeur, car à l'heure actuelle, les Dominions supportent leurs propres charges militaires et contribuent même aux dépenses de la marine. Sans doute l'Angleterre subit encore la plus grande partie des charges causées par la défense maritime et aérienne de l'Empire ; de même elle pourvoit à la pose et à l'entretien des câbles sous-marins. Néanmoins elle n'a jamais pu convaincre les Dominions que ces services et quelques autres encore qu'elle leur rend pouvaient justifier un élargissement important de la préférence impériale.

Il est vrai que l'Angleterre n'est pas restée absolument libre-échangiste. Pendant la guerre, pour la première fois depuis le milieu du XIX^e siècle, l'Angleterre a imposé un certain nombre de droits qui en fait ont un caractère protectionniste. Ce sont les fameux droits Mc Kenna. Ces droits furent établis à titre définitif par Sir Austen Chamberlain dans le budget de 1919. Ces droits qui s'élevaient à 33 % étaient perçus sur des marchandises telles que les automobiles, les pendules, les instruments de musique. Et dans la mesure où l'Angleterre devenait protectionniste, elle adoptait aussi le principe de la préférence impériale. Les pays de l'Empire britannique devaient bénéficier d'une remise de 1/3 des droits. Malheureusement c'était là plutôt un geste symbolique, car les Dominions n'exportaient vers le Royaume Uni, aucun des articles soumis aux droits Mc Kenna, en quantité appréciable.

Le budget de 1919 établissait aussi des droits nouveaux, sur le thé, le cacao, les fruits secs, le sucre, le tabac, les vins et quelques autres articles. Sur ces articles qui intéressaient davantage les Dominions, ceux-ci recevaient une préférence de 1/6 des droits.

En 1921 était votée la première loi de « sauvegarde » des industries qui permettait au Board of Trade d'accorder à certaines industries, sur leur demande, une protection de 33 %. Et chaque fois que des droits étaient ainsi établis, une certaine préférence était accordée aux produits de l'Empire. Mais ici encore, cette préférence n'avait pas une grande portée car les produits qui furent ainsi protégés d'une manière plus ou moins temporaire n'étaient pas des produits généralement exportés par les Dominions.

Mais quand M. Baldwin voulut aller plus loin et décida de tenir une élection générale sur la question du protectionnisme, en décembre 1923, il fut battu. Toutes ses promesses que les

produits qui entrent dans la composition du petit déjeuner anglais ne seraient pas taxés (a free breakfast table) ne suffirent pas à rassurer l'électerat anglais. Toutefois le gouvernement travailliste qui prit alors le pouvoir sans posséder la majorité à la Chambre des Communes ne put durer et dès la fin de 1924, M. Baldwin était de nouveau Premier Ministre. Mais la leçon de l'élection de 1923 n'était pas perdue ; M. Baldwin n'osera plus attaquer la question de front, et il essaya d'introduire des mesures de protectionnisme déguisé, comme le système de la sauvegarde des industries qui avait été supprimé par le cabinet travailliste et qui fut rétabli en 1925. En même temps, il essaya de donner certaines satisfactions à l'Empire, en dehors d'un système de préférence. C'est dans cet esprit que furent créés en 1925, le Comité Économique Impérial et l'Empire Marketing Board. La création du Comité Économique Impérial donnait suite à une résolution adoptée par la Conférence impériale de 1923 sur l'initiative de M. Bruce, représentant de l'Australie. Ce comité qui fonctionne toujours n'est pas un organe de coordination impériale (les Dominions sont trop jaloux de leur indépendance pour proposer cela) mais un organe d'étude. L'Empire Marketing Board est une création due purement à l'initiative du gouvernement du Royaume Uni. Son but essentiel était de faire de la propagande pour les produits de l'Empire. En particulier, il a fait imprimer un grand nombre d'affiches, très bien faites et très bien dessinées. Il avait des emplacements réservés dans les gares et autres lieux publics et chaque mois, un produit de l'Empire était l'objet de cette réclame dans tout le territoire. L'Empire Marketing Board devait aussi fournir des subventions pour des recherches sur l'utilisation des ressources de l'Empire. Pour pourvoir à ses dépenses l'Empire Marketing Board recevait une subvention annuelle de £ 1.000.000. Au moment de la crise financière de 1931, la subvention fut réduite à £ 550,000

puis à £ 300.000 en 1932-33. Depuis lors ses activités, autant que le public puisse en juger, sont extrêmement réduites.

Enfin, le gouvernement de M. Baldwin fit une concession plus directe à l'Empire, en faisant adopter dans le budget de 1925 quelques accroissements des marges préférentielles accordées en 1921. Mais il ne pouvait sans danger essayer d'aller plus loin.

La Politique des Dominions à l'égard de l'Angleterre. — La politique des Dominions n'était pas non plus sans contradiction. Si l'Angleterre trouvait difficile de concilier son libre-échangeisme avec son désir d'orienter son commerce vers les pays d'Empire, les Dominions étaient placés en face de la difficulté inverse de concilier leur désir d'accorder certaines faveurs à l'Angleterre avec leur volonté de protéger leurs industries nationales.

Le Canada. — De tous les pays britanniques c'est le Canada qui avait subi l'industrialisation la plus complète et la plus rapide. Alors qu'en 1890, la valeur de la production industrielle n'était que de \$470.000.000 environ, elle atteignait \$3.290.000.000 en 1918 et \$3.429.000.000 en 1930. A cette époque la production industrielle avait plus d'importance que la production agricole. Or de ces industries beaucoup s'étaient développées pendant la guerre et n'auraient pas pu soutenir la concurrence internationale après le rétablissement de la capacité productive des pays belligérants. D'autre part certaines industries plus anciennes furent atteintes par le développement des moyens de communication. La cherté du transport avait jusqu'alors agit comme une sorte de protection. Il ne faut pas oublier en effet, que le Canada a été développé beaucoup plus récemment que les États-Unis et que pour lui la période d'ouverture de nouvelles régions par la construction de voies ferrées s'est prolongée, dans

une certaine mesure, jusque dans l'après-guerre. En tous les cas, la guerre avait empêché les conséquences normales de ce développement de se faire sentir complètement. Aussi n'est-il pas étonnant de constater que la tendance générale du tarif canadien a été vers la hausse. La Conférence économique mondiale de 1927 estimait que le niveau du tarif canadien était de 23 %, en 1925 (tarif général). Cette tendance devait être accentuée plus tard, comme nous le verrons. Mais l'évolution du tarif canadien n'a pas été nette et continue. Elle a été faite de petites retouches tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre. De 1907 à 1930, il ne devait pas y avoir de refonte d'ensemble du tarif, mais de 1921 à 1930, des changements de détail très nombreux devaient avoir lieu.

Cette évolution tient à certaines particularités de la constitution économique du Canada. Le Canada est un pays très nettement découpé en régions économiques ayant des intérêts opposés. Les régions maritimes ont intérêt au développement du commerce extérieur, et à la navigation, quoique dans les provinces maritimes de l'Est, cet intérêt soit contre-balançé par l'existence de mines de charbon et d'une industrie de l'acier. La Vallée du Saint-Laurent, la région qui, grâce à ses ressources naturelles (en particulier l'énergie hydro-électrique), a été la région la plus industrialisée du Canada est très protectionniste. Les plaines de l'Ouest dont le produit principal est le blé, qui dépendent des marchés mondiaux et qui sont plus près des centres industriels des États-Unis que de ceux du Canada sont aussi nettement opposés à la protection. Si l'on ajoute que les Canadiens n'ont pas été sans apprendre les méthodes perfectionnées qu'emploient aux États-Unis, les intérêts économiques pour influencer le gouvernement, on comprendra sans peine les hésitations de la politique canadienne. Ainsi en 1924, le gouvernement libéral réduisit les droits sur les instruments

aratoires à des chiffres nominaux, en 1926, les droits sur les automobiles bon marché furent très sensiblement réduits, tandis qu'en 1929 les droits sur les produits bruts de l'acier étaient relevés.

De toute façon le principe de la préférence était conservé. La Commission Balfour estimait qu'en 1924 le niveau du tarif préférentiel canadien était de 13 1/4 % soit une marge préférentielle de 5 % comparé avec le tarif intermédiaire et de 8 1/4 % comparé avec le tarif général. En 1929, M. Dunning introduisit dans le budget des changements assez considérables du tarif. En particulier, il y eut des abaissements de droits dans le tarif préférentiel ; abaissements qui portaient surtout, il est vrai, sur des produits qui n'entraient pas en concurrence avec des produits canadiens.

L'Australie. — L'Australie elle aussi s'est fortement industrialisée, quoiqu'à un moindre degré que le Canada. Là encore de nouvelles industries ont surgi pendant la guerre, qui ne pouvaient se maintenir, que grâce à la protection et il faut ajouter que pendant quelques années, le gouvernement fédéral australien a été sous l'influence d'une véritable manie de l'indépendance économique. L'Australie aussi est divisée en régions qui ont des intérêts économiques différents ; mais certaines de ces régions ont acquis une influence décisive sur le gouvernement fédéral. Les États de Victoria et de Nouvelle-Galles du Sud contiennent toutes les industries australiennes comme aussi les quatre grandes villes où se trouve concentrée la moitié de la population australienne. C'est à l'influence de ces deux États qu'est due la politique protectionniste de l'Australie. Cette politique, ainsi qu'une trop grande centralisation a provoqué le mécontentement des autres États et l'Australie de l'Ouest est allée jusqu'à demander sa séparation de la Fédération. Après que

dans un referendum 2/3 des électeurs se soient prononcés en faveur de la séparation, une pétition a été présentée le 17 décembre 1934, au Parlement de Westminster pour obtenir la législation nécessaire.

La conséquence de cette domination exercée par les régions industrielles a été une hausse constante du tarif. En 1921, fut introduit le tarif « Green » qui avait pour but avoué la protection des industries « nées pendant la guerre ». En même temps de nouvelles industries furent encouragées qui bientôt ne purent pas soutenir une concurrence étrangère accrue, en partie à cause de la rigidité des salaires australiens. Au lieu d'essayer de réduire les coûts et en particulier les salaires, on eut recours à une accentuation de la protection. Les deux tarifs « Pratten » de 1925 et de 1928 accrurent sensiblement le niveau de la protection.

La Commission du Tarif, dans son rapport de 1927 disait « qu'elle était profondément convaincue que si l'industrie australienne devait être maintenue et sauvegardée, il était absolument essentiel que les chefs des syndicats reconnaissent le danger sérieux de l'accroissement des coûts de production ». Et la Mission économique britannique disait en 1929 : « Des accroissements successifs dans le tarif, qui affectent les prix et le coût de la vie suivant ou suivi par des accroissements dans le coût du travail ont amené l'Australie à un cercle vicieux de coûts et de prix perpétuellement croissants. »

En Australie comme au Canada, la protection élevée s'accompagnait de l'octroi de la préférence impériale aux produits du Royaume Uni. D'après les évaluations de la Commission Balfour, les produits anglais étaient frappés de droits s'élevant en moyenne à 9 3/4 % ce qui représentait une marge préférentielle de 11 3/4 % (en 1924). Les chiffres fournis par le Bureau de statistique du gouvernement australien, pour la période 1921-33 sont 18,8 % et 14,2 %. La différence doit sans doute être

attribuée aux revisions du tarif en 1925 et 1928. Le Bureau de statistique trouve que pendant cette période 90 % des importations venant du Royaume Uni ont bénéficié de la préférence.

Il donne aussi ce que l'on appelle souvent la valeur de la préférence, qu'il calcule ainsi : il applique à la valeur des importations venant du Royaume Uni en 1932-33 soit £ A 30.156.000, le tarif 1921-33 (évidemment sans les surcharges imposées à partir de 1930) et trouve que ces marchandises ont bénéficié jusqu'à concurrence de £ A 27.293.000 de la préférence et que sur ces £ 27.293.000, les droits perçus ont été de £ A 2.924.000. Si ces marchandises avaient payé les droits du tarif général, elles auraient payé £ A 6.083.000. La valeur de la préférence est la différence entre ces deux sommes, soit £ A 3.879.000. Sans pouvoir vérifier les détails statistiques de ces évaluations, il semble bien que cette valeur soit assez arbitraire. D'après ce qu'il ressort des expressions employées, ce calcul n'est pas basé sur les droits effectivement perçus mais sur une évaluation dont les éléments restent assez mystérieux. D'autre part le chiffre de droits que les marchandises auraient payé, si l'on avait appliqué le tarif général, est évalué trop haut, car le fait que les droits sont plus élevés aurait sans doute empêché l'importation d'une partie de ces marchandises. Enfin le chiffre auquel on arrive, à supposer qu'il soit parfaitement correct, n'a aucun droit à être appelé « valeur de la préférence » ; il représente la perte de revenu faite par le gouvernement australien. Ce qui importe aux exportateurs anglais c'est l'étendue du marché que la préférence leur permet de conquérir. La valeur d'une préférence ne peut être déterminée statistiquement par un chiffre. Aussi comprenons que les opinions les plus opposées aient été exprimées sur la valeur de la préférence accordée par l'Australie au Royaume Uni. Une commission que M. Bruce avait chargé d'examiner les effets du tarif australien fut d'opinion que la préférence

n'était pas très utile à la Grande-Bretagne. Pour citer ses propres termes : « il semble probable que le pays qui reçoit la préférence aurait le marché dans tous les cas, même sans préférence et que la préférence est purement nominale. » On a fait, il est vrai, remarquer que cette déclaration était peut-être calculée pour calmer certains Australiens impatients.

D'un autre côté M. Mc. Dougall qui occupe une situation officielle dans la mission permanente de l'Australie à Londres, écrivait dans un article intitulé « Préférence en Australasie » et paru dans le « Trade and Engineering » supplément du *Times* du 8 mars 1930 « il serait possible d'énumérer toute une série d'articles importants pour lesquels, la Grande-Bretagne, en grande partie à cause d'une combinaison de préférences administratives et tarifaires, possède 80 à 90 % du commerce d'importation de l'Australie, et pour lesquels, sur les marchés mondiaux, l'industrie britannique est incapable d'obtenir plus du quart ou du tiers du commerce, à cause de la sévérité de la concurrence. » Il faut remarquer que malgré l'intérêt certain de ces constatations, il ne faut pas en tirer des conclusions trop hâtives, car il est normal qu'un pays exportateur n'ait pas la même position dans les différents marchés. Sans doute ici la préférence peut être invoquée, mais il faut tenir compte aussi d'autres facteurs ; en particulier, il est assez naturel que les produits anglais satisfassent mieux aux besoins et aux goûts des populations anglo-saxonnes.

Le compromis entre la préférence et la protection apparaît bien dans les règles élaborées en 1925 pour déterminer quels produits ont droit à la préférence. En effet les produits qui sont fabriqués en Australie, doivent contenir au moins 75 % de matériaux et de main-d'œuvre britanniques pour jouir de la préférence ; tandis que pour les produits dont la fabrication n'est pas entreprise en Australie, une proportion de 25 % est suffisante.

La Nouvelle-Zélande. — La Nouvelle-Zélande, elle aussi, a suivi une politique de protection, mais beaucoup plus modérée. Comme elle dépend presque entièrement du Royaume Uni pour ses exportations, elle a assez naturellement été conduite à accorder aux produits anglais une marge de préférence plus grande qu'aucun des autres Dominions.

Les buts poursuivis par l'imposition du tarif sont d'après les déclarations officielles du gouvernement néo-zélandais les suivants :

- a) Le développement de l'industrie nationale ;
- b) Le maintien et l'extension des marchés pour les produits néo-zélandais ;
- c) L'encouragement du commerce intra-impérial ;
- d) L'obtention d'un revenu.

C'est une déclaration que pourrait souscrire le gouvernement de n'importe quel autre Dominion. L'ordre des préoccupations est toujours le même. La seule différence est qu'en Nouvelle-Zélande, la première ne fait jamais perdre de vue la troisième.

Le tarif qui avait été instable pendant la guerre fut fixé en 1921, puis retouché en 1927 et en 1930. Chaque fois, la marge préférentielle fut accrue. D'après les évaluations de la Commission Balfour, les marchandises anglaises entrant en Nouvelle-Zélande étaient frappés en moyenne d'un droit de 8 1/2 %, ce qui représentait une marge de 12 % (en 1924). D'autre part dans le tarif de 1930, les marges préférentielles étaient en moyenne les suivantes :

Tarif général.	Tarif préférentiel.
50 à 45 %	25 %
40	20
35	15
30	10
Au-dessous de 30.	Pas de droits

Mais même en Nouvelle-Zélande, il ne faut pas croire que préférence ait toujours une portée pratique. Il est bien évident que la préférence de 5 s. par Gallon que reçoivent les vins mousseux de l'Empire ne doit pas avoir une influence considérable sur le commerce intra-impérial.

Un droit, au contraire, qui du point de vue de la politique poursuivie par la Nouvelle-Zélande remplit bien son rôle est le droit sur les véhicules automobiles. En effet, il y a une marge de 10 % entre le droit sur les véhicules non assemblés et celui sur les véhicules assemblés afin de favoriser l'assemblage des automobiles en Nouvelle-Zélande et d'autre part dans les deux cas, une marge préférentielle de 45 %.

Afrique du Sud. — L'Union de l'Afrique du Sud, elle aussi, s'est industrialisée pendant la guerre. De 1915 à 1921, 3.000 nouvelles usines étaient ouvertes. Après la guerre le niveau du tarif s'éleva légèrement. En 1924 la Commission Balfour trouva que le niveau moyen du tarif préférentiel était de 9 % comparé à 7 1/2 % en 1914.

Cependant ce n'est qu'avec le tarif de 1925 que l'Union devint nettement protectionniste. La protection en Afrique du Sud a un but particulier. La population européenne qui n'est que 22 % de la population, croît cependant plus vite que la population indigène. Or l'agriculture et les mines ne peuvent fournir un débouché à cette population blanche croissante. D'abord parce qu'elles sont naturellement limitées et ensuite parce qu'elles reposent sur l'emploi de main-d'œuvre indigène dont les salaires sont seulement 1/5^e des salaires européens. La protection a donc pour but d'encourager des industries où les Européens pourront trouver un emploi suffisamment rémunéré. Cette politique semble avoir atteint son but, en partie, car entre 1924-25 et 1926-27, il y a eu un accroissement de 15,1 % dans

l'emploi des Européens contre un accroissement de 11,6 % dans l'emploi des indigènes.

Parmi les industries nouvelles qui ont bénéficié de cette protection, on peut citer celles des couvertures en coton, des chapeaux de feutres, des carrosseries automobiles, des pompes à essence, et celle des clous. On a également assisté au début de certaines branches de l'industrie chimique, de l'industrie du vêtement et de celle du cuir. Parmi les industries anciennes qui ont prospéré, sous le couvert du tarif sont : le vêtement de confection, les bonbons, les chaussures, la papeterie, etc.

Pour essayer de parer aux effets du tarif protecteur sur le coût de la vie, la politique suivie a été de faire des abattements dans le tarif fiscal, chaque fois que de nouveaux droits protecteurs étaient institués. D'après les évaluations officielles, les abattements s'élèveraient à £ 1.300.000, tandis que les accroissements de droits s'élèveraient à £ 800.000, entre 1924-25 et 1928-29. On pourrait objecter qu'en fait il n'y a pas eu diminution des recettes, mais au contraire accroissement de £ 2.000.000 dans le même temps. Mais les évaluations officielles sont faites en supposant le chiffre des importations fixes, tandis qu'en réalité pendant cette période, il y a eu accroissement des importations de £ 14.000.000 et dans cet accroissement les objets de luxe qui sont plus sévèrement taxés ont joué un rôle important.

Mais si l'Afrique du Sud a suivi une évolution analogue à celle des autres Dominions en ce qui concerne la protection, elle a suivi une évolution différente en ce qui concerne la préférence. Jusqu'en 1925, l'Afrique du Sud accordait une certaine préférence à presque tous les produits fabriqués. Depuis 1925, on peut dire que la préférence a pratiquement disparu. En 1924, il y avait 335 articles sur lesquels, la Grande-Bretagne recevait une préférence. Après la loi de 1925, il n'y en avait plus que 44. Et M. Henderson, président de la Chambre de Commerce de

Johannesbourg disait dans une adresse donnée à la Société d'Économie Politique d'Afrique du Sud le 29 novembre 1926 que si l'on examinait avec soin les articles sur lesquels la Grande-Bretagne recevait une préférence, on pouvait dire qu'ils ne présentaient aucun intérêt spécial pour elle.

L'Inde. — Nous avons vu qu'avant la guerre le tarif de l'Inde était purement fiscal. Dès que l'Inde eut reçu l'autonomie fiscale en 1921, elle commença elle aussi à s'orienter dans la voie du protectionnisme. En 1924, d'après les évaluations de la Commission Balfour, le niveau moyen était de 10 1/2 % comparé à 2 3/4 en 1914.

Une Commission fut nommée qui dans son rapport déposé en 1922 recommanda un système de protection avec préférence impériale. Une commission du tarif fut nommée la même année pour faire des recommandations, pour mettre en œuvre ce principe.

La première application du principe fut faite à l'industrie de l'acier qui par le Steel Industry Protection Act de 1924, reçut une protection s'élevant à près de 33 1/3 %, en même temps qu'on lui accordait des subsides. La protection fut renouvelée en 1927 puis en 1928 pour sept ans, mais les subsides furent abolis en 1927. Parmi les industries qui furent successivement protégées, les principales furent : l'industrie du papier de bambou (1925 et 1927), l'industrie des allumettes (1928) et celle des coffres à thé (1928). D'autre part, l'abolition du « countervailing excise duty » sur le coton en 1926 rendit le droit à l'entrée qui avait été élevé à 7 1/2 % en 1917, protecteur. La protection fut accentuée en 1930.

La préférence jouait un rôle restreint dans le tarif indien. Cependant la préférence fut introduite en 1927 dans les droits sur l'acier, en 1930 dans les droits sur le coton. Il existait

également une préférence sur les fourrures tannées dans l'Empire.

La politique des Dominions à l'égard les uns des autres. — Nous venons de voir que ce qui faisait la difficulté des relations entre les Dominions et l'Angleterre était leur différence fondamentale de politique fiscale. Au contraire tous les Dominions suivaient une politique analogue. C'était une politique d'exclusion, il est vrai, mais sa communauté assurait une manière identique d'approcher les problèmes de la part des hommes d'État des différents Dominions. Aussi n'est-il pas étonnant de trouver qu'à l'exception du couple Canada-Union Sud Africaine, tous les Dominions étaient liés par des traités de commerce.

Même en ce qui concerne ces deux pays, ils s'accordaient l'un l'autre certaines préférences. Nous avons vu que le Canada avait étendu la préférence à l'Afrique du Sud dès 1907. De son côté la loi sud-africaine de 1925 prévoit l'extension des faveurs accordées au Royaume-Uni à tout pays britannique qui fera des concessions équivalentes. Sous ce régime les produits sud-africains qui bénéficiaient d'une certaine préférence étaient surtout la laine et les fourrures. Quant aux produits canadiens favorisés c'étaient surtout : le blé et la farine de blé, les poissons, les chaussettes, les tubes d'acier.

Canada-Australie. — En septembre 1925, le Canada et l'Australie concluaient un traité de commerce par lequel ils s'accordaient réciproquement un certain traitement préférentiel. Les principaux articles canadiens qui jouissaient de ce traitement étaient : le poisson, les gants, les tubes d'acier, les machines d'imprimerie, le papier, le bois de charpente et les automobiles.

Les principaux articles australiens qui étaient favorisés,

étaient : le beurre, le fromage, les œufs, l'huile d'eucalyptus, les fruits (secs et en conserve), la viande et les légumes de conserve.

Cependant l'Australie n'accordait au Canada, le tarif préférentiel britannique que sur un petit nombre d'articles. Au contraire le Canada accordait la même préférence à l'Australie qu'aux autres pays britanniques. Pour le beurre, elle lui accordait même un avantage spécial. Le tarif préférentiel britannique était de 8 cents et le beurre australien ne devait plus payer que 5 cents (par livre).

Canada-Nouvelle-Zélande. — L'avantage que l'Australie s'était ainsi assuré ne devait pas durer longtemps, car dès octobre 1925, le Canada signait un traité avec la Nouvelle-Zélande par lequel, il accordait le même traitement au beurre néo-zélandais. C'était là l'objet principal du traité, car dès 1903, la Nouvelle-Zélande avait accordé le traitement préférentiel britannique au Canada, et le Canada avait fait de même en 1904. Objet, d'ailleurs, très important pour la Nouvelle-Zélande car le beurre était son principal produit d'exportation vers le Canada.

Australie-Nouvelle-Zélande. — Le 11 avril 1922, un traité de commerce était signé entre la Nouvelle-Zélande et l'Australie par lequel, elles s'accordaient mutuellement les avantages du tarif préférentiel britannique et pour certains produits un tarif encore plus favorable.

Le Bureau de statistique du gouvernement australien, d'après une méthode que nous avons déjà rencontrée, calcule que, en 1932-33, les marchandises néo-zélandaises importées en Australie bénéficièrent d'une remise de droits de £ A 217.670.

Union Afrique du Sud-Australie. — Nous avons vu que l'Union de l'Afrique du Sud avait signé un traité de commerce

avec l'Australie en 1906. Mais en juillet 1926, le gouvernement fédéral australien décida de retirer le traitement préférentiel aux produits sud-africains. Le gouvernement sud-africain répondit immédiatement en supprimant toute préférence à l'égard des produits australiens.

Afrique du Sud-Nouvelle-Zélande. — Nous avons vu que l'Afrique du Sud et la Nouvelle-Zélande avait conclu un traité de commerce en 1907. Un nouveau traité fut conclu en 1922 auquel certaines modifications furent apportées en 1925.

Les principaux produits néo-zélandais qui bénéficiaient de la préférence étaient : le beurre, le houblon et la viande (excepté le jambon).

Quant aux produits sud-africains : les fruits secs, le poisson, le sucre, le blé indien entraient en franchise. Les vins recevaient un traitement spécialement favorable. Tous les autres articles, excepté les spiritueux et le tabac, bénéficiaient d'une réduction de 3 % sur le tarif préférentiel.

3^e DE 1930 A LA CONFÉRENCE D'OTTAWA

Le 1^{er} octobre 1930 se réunissait à Londres, une conférence impériale. Dans cette conférence on espérait traiter les questions économiques et arriver à un certain accord au point de vue de la préférence impériale. En réalité, la Conférence ne servit qu'à montrer l'irréductible opposition entre le point de vue du gouvernement anglais et celui des gouvernements des Dominions. Des différences sensibles éclatèrent même entre les points de vue des différents Dominions.

Le discours le plus retentissant fut celui prononcé par M. Bennet, premier ministre du Canada, le 8 octobre. Il débutait ainsi : « Le premier souci du Canada est de vendre son blé. Il nous

faut le marché britannique. Pour l'avoir, le Canada est prêt à accorder une préférence aux produits britanniques. » Et pour bien faire comprendre comment il concevait cette préférence il disait plus loin : « J'offre à la mère patrie ainsi qu'à toutes les autres parties de l'Empire la préférence sur le marché canadien en retour d'une préférence identique sur les leurs, préférence basée sur un relèvement dans une proportion de 10 % de l'échelle actuelle du tarif général ou de l'échelle à venir... Cette préférence ne doit pas être envisagée comme constituant un premier pas vers le libre-échange impérial. A notre sens, le libre-échange impérial n'est ni désirable, ni possible ; en effet, il irait à l'encontre même de nos travaux et de notre idéal. »

Le Canada espérait que les autres Dominions le supporteraient et que tous ensemble, ils pourraient forcer la main à l'Angleterre. Il n'en fut rien. M. Forbes, représentant la Nouvelle-Zélande, fut le seul qui fut assez encourageant. Ce qui, d'ailleurs, n'a pas lieu de nous surprendre, étant donné la dépendance de la Nouvelle-Zélande sur le marché britannique. M. Scullin, représentant l'Australie, se montra assez froid au regard du projet. Quant à M. Havenga, représentant l'Afrique du Sud, il évita de se compromettre, en ne faisant aucune déclaration précise. Au contraire, le représentant de l'Inde, Sir Geoffrey Corbett fut des plus nets et cela dans le sens du rejet de la proposition canadienne. Il dit en propres termes : « L'Inde est prête à encourager tout projet destiné à accroître le commerce avec les autres pays de la Communauté des nations britanniques. Mais elle n'est pas disposée à renoncer à sa politique « de protection judicieuse, laquelle en effet nous paraît remplir les conditions de la production rationalisée dont on entend tant parler. Incapables de nous engager dans un projet général de préférences douanières au sein de l'Empire, nous croyons devoir nous réserver pleine liberté de traiter chaque cas tel qu'il se présentera. »

Le Canada ne trouvait donc pas le soutien qu'il avait espéré des autres pays de l'Empire, et il devait faire face seul à l'hostilité résolue du gouvernement anglais. En effet l'acceptation du projet canadien aurait eu pour conséquence immédiate la nécessité pour l'Angleterre d'établir des droits sur le blé. Un gouvernement travailliste engagé à protéger le standard de vie de l'ouvrier ne pouvait songer à imposer des droits sur une denrée de première nécessité. La réponse de M. Mac Donald au projet canadien fut simple : « Nous ne pouvons pas le faire (Tax wheat ! we cannot do it). » Et M. Mac Donald, probablement outré du ton des délégués canadiens ajoutait avec une amère ironie : « Puis-je me permettre de faire remarquer que ce pays (Angleterre) jouit du statut d'un Dominion ? Comme les Dominions ont considéré à bon droit leurs propres intérêts tout d'abord, ainsi est-il du devoir du gouvernement britannique de protéger en premier lieu les intérêts britanniques. »

L'opposition était irréductible et il était impossible de faire un pas dans la voie du développement du commerce impérial. On prit donc le remède qui s'impose généralement en pareil cas : on ajourna la conférence, plus exactement la partie économique de la conférence. On décida qu'elle devrait se tenir dans l'année suivante. Par suite d'ajournements successifs, prononcés à cause de la crise grave que traversait l'Angleterre, la Conférence ne se réunissait en fait qu'en août 1932.

Entre octobre 1930 et août 1932, la situation allait se trouver profondément modifiée par les changements dans la politique des pays britanniques. D'un côté les Dominions intensifiaient leur protectionnisme et de l'autre l'Angleterre abandonnait l'évangile victorien du libre-échange. Ainsi, il devenait à la fois possible pour l'Angleterre d'offrir des avantages substantiels aux Dominions et plus nécessaire que jamais d'obtenir d'eux des concessions. Devant un accroissement continu du déficit

de la balance commerciale, le gouvernement conservateur qui avait obtenu la victoire aux élections du 27 octobre 1931, se résolut à imposer un tarif pour essayer d'abaisser le niveau des importations. Les lois qui furent votées à cet effet ne contenaient d'ailleurs pas des tableaux de droits, mais autorisaient le gouvernement à imposer des droits par décret. La loi sur les importations anormales du 20 novembre 1931 accordait pendant six mois, au gouvernement le pouvoir d'imposer des droits ne dépassant pas 100 % *ad v.* sur les produits manufacturés étrangers. En vertu de cette loi, environ 50 produits furent frappés de droits de 50 %. La loi sur les produits horticoles du 11 décembre 1931, qui devait rester en vigueur pendant un an, donnait au gouvernement le pouvoir d'imposer par décret, des droits allant jusqu'à 100 % *ad v.*, sur certains fruits frais, légumes frais de provenance étrangère. Le système protectionniste fut établi par la loi sur les droits à l'importation devant entrer en vigueur le 1^{er} mars 1932. Elle imposait un droit de 10 % sur toutes les marchandises qui n'étaient jusque là sujettes à aucun droit. Un certain nombre d'exceptions étaient cependant apportées à cette mesure générale, parmi lesquelles, les plus importantes étaient : le blé, le maïs (sur lequel on imposa un droit plus tard), la viande, les animaux sur pied, le coton brut, le lin, le chanvre, la laine, les peaux, les minerais métalliques, le cuivre brut et tous les produits utilisés dans la construction navale. Par un décret devant entrer en vigueur le 26 avril 1932, le droit de 10 % fut porté de 15 à 33 1/3 % sur un grand nombre de produits, surtout des produits manufacturés. Depuis lors a fonctionné au Board of Trade, une sorte d'organisme quasijudiciaire qui examine les demandes des industries pour un accroissement de la protection.

Cette loi, comme les précédentes, exemptait les produits des Dominions de tout droit. Mais cette loi, qui devenait la base per-

manente du protectionnisme n'accordait l'entrée en franchise aux produits des Dominions que jusqu'au 15 novembre 1932. Les délégués anglais à la Conférence d'Ottawa devaient ainsi avoir, entre les mains, une arme puissante. La continuation de l'entrée en franchise était un avantage dont l'offre ne pouvait manquer d'arracher aux Dominions des concessions importantes.

Pendant que l'Angleterre renversait complètement sa politique traditionnelle, les Dominions poursuivaient la même politique que nous leur avons vu adopter après la guerre. Sous l'effet de la crise qui les atteignait en 1930 (l'Australie dès 1929), ils accentuèrent tous leur protectionnisme. Le tarif américain de 1930 semble avoir donné le signal d'une série de mesures d'extrême protection.

Australie. — Le 3 avril 1930, une surtaxe de 50 % du droit déjà perçu était imposée sur un certain nombre de produits, principalement des produits de luxe. Le 10 juillet 1930, un droit de primage de 2 1/2 % fut imposé sur toutes les marchandises passibles de droits ou non, les seules exceptions étant les lingots d'or, les espèces et le radium. Le 6 novembre 1930, ce droit était porté à 4 %. Le 11 juillet 1931, certains produits étaient exemptés, mais sur la plupart des autres, le droit était porté à 10 %. En même temps, une taxe sur les ventes qui, en réalité, est une mesure de protection, était portée de 2 1/2 à 6 %. Enfin le 4 avril 1930, l'importation de 78 produits était interdite. Les principaux produits affectés étaient les instruments agricoles, les objets en métal argenté, les allumettes, les cigarettes, le tabac, les appareils de T. S. F. et la confiserie.

Or toutes ces mesures atteignaient les produits anglais aussi bien que les produits étrangers. Après ces mesures, même le tarif préférentiel britannique était devenu prohibitif dans cer-

tains cas et par conséquent la préférence avait perdu toute signification.

Toutefois dès avant Ottawa, la politique australienne devait subir un certain revirement. Aux élections du 19 décembre 1931 le parti australien unifié était porté au pouvoir. Cette victoire était certainement due en partie à une réaction contre la politique de protectionnisme excessif du gouvernement travailliste de M. Scullin. Aussi une des premières tâches du nouveau gouvernement était-elle de donner au tarif un caractère un peu plus raisonnable. Le 24 février 1932, 43 des prohibitions d'importation étaient levées. Le 18 mai, 11 prohibitions étaient également levées. La liste des produits soumis à la surtaxe de 50 % était réduite le 24 mai et devait être réduite de nouveau à plusieurs reprises avant Ottawa. Enfin les droits étaient réduits sur un certain nombre d'articles.

Canada. — Le Canada est avec l'Australie, le pays britannique où le tarif a atteint avant Ottawa le niveau le plus élevé. En 1930, le Parti Conservateur était victorieux aux élections. Or le Parti Conservateur est un parti très protectionniste. Dès son arrivée au pouvoir, il s'empressait de préparer un remaniement profond du tarif. Le nouveau tarif dont le niveau de protection était beaucoup plus élevé fut promulgué en juin 1931. Mais le gouvernement canadien lui non plus ne se contenta pas d'élever le niveau des droits ordinaires, il créa toutes sortes de charges supplémentaires. A partir de juin 1931, fut perçu sur le montant déclaré augmenté du montant des droits ordinaires, une taxe sur les ventes de 6 % et une taxe indirecte spéciale (special excise tax) de 3 %. Ces surcharges étaient perçues sur les marchandises britanniques de la même façon que sur les marchandises étrangères, de sorte que la préférence se trouvait réduite. Mais à cela, il faut ajouter que, à partir de 1931, le droit

de dumping fut appliqué à un grand nombre de produits anglais. En effet pour évaluer les prix sterling en prix dollar, la douane ne se sert pas de la valeur du marché, mais d'une valeur arbitraire plus élevée ; et pour déterminer « le juste prix du marché », elle se sert d'une autre valeur encore plus élevée (\$ 4.87 et \$ 4.40 respectivement).

Par le jeu du droit de dumping, il est arrivé quelquefois, qu'en dépit de la préférence, des marchandises anglaises ont payé des droits plus élevés que les mêmes marchandises en provenance de certains pays étrangers.

Nouvelle-Zélande. — En Nouvelle-Zélande, l'évolution fut la même quoiqu'avec plus de modération. Le tarif de 1930 montrait une augmentation moyenne de 5 % sur le tarif précédent. De plus sur les produits taxés le droit de primage qui existait depuis la guerre était remplacé par une surtaxe qui était fixée à : 1/20^e du droit sur certaines marchandises tels que les spiritueux, le tabac, le bois de charpente, le sucre et l'essence et à 9/40^e sur tous les autres produits excepté le blé et la farine qui étaient exemptés.

Toutefois les marchandises, en provenance de l'Australie, étaient exemptées, et continuaient à payer le droit de primage. En 1931, un grand nombre de droits furent de nouveau élevés. En même temps le droit de primage qui continuait à être perçu sur tous les produits qui entraient en franchise et qui était de 2 % depuis 1929 était porté à 3 %. Enfin, il ne faut pas oublier que la sous-évaluation de la £ néo-zélandaise par rapport au sterling jouait dans une certaine mesure comme une protection.

Afrique du Sud. — La loi de 1925 avait prévu ce qu'elle appelle des droits suspendus, c'est-à-dire qui peuvent être imposés par décret quand la protection ordinaire est estimée insuffisante.

Certains de ces droits furent imposés pendant la crise. Mais ce qui atteint surtout le commerce britannique fut le droit de dumping de change. Ce droit était également prévu dans la loi de 1925, et devait être appliqué aux marchandises en provenance de pays qui auraient dévalué leur monnaie par rapport à la £ sud-africaine. Au moment où l'Angleterre abandonna l'étalon-or, ce droit devint applicable, puisque l'Afrique du Sud conservait l'étalon-or. Le 12 décembre 1931, l'Afrique du Sud notifiait à l'Angleterre ainsi, d'ailleurs, qu'à d'autres pays parmi lesquels l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada, l'imposition de ce droit sur ses marchandises. Le 22 février 1932, le même droit était appliqué aux marchandises en provenance de l'Inde.

Seule l'Inde échappait à la fièvre protectionniste.

Enfin, il fait signaler la rupture amenée par la poussée protectionniste entre le Canada et la Nouvelle-Zélande. Le traité conclu avec la Nouvelle-Zélande en 1925, fut dénoncé par le Canada en août 1930, dénonciation qui devait prendre effet en octobre suivant. Cette dénonciation fut provoquée par l'agitation des producteurs de beurre canadiens. Elle fut suivie d'un relèvement du droit sur le beurre à 4 cents puis à 8 cents. En réponse la Nouvelle-Zélande retira les automobiles, moteurs et pneus de la liste des marchandises jouissant de la préférence. Puis à partir de juin 1931, elle appliqua le tarif général à tous les produits canadiens, à l'exception des produits cités ci-dessus et de trois autres, parmi lesquels le papier.

Mais des négociations étaient entreprises entre les deux pays et le 23 avril 1932, un nouveau traité était signé.

Nous étudierons ce traité en même temps que les traités signés à Ottawa.

Il faut signaler, en sens inverse, le traité conclu le 3 août 1931 entre le Canada et l'Australie. Le Canada reçoit le traitement

préférentiel pour tous les articles, sauf 18 (sur 439) . Pour 6 de ces articles des droits intermédiaires sont appliqués et pour les 12 autres les droits du tarif général. De plus la marge préférentielle du tarif britannique est augmentée pour un certain nombre de produits qui intéressent spécialement le Canada. De son côté le Canada accorde le traitement préférentiel à l'Australie, sauf sur un petit nombre de produits. Enfin les droits contre le dumping sont suspendus dans chaque pays à l'égard de l'autre. Toutefois chaque pays se réserve le droit d'appliquer le tarif général à des produits de l'autre pays dont l'importation serait préjudiciable à la vente de marchandises nationales analogues, si après deux mois ce pays n'a pas apporté de remède à la situation.

CHAPITRE II

LA CONFÉRENCE ET LES ACCORDS D'OTTAWA

1. — LA CONFÉRENCE

La conférence se réunit le 22 juillet, sous la présidence de M. Bennet, premier ministre du Canada (c'était la première fois qu'une conférence impériale se réunissait sous la présidence du ministre d'un Dominion). Après avoir écouté les discours d'inauguration, la conférence se répartit en Commissions et il n'y eut plus de séance plénière jusqu'à la clôture de la conférence. Tout le travail fut fait dans les Commissions et dans des conversations particulières.

Les Commissions furent au nombre de 5 :

N° 1. La plus importante : Promotion du commerce intra-impérial;

N° 2. Questions d'administration des douanes;

N° 3. Relations avec les Puissances étrangères;

N° 4. Politique financière et monétaire;

N° 5. Méthodes de coopération économique dans l'Empire.

On avait espéré beaucoup de la Commission n° 4. En fait, elle eut des discussions fort intéressantes, mais elle se garda bien de prendre une attitude définie à l'égard des problèmes monétaires. Cela en partie à cause de la Conférence économique mondiale qui devait se tenir à Londres quelque temps après et où les gouvernements de l'Empire ne voulaient être liés par aucune convention ou déclaration antérieure. Le Chancelier

de l'Echiquier se borna à dire qu'il serait désirable que les Dominions modèlent leur politique monétaire sur celle de l'Angleterre. La Commission émit le vœu que les changes soient stabilisés et que les fluctuations du sterling par rapport à l'or soient rendues aussi faibles que possibles.

Des projets de plus grande envergure y furent agités tels que le bimétallisme, la remonétisation de l'argent, une monnaie impériale. Mais ils ne donnèrent lieu à aucune résolution.

La Commission n° 2 n'arriva pas non plus à des résultats bien importants. Elle se mit surtout d'accord sur des principes. Elle décida, en particulier, que les buts suivants devraient être visés dans l'administration des douanes :

1° Éviter l'incertitude de la somme à payer à l'arrivée des marchandises dans le pays importateur;

2° Réduire les frictions et les délais au minimum :

3° Pourvoir au règlement rapide et efficace des discussions concernant l'application du tarif douanier.

La Commission n° 5, selon l'expression d'un des commentateurs d'Ottawa, accomplit un travail utile de reconnaissance. Elle se réunit sous la présidence de Sir A. Chatterie, chef de la délégation de l'Inde (On voit que les Anglais, cherchèrent à donner des satisfactions d'amour-propre aux autres pays britanniques).

Elle nomma plusieurs sous-commissions :

La sous-commission sur la standardisation trouva qu'il y avait eu un progrès considérable depuis 1926 dans le développement et l'adoption de caractéristiques commerciales standardisés par les producteurs de l'Empire.

La sous-commission sur la coopération industrielle fit beaucoup de bruit. Comme le fait remarquer avec beaucoup d'ironie et de justesse M. K. W. Taylor, « la rationalisation à l'échelle impériale a un rare attrait pour l'imagination. Décrite avec

habileté elle peut renfermer tout ce qui est cher au protectionniste, au libre-échangiste et à l'impérialiste ».

En fait, elle est restée jusqu'ici surtout à l'état d'idéal. Une des rares applications pratiques qu'on en puisse citer est un accord passé en 1930 entre un groupe australien pour se spécialiser dans la fabrication de certains types ou de certaines pièces de machines agricoles. Et encore cet accord ne put-il fonctionner pendant qu'un an, à cause des difficultés de change.

Parmi les autres questions subsidiaires d'une certaine importance que la Conférence aborda sont : la définition des produits britanniques et les primes à l'exportation. En ces deux matières, elle n'arriva d'ailleurs qu'à émettre des vœux.

Elle décida qu'il serait désirable qu'il y ait plus d'uniformité dans la définition des produits ayant droit à la préférence et elle condamna l'usage de cette définition pour faire une discrimination entre différents produits. C'est là, comme nous l'avons vu, la pratique suivie en Australie. Mais on ne put s'entendre sur une action positive et chaque pays garda sa liberté d'action.

La Conférence émit également le vœu que les primes à l'exportation soient supprimées ainsi que les droits contre le dumping.

Le travail le plus important de la Conférence fut fait dans la 1^{re} Commission. Aussi les discussions y furent-elles plus difficiles.

Aucun compte rendu officiel des discussions ne fut donné, mais d'après ce qui a transpiré, il semble qu'elles furent souvent assez âpres, surtout entre les représentants canadiens et les représentants anglais. La conférence dut être prolongée de huit jours à cause des discussions sur le dumping soviétique. Le désaccord sur ce point entre les Anglais et les Canadiens faillit ruiner la conférence. Les Canadiens voulaient absolument que l'Angleterre rende l'importation de bois russe pratiquement impossible en Angleterre, tandis que les Anglais ne voulaient

pas se priver du bénéfice du bon marché du bois russe. Finalement on se mit d'accord sur une formule qui visait en fait la Russie, mais qui était conçue en termes généraux.

La Conférence put enfin se séparer dans un *alleluia* final le 20 août.

Mais si l'on essaye de rechercher en dehors de tous les détails de concessions réciproques quel principe fondamental a guidé les délégués, on s'aperçoit qu'il y a une sorte de malentendu entre deux conceptions. Il y avait en effet deux conceptions logiques possibles des accords impériaux. Ou bien ces accords étaient un premier pas vers l'abaissement des barrières douanières dans le monde, ou bien ils étaient un premier pas fait vers la création d'une nouvelle unité économique fermée au monde extérieur. Dans le premier cas, les nations britanniques qui forment un groupe de nations indépendantes unies par des liens de langue, de culture, de civilisation, s'entendent pour détruire ces entraves au commerce international suscitées en partie par la méfiance réciproque des nations et qui servent à l'entretenir. C'est un mouvement qui commence dans un milieu qui est exceptionnellement favorable, mais qui doit s'étendre au reste du monde.

Dans le second cas, l'Empire qui a perdu son unité politique, acquiert une unité économique. Un vaste ensemble de territoires qui contiennent toutes les productions se groupent afin de diminuer leur dépendance du monde extérieur, afin de constituer une économie dans une certaine mesure fermée, avec l'espoir qu'ils pourront échapper dans la même mesure aux troubles économiques du monde extérieur. La première conception avait été exprimée très nettement par M. Baldwin dans son discours. M. Baldwin y disait : « Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume Uni propose à la Conférence comme objectif l'expansion du commerce intra-impérial, amené autant que possible

par l'abaissement des barrières douanières entre les différents membres de l'Empire. » Et un peu plus loin : « Nous pensons qu'en faisant renaître et en fortifiant le commerce intra impérial nous servirons la civilisation dans son ensemble, et nous prendrons le moyen le plus pratique de hâter la reprise économique si essentielle pour le monde en général. » La seconde était la conception de M. Bennett et surtout des impérialistes qui menaient campagne autour de la conférence. M. Bennet disait, en particulier : « Dans le passé ; les produits manufacturés du Canada ont bénéficié d'une certaine protection, quoique par moments, quelques-uns pensent, une protection qui n'était pas entièrement suffisante, sur le marché national. Nos produits nationaux ont bénéficié d'un avantage petit ou nul sur leurs concurrents étrangers, dans les marchés de l'Empire. C'est maintenant notre espoir de leur assurer un tel avantage. » Mais il y avait beaucoup de délégués qui n'avaient pas une conscience très nette de cette dualité de conceptions et finalement la conférence n'a jamais choisi. Il semble que l'on puisse dire que dans l'ensemble la conférence a rendu hommage à la première conception et s'est en fait, inspiré surtout de la seconde.

La seule déclaration de principe qui ait été faite à la Conférence est basée sur la première conception, quoique pas d'une manière absolument nette.

« Cette conférence prend note de sa conviction : Que par l'abaissement ou l'abolition des barrières entre eux, contenus dans ces accords, le commerce entre les divers pays de l'Empire sera facilité et que par l'accroissement du pouvoir d'achat qui en résultera chez leurs habitants, le commerce du monde sera aussi stimulé et accru.

De plus, cette conférence considère la conclusion de ces accords, comme un pas en avant qui devrait conduire à de nouveaux progrès dans la même direction et qui utilisera des droits

protecteurs pour assurer le développement des ressources et des industries de l'Empire sur des bases économiques saines. »

Même ici, on voit indiquées les deux idées du développement des ressources de l'Empire derrière des barrières douanières (et il semble bien, de l'Empire comme un tout coordonné) et du développement du commerce mondial.

Le critérium qui permettra de distinguer quelle conception la conférence a surtout suivie dans la pratique, est le suivant. La préférence impériale a-t-elle été réalisée par un abaissement du tarif préférentiel ou par une hausse du tarif général ? C'est ce que nous essayerons de voir dans l'examen des accords et nous verrons qu'il n'est pas aussi facile de décider qu'il pourrait sembler au premier abord.

2. — LES ACCORDS

En tout, onze accords ont été signés. Nous ne nous occuperons pas ici de ceux qui concernent l'État libre d'Irlande, Terre-Neuve et la Rodhésie du Sud. Les cinq pays dont nous nous sommes occupés jusqu'ici ont tous signé un accord avec l'Angleterre. De plus le Canada a signé un accord avec l'Afrique du Sud. Nous examinerons d'abord les obligations qu'a contractées l'Angleterre, ensuite les obligations contractées par les Dominions et l'Inde à son égard. Ensuite nous examinerons le traité entre l'Afrique du Sud et le Canada et nous examinerons en même temps la traité de mai 1932 entre le Canada et la Nouvelle-Zélande.

1^o *Les obligations de l'Angleterre.*

On peut les diviser en cinq catégories :

a) Certains produits qui jusque là entraient en franchise seront frappés d'un droit, quand ils sont de provenance étrangère.

C'est surtout le blé qui sera frappé d'un droit de 2 s. par quarter (environ 3 hl).

β) Les droits sur certains produits, surtout les produits de ferme et les fruits, seront élevés par la substitution d'un droit spécifique à un droit *ad val.*

γ) Pour un certain nombre de produits, la marge de préférence accordée aux pays britanniques par l'Imports Duties Act sera garantie pour une période de cinq ans.

δ) Tous les produits en provenance des pays britanniques qui entrent en franchise continueront à entrer en franchise, mais l'Angleterre n'est pas obligée de conserver le droit actuel sur les mêmes marchandises de provenance étrangère.

ε) Les importations de viande, de provenance étrangère seront soumises à un contingentement.

2° Les obligations de l'Australie.

Tout d'abord, en ce qui concerne les produits britanniques, les prohibitions d'importation seront abolies, et le droit de primage et la surtaxe seront abolis aussitôt que les finances de l'Australie le permettront.

Une marge de préférence de 15 à 20 % sera accordée à tous les produits du Royaume Uni, à l'exception d'un certain nombre qui sont spécifiés.

Enfin, en contre-partie de la promesse de contingentement des importations de viandes étrangères, l'Australie promet de limiter ses exportations de mouton et d'agneau pendant l'année 1933, à la quantité exportée pendant l'année finissant le 30 juin 1932. Et en ce qui concerne le bœuf, l'Australie promet de faire les plus grands efforts pour que les exportations en 1933 ne dépassent pas 110 % des exportations pendant l'année de base.

3° *Les obligations de la Nouvelle-Zélande.*

Les produits britanniques seront exemptés de la surtaxe.

La préférence sur un certain nombre de produits sera augmentée.

Quand la marge de préférence dépasse actuellement ou est égale à 20 %, elle ne sera pas réduite sans le consentement du gouvernement du Royaume Uni. Pour la viande, la Nouvelle-Zélande ne promet pas de limiter ses exportations mais simplement d'informer le gouvernement anglais de la quantité probable des envois de mouton et d'agneau, aussitôt qu'il sera possible, chaque saison.

4° *Les obligations de l'Afrique du Sud.*

Les préférences actuellement existantes seront conservées et une préférence accrue sera donnée à certains produits ; en particulier aux produits de fer et d'acier et aux machines.

5° *Les obligations de l'Inde.*

Une préférence de 10 % sera donnée sur un certain nombre d'articles, et une préférence de 7 1/2 % sur certains types de véhicules automobiles. La préférence dont bénéficieront les plaques d'acier tôle ne sera cependant accordée qu'aux plaques faites avec de l'acier indien.

6° *Les obligations du Canada.*

Les surcharges prélevées sur les produits britanniques seront abolies aussitôt que les finances du Canada le permettront.

Une marge préférentielle nouvelle ou accrue est accordée sur 215 articles (environ 1/7 du tarif) spécifiés dans l'accord.

Ainsi seul le Canada donnait dans l'accord même la liste des

changements qu'il allait apporter à son tarif. Les autres Dominions et l'Inde promettaient seulement d'accorder une certaine préférence, mais il restaient libres d'accorder cette préférence soit par une hausse du tarif général, soit par une baisse du tarif préférentiel ; ils pouvaient même à la fois élever les deux ou abaisser les deux. Dès lors, le résultat de la Conférence ne peut se juger que très imparfaitement par les accords ; il n'apparaîtra avec une certaine clarté que quand nous étudierons la législation douanière de ces pays depuis Ottawa.

Mais les accords prétendaient aussi apporter un critérium qui devait permettre de juger quels changements les différents pays britanniques devaient introduire dans leur tarif ; un principe sur lequel devait désormais être fondé le tarif de ces pays.

Ce principe est formulé de façon à peu près identique dans les différents accords. Voici la formule qui apparaît dans l'accord avec l'Australie.

ART. 9. — Le Gouvernement de Sa Majesté dans la Fédération Australienne s'engage à ne donner une protection douanière qu'à ces industries qui sont assurées raisonnablement de chances sérieuses de succès.

ART. 10. — Le Gouvernement de Sa Majesté dans la Fédération Australienne s'engage à ce que le tarif soit fondé sur le principe que les droits protecteurs ne dépasseront pas un niveau qui donnera aux producteurs du Royaume Uni toutes les possibilités de concurrence raisonnable sur la base du coût relatif de production économique et efficace, étant entendu que dans l'application d'un tel principe, une considération spéciale pourra être donnée aux titres d'industries pas encore entièrement établies.

C'est ce que l'on appelé le principe des droits compensateurs. Dans les accords d'Ottawa est donc consacrée la théorie chère à certains Dominions que le but du tarif douanier est de compenser le coût plus élevé des industries nationales et de mettre les pro-

duits étrangers et les produits nationaux sur le même pied, en égalisant leurs prix. Nous verrons quelles sont les critiques qu'on peut apporter à cette conception, et qui y ont été apportées en fait.

A l'application de ce principe devait veiller les Commissions du tarif. Ces commissions existaient dans certains Dominions et dans l'Inde. Il n'en existait pas au Canada, mais celui-ci promettait d'en constituer une. Les industriels du Royaume Uni devaient recevoir le droit d'être entendus par ces commissions et de présenter des pétitions pour l'abaissement du tarif ou de s'opposer à son élévation. Seule l'Afrique du Sud se refusait à accorder un pareil droit aux industriels anglais, comme, d'ailleurs, elle s'était refusée à accéder au principe des droits compensateurs. Le 29 novembre 1932, M. Eric H. Louw, ministre plénipotentiaire de l'Afrique du Sud aux États-Unis, déclarait dans un discours prononcé au Canadian Club de Montréal : « L'Union de l'Afrique du Sud ne reconnaît pas à la Grande-Bretagne le droit d'exiger sur ses marchés la chance d'une concurrence raisonnable ; l'Afrique du Sud ne reconnaît pas non plus à la Grande-Bretagne le droit d'exiger, sur demande d'une industrie britannique, une enquête par une Commission du Tarif sud-africaine. Le gouvernement de l'Afrique du Sud n'a pas voulu accorder ces choses parce qu'il considère qu'elles sont contraires au droit d'un Dominion de déterminer lui-même sa propre politique tarifaire, de sauvegarder son autonomie politique et économique. »

Enfin une autre précaution était prise par l'Angleterre. Elle se réserve de supprimer les droits qu'elle a promis d'établir sur le blé, le cuivre, le plomb et le zinc, de provenance étrangère, si à un moment quelconque les producteurs de l'Empire ne veulent pas ou ne peuvent pas fournir au Royaume-Uni les quantités dont il a besoin aux prix mondiaux.

Les Accords étaient conclus pour une période de cinq ans, sauf l'accord avec l'Inde qui était dénonçable avec un préavis de six mois. Mais deux exceptions en sens contraire, étaient apportées à cette durée. Les mesures qui concernaient la viande (promesse de contingentement) ne devaient durer que trois ans. D'autre part la préférence de 2 s. 1/2 d par livre accordée par l'Angleterre au tabac brut était garantie pour une durée de dix ans.

L'accord Canada-Afrique du Sud. — Nous avons vu que l'accord signé à Ottawa était le premier traité de commerce passé entre ces deux pays, mais que déjà auparavant, ils s'accordaient l'un l'autre certaines préférences. L'accord signé à Ottawa couvre les principaux produits que ces deux pays échangent. Les principaux produits sud-africains qui reçoivent une préférence sont les céréales, les fruits en certaines saisons, les cacauètes et le sucre. Les principaux produits canadiens qui reçoivent une préférence sont : le blé, la farine, les pommes, les bas et chaussettes, les machines, les aspirateurs, les tubes d'acier, les outils, les automobiles, les produits de papier. D'autre part, le Canada promettait de ne plus prélever le droit contre le dumping sur les céréales sud-africaines en échange de la promesse du gouvernement sud-africain de supprimer les primes à l'exportation pour les mêmes produits, au plus tard en avril 1934. De ces céréales, la plus importante était le maïs, pour lequel les mesures prises par le Canada équivalaient pratiquement à un embargo. La levée de cet embargo était donc un gain considérable pour l'Afrique du Sud.

L'accord Canada-Nouvelle-Zélande de mai 1932. — Nous avons annoncé que nous étudierions cet accord en même temps que les accords d'Ottawa.

Par cet accord, le Canada donne à certains produits néo-zélandais, un traitement plus favorable que le tarif préférentiel : le beurre payera désormais 5 cents par livre ; le fromage 1 cent par livre ; le mouton et l'agneau 3 cents par livre. Sur tous les autres articles la Nouvelle-Zélande reçoit le traitement préférentiel.

De son côté, la Nouvelle-Zélande accorde aux produits canadiens le traitement préférentiel, à l'exception de 6 articles, pour lesquels elle accorde cependant un traitement plus favorable que le tarif général. Pour le bois de charpente pour lequel, il n'existait point de préférence parce que le tarif général se confondait avec le tarif préférentiel, la Nouvelle-Zélande crée une différence en augmentant le droit au tarif général de 2 s. par pied cubique, afin d'accorder un traitement préférentiel au Canada. Le droit sur les automobiles qui est le principal produit d'exportation du Canada à destination de la Nouvelle-Zélande, est assez compliqué.

Le droit sur le moteur est de : 10 % si le moteur est au moins aux 3/4 canadien ; 20 % si le moteur est au moins aux 1/2 canadien.

Sur la carrosserie, le droit est de 11 1/4 % sur les premières £ 200 et de 6 1/4 sur le reste de la valeur.

Enfin le Canada et la Nouvelle-Zélande s'exemptent mutuellement de l'application de leurs droits contre le dumping, sauf dans le cas d'importations qui seraient dommageables pour les industries nationales, si après un délai de trente jours, le pays exportateur n'apporte pas de remède à la situation.

3. — L'ACCUEIL FAIT AUX ACCORDS

Nous avons vu que les accords étaient, en somme, basés sur un compromis entre deux conceptions fondamentalement diffé-

rentes. Aussi les partisans des deux conceptions les critiquèrent-ils parce qu'ils n'allaient pas assez loin dans leur voie. Dans les Dominions, les uns trouverent que le niveau des tarifs douaniers n'était pas suffisamment abaissé, et c'était le cas, en particulier de M. Mackenzie King et des libéraux au Canada. Les autres trouverent que les accords rendaient impossible la continuation de la protection accordée jusqu'ici à certaines industries nationales, et ce fut le cas, en particulier, de M. Scullin et de l'opposition travailliste en Australie. L'opposition travailliste australienne trouvait aussi que les concessions d'Ottawa menaçaient l'indépendance politique de l'Australie, et un député travailliste reprocha au gouvernement d'avoir vendu le droit d'aînesse de l'Australie pour un plat de lentilles. On vit même, en Australie, deux ministres démissionner à cause d'Ottawa, mais pour des raisons opposées. M. Fenhorn démissionna parce qu'il trouva qu'Ottawa était un abandon de la politique protectionniste australienne. Quelque temps plus tard, M. Hawker devait démissionner parce que l'Australie, malgré les accords d'Ottawa conservait une politique trop protectionniste.

Les esprits, d'ailleurs, s'étaient beaucoup monté en Australie, au moment d'Ottawa et les partis opposés s'étaient livrés à une propagande intense dans laquelle certains avaient été amenés à se servir des arguments les plus inattendus. C'est ainsi que l'on vit certains de ceux qui critiquaient les concessions faites à l'Angleterre, essayer de discréditer les Anglais et se servir pour cela, entre autres arguments du « *bodyline bowling* », façon de lancer la balle au cricket dont les Anglais s'étaient servis dans les matches joués en Australie et qui avait soulevé une vive opposition.

Cependant dans les Dominions, en dehors des extrêmes partisans, beaucoup, tout en apportant certaines critiques aux détails, étaient satisfaits, dans l'ensemble, des accords. Et cela

doit sembler naturel si l'on songe que pour la première fois l'Angleterre accordait des avantages importants aux Dominions en retour des préférences qu'ils accordaient, pour une part, depuis longtemps aux produits anglais.

En Nouvelle-Zélande et en Australie, la promesse de contingentement des viandes étrangères fut extrêmement bienvenue. Il en fut de même de l'attribution au Canada d'un contingent de jambon et de bacon très supérieur au chiffre des exportations canadiennes antérieures.

Certains espéraient aussi que les accords, même s'ils n'étaient pas allés assez loin dans cette voie, marqueraient un retour à un protectionnisme plus modéré. Ainsi M. Daffoe écrivait le 13 octobre dans la *Pressa libre* de Manitoba : « Les Canadiens ont souffert des exactions et des oppressions d'un tarif établi dans un esprit de protection poussé jusqu'à la folie. Grâce à l'insistance des délégués anglais, au lieu d'être dupés avec des préférences qui ne signifient rien parce qu'elle sont basées sur un accroissement de droits, il y a dans les cédules soumises par le Canada des remises de droits considérables. Ceci est certainement un pas dans la bonne voie. L'effritement du tarif canadien a commencé. »

En Afrique du Sud, l'opinion était d'une manière générale, plus réservée. Dans l'Inde, toute une section de l'opinion était violemment opposée à Ottawa. Mais cette opposition était surtout une opposition politique. Le but des nationalistes indiens étant de rendre l'Inde indépendante de l'Angleterre, il est bien évident qu'ils ne pouvaient accepter, sans opposition des accords ayant pour but avoué d'augmenter le commerce entre l'Inde et le Royaume-Uni. Leurs protestations sont, d'ailleurs restées vaines. M. Sarkar essayera dans son livre sur la préférence impériale de montrer que leur but est irréalisable dans un avenir proche, et il ira même jusqu'à dire que la préférence

impériale est pour l'Inde le meilleur moyen de réaliser un jour le « Swaraj », c'est-à-dire l'indépendance économique.

D'un autre côté les chefs de gouvernement des Dominions ont eu à soutenir l'œuvre de leur gouvernement à Ottawa. Ils ont fait, en particulier, dans leurs Parlements respectifs, des déclarations qui ont été très commentées en Angleterre. Mais il ne faut peut-être pas prendre leurs déclarations trop à la lettre. Ils ont quelquefois cédé à la tendance assez naturelle chez des gens qui viennent de conclure un marché de se vanter d'avoir obtenu beaucoup et d'avoir donné peu de choses en échange. Cette attitude leur était surtout dictée quand ils se trouvaient en face d'un Parlement protectionniste, très jaloux de son indépendance et toujours soupçonneux d'une pression possible exercée par l'Angleterre.

M. Bennet ne pouvait que se féliciter des résultats de la conférence, qu'il considérait, à bien des égards, comme un succès personnel. Il disait le 12 octobre : « Ces conventions constituent un premier pas vers la réalisation d'un plan définitif tendant à assurer une association économique plus étroite entre les membres de l'Empire. Elles sont fondées sur la doctrine préconisée par le parti conservateur avant les dernières élections générales et défendues sans relâche par ce parti jusqu'à ce jour. » Pour lui, il n'y avait pas de doute sur la conception qui avait triomphé à Ottawa et il ne songeait pas à s'en défendre.

Les autres chefs de gouvernement de l'Empire avaient presque l'air de s'excuser d'avoir fait des concessions à l'Angleterre et essayaient de montrer que ces concessions étaient, dans le fond, sans importance réelle.

En Australie, M. Gullet, ministre du Commerce et des Douanes, disait le 13 octobre dans le débat sur les accords d'Ottawa : « Cet accord ne réduit pas le niveau de protection donné par notre tarif. Il n'appelle pas le gouvernement australien à réduire

ce niveau », et il ajoutait : « le producteur australien voit le niveau protecteur du tarif élevé sur des centaines d'articles. »

De même M. Lyons, premier ministre disait : « La formule prévoit une préférence de 15 %, le gouvernement est en train de l'établir en élevant les droits sur les produits étrangers. »

Et dans un autre débat, le 29 novembre, Sir George Pearce disait : « Les accords d'Ottawa ne contiennent aucune promesse que les droits sur les produits britanniques seront abaissés. »

En Nouvelle-Zélande, Sir James Parr, Président du Conseil législatif, disait officiellement : « La Nouvelle-Zélande n'a, en réalité, fait aucune concession. »

En Afrique du Sud, M. Havenga, ministre des finances et qui avait été le chef de la délégation sud-africaine à Ottawa, disait : « Les concessions que nous avons faites ne couvrent qu'une petite partie de notre commerce et n'auront que l'effet le plus minime sur les autres pays avec lesquels nous commerçons. »

Enfin dans l'Inde, Sir J. Bhowse, membre du Conseil exécutif du vice-roi, disait à la Chambre le 17 novembre que 55 % des produits britanniques importés dans l'Inde ne recevraient aucune préférence.

Toutes ces déclarations et d'autres analogues ont causé une vive émotion en Angleterre. Mais comme nous l'avons fait remarquer, elles doivent être interprétées à la lumière des luttes politiques dans les différents pays et doivent plutôt être considérées comme des plaidoyers *pro domo* de la part des ministres que comme des déclarations strictement conformes à la vérité.

Si certains, tout en trouvant que les pactes n'étaient pas allés assez loin dans une voie ou dans une autre, trouvaient qu'Ottawa avait marqué un pas dans le bon sens, d'autres critiquaient violemment la conception qui leur semblait avoir présidé aux accords. C'était le cas, en particulier de ceux qui étaient résolu-

ment opposés à la conception de l'Empire comme une unité économique.

Au moment d'Ottawa, les impérialistes ont beaucoup parlé du fait que l'Empire était pratiquement indépendant au point de vue économique. Or il n'en est rien. Il est peut-être vrai que l'Empire contient toutes les productions. Mais certaines productions sont insuffisantes et parfois très insuffisantes pour les besoins de l'Empire, d'autres produits au contraire se trouvent en trop grande abondance dans l'Empire et doivent nécessairement être vendus au dehors. Et chose curieuse parmi ces produits se trouve le blé pour lequel le Canada était si désireux d'obtenir une préférence. Or comme on le verra dans les tables que nous donnons, à supposer que le Royaume-Uni n'achète que du blé britannique, il resterait encore 65.800.000 quintaux ou 39 % de la production impériale à vendre au dehors. La préférence qui sera accordée au blé canadien sur le marché du Royaume Uni aura pour conséquence une plus grande concurrence sur les autres marchés mondiaux qui devront en tout état de cause absorber une partie du blé canadien. Cela est encore plus vrai du blé australien.

On comprend dans ces conditions que l'on ait dit que la préférence accordée au blé impérial était une concession faite non aux fermiers canadiens ou australiens, mais au prestige du gouvernement des Dominions.

Les tables que nous reproduisons sont tirées d'un article de M. H. R. Rodwell publié par l'*Economic Record* en mai 1932. Elles font ressortir les liitmes qui existent à une politique visant à faire de l'Empire une unité économique fermée. Ces tables sont basées sur les chiffres pour les années 1924 à 1927. Elles ne tiennent compte que des besoins du Royaume-Uni et par conséquent, en ce qui concerne les produits qui sont exportés en excès des besoins du Royaume-Uni, elles exagèrent le surplus

TABLE N° I

**Produits exportés par les pays de l'Empire
en quantité insuffisante pour satisfaire les besoins du Royaume-Uni.**

Produits alimentaires.

	Production du Royaume-Uni.	Importations totales du Royaume-Uni.	Exportations totales de l'Empire.	Insuffisance impériale.	Pourcen- tage de l'insuffi- sance o/o.
Bœuf	120 m cwt	16,4	8,1	8,3	50
Jambon et ba- con	5,3	9,1	1,6	7,5	82
Mouton et a- gneau. . .	5	5,8	3,8	2	35
Beurre. . . .	1	5,7	2,9	2,8	50
Fromage. . .	1,3	3	2,9	0,1	4
Œufs	20,8 m grandes centaines	22,2	5	17,2	78
Bananes. . .	Nulle.	£ 5,8 m (valeur).	£ 1,9 m	£ 3,8 m	65
Pommes. . .	5,5 m cwt	6,6	2,8	3,8	58
Fruits de con- serve. . .		£ 6,4 m (valeur).	£ 1,5 m	£ 4,9	76
Sucre	2,5 m cwt	37,3	18,2	19,1	51
Mais. . . .	Nulle.	34,7 m cwt	8,8	25,9	75
Vin	Nulle.	18 m gal	4,3	13,7	76
Tabac	Nulle.	1,8 m cwt	0,6	1,2	67

Matières premières.

Coton. . . .	Nulle.	16,9 m centals.	14,7	2,2	13
Graine de co- ton	Nulle.	560,000 T	219,000	341,000	61
Bois. . . .	Chiffre inconnu.	£ 46,6 m (valeur).	£ 28,3 m	£ 18,3 m	39
Minerai de fer.	9,2 m T	4,0 m T	1,6 m T	2,4 m T	60
Minerai d'é- tain. . . .	2,500 T	68,000 T	16,000 T	52,000 T	76
Pétrole . . .	43 m gal	567 m gal	84 m gal	483 m gal	85

TABLE N° II

**Produits exportés par les pays de l'Empire
en quantité supérieure aux besoins du Royaume-Uni.**

Produits alimentaires.

	Production du Royaume-Uni.	Importations totales du Royaume-Uni.	Exportations totales de l'Empire.	Excès des exportations impériales sur les besoins du Royaume-Uni.	% de l'ex- cès.
Blé	28 m cwt	101,8 m cwt	167,6	65,8	39
Avoine	47,6 m cwt	8,1	9,8	1,7	2
Riz	Nulle.	2,8	45,2	42,4	94
Cacao	Nulle.	1,5	5,9	4,4	75
Thé	Nulle.	4,5	5,0	0,5	10

Matières premières.

Laine	1,2 m centals.	8,8	13,2	4,4	33
Jute	Nulle.	4,3 m centals.	16,5	12,2	74
Caoutchouc . .	Nulle.	144,300 T	417,000 T	273,000	65
Peaux	Chiffre inconnu.	£ 12,5 m (valeur).	£ 22,3 m	£ 9,8 m	44
Minerai de manganèse . .	675 T	207,000 T	962,000 T	755,000	78
Minerai de chrome	206 T	17,000 T	182,000 T	165,000	90
Minerai de cuivre	112 T	39,000	87,000	47,500	55
Minerai de zinc	881	131,000	242,000	111,000	46
Copra	Nulle.	79,000	375,000	296,000	79

Note. — Le signe m veut dire million; cwt veut dire hundredweight, environ 1 quintal; gal veut dire gallon, environ 4 lit. 1/2; cental vaut 100 livres anglaises, c'est-à-dire un peu plus de 45 kg.; la tonne anglaise vaut 1.016 kg.

à vendre au dehors, puisque d'autres pays de l'Empire importent certains de ces produits. Mais d'un autre côté, il est bien certain que le Royaume-Uni ne pourra jamais ne satisfaire ses besoins qu'avec des produits britanniques. Pour la même raison, les tables qui concernent les produits que l'Empire exporte en quantité insuffisante pour satisfaire les besoins du Royaume-Uni donnent au contraire une valeur trop faible à l'insuffisance impériale.

Ces tables ne comparent que des quantités. Or il faut tenir compte aussi des qualités. Il n'est pas de produits dont toutes les qualités puissent servir indifféremment à n'importe quelle production. Ainsi en examinant la table n° 1, on voit que l'insuffisance impériale, en ce qui concerne le coton est de 13 % ; mais en fait la plus grande partie du coton produit dans l'Empire provient de l'Inde et le coton indien ne convient pas à l'industrie du Lancashire parce que les fils sont trop courts. L'insuffisance impériale se trouve dans ce cas être beaucoup plus forte que l'on pourrait croire au premier abord. Il faut tenir compte aussi des difficultés de transport. Ainsi pour les bananes, à supposer que toutes les exportations de l'Empire aillent au Royaume-Uni, elles ne suffiraient qu'à assurer 35 % des besoins de la Grande-Bretagne, mais en fait les bananes ne peuvent pas être transportées des régions du Pacifique en Grande-Bretagne. L'insuffisance ici encore est plus grande qu'elle n'apparaît.

Parallèlement, on a fait remarquer que les produits manufacturés exportés par le Royaume-Uni étaient, tantôt exportés en trop grande quantité, tantôt en quantité insuffisante, pour les besoins de l'Empire.

TABLE III

Produits manufacturés exportés du Royaume-Uni
en quantité supérieure aux besoins de l'Empire (en £ 000,000).

	Exportations totales du Royaume-Uni.	Importations des pays d'Empire.	Excès des exportations du Royaume-Uni.	% de l'excès.
Cotonnades	132,5	90,6	41,9	31
Lainages	36,4	13,7	22,7	62
Tissus de lin	6,5	2,2	4,3	66
Motocyclettes	2,8	1,5	1,3	47

TABLE IV

Produits manufacturés exportés du Royaume Uni
en quantité insuffisante pour les besoins de l'Empire.

	Exportations totales du Royaume-Uni.	Importations des pays d'Empire.	Insuffisance des exportations du Royaume- Uni.	% de l'insuf- fisance.	Importations du Royaume-Uni.
Marchandises de soie et de soie artificielle.	5,3	20	14,7	73	17,8
Chapeaux	3,7	4,0	0,3	8	2,9
Chaussures	4,9	6	1,1	18	1,9
Produits de caout- chouc	8	10,5	2,5	24	5,5
Produits chimiques .	20	21,9	1,9	9	12,7
Appareils électriques.	5,9	8,9	3	34	1,1
Machines agricoles. .	3	6,4	3,4	53	1
Automobiles	7,5	29,7	22,2	75	5,2

Ces objections ont été formulées dans les Dominions, mais elles ont été formulées aussi et peut-être avec plus de force encore en Angleterre. C'est que, à l'impossibilité de satisfaire tous ses besoins et de trouver tous ses débouchés dans l'Empire, ce que n'est après tout, qu'un rêve assez lointain, même pour les impérialistes les plus forcenés, s'ajoute le fait que l'Angleterre ne peut réduire son commerce avec les pays étrangers sans dommage. En effet l'Angleterre est un pays créiteur, et il lui

est impossible de conserver le revenu de ses créances, si elle refuse de recevoir les importations de ses pays débiteurs. Sans doute, l'Angleterre a placé plus d'argent dans l'Empire que dans les pays étrangers, mais pas très sensiblement plus, et elle ne peut pas plus se passer des revenus des £ 1.698 millions qu'elle a placés dans les pays étrangers que de ceux des £ 1.926 millions qu'elle a placés dans l'Empire.

C'est probablement dans la situation créditrice de la Grande-Bretagne qu'il faut voir la clé de la position des Anglais. En effet nous avons vu qu'à la Conférence, M. Baldwin et la délégation anglaise s'attachaient à la conception d'après laquelle Ottawa n'était qu'un pas fait vers l'abolition des entraves au commerce international, et le développement du commerce dans le monde entier et non pas seulement dans l'Empire. Mais rentrés en Angleterre, ils eurent bien du mal à faire croire à certaines sections de l'opinion qu'ils avaient réussi à faire triompher cette conception à Ottawa. De ce point de vue, les mesures qui ont été le plus critiquées, ont été les mesures concernant la viande. Comment faire croire qu'une promesse de contingentement des importations de viande en provenance des pays étrangers, soit une mesure faite pour accroître le commerce international ? Or justement les grands rivaux des Dominions dans la fourniture de la viande à l'Angleterre sont les pays sud-américains, et en particulier l'Argentine, qui sont les pays étrangers qui ont reçu le plus de capitaux anglais, l'Argentine £ 342 millions et les autres pays sud-américains £ 299 millions. Ici la menace aux capitaux anglais est évidente.

L'argument tiré de la situation créditrice de la Grande-Bretagne a été probablement celui qui a été employé le plus souvent contre les accords d'Ottawa. Sir George Paish, qui était conseiller économique de la Trésorerie pendant la guerre disait : « Comment pouvons-nous commercer davantage avec les Dominions

quand nos revenus, provenant de pays étrangers sont réduits. » C'est un argument qui était repris entre autres par Sir Andrew Mc. Fadyean dans un discours prononcé à Chatham House, le 10 novembre 1931.

Et en dehors même du contingentement de la viande on s'attachait à montrer que les accords ne pouvaient amener tout au plus qu'un changement de direction du commerce et non une expansion. Pour cela, on cherchait à prouver que la préférence avait été accordée surtout par l'élévation du tarif général et non par l'abaissement du tarif préférentiel. Pour la plupart des pays, on n'avait encore que les déclarations des ministres responsables que nous avons vues et qui ont soulevé de vives protestations en Angleterre. Mais pour le Canada, on avait les changements qu'il promettait d'apporter à son tarif. C'est donc l'accord avec le Canada qui a retenu tout d'abord le plus l'attention.

Nous avons vu que ces changements concernaient 215 articles, soit 1/7 du tarif. Dans 132 cas, les droits sur les produits britanniques sont abaissés et dans 83 cas, le tarif général est élevé. Il faut ajouter que les droits sur les produits britanniques sont abaissés à 0 dans 37 cas. Seulement on doit remarquer que sur ces 37 cas, il y en a 11 dans lesquels, les importations des produits britanniques étaient nulles ou insignifiantes.

Protection conservée contre les produits britanniques.

Nouveaux droits du tarif préférentiel.

Droits.	Nombre d'articles.	Importations	
		totales.	en provenance du Royaume-Uni
			\$ 000
En franchise.	97	51.816	12.462
5 % ou moins.	3	941	313
5 à 10 %	12	6.553	1.415
10 à 15 %	12	3.013	747
15 à 20 %	6	1.636	340
Plus de 20 %	2	521	165

Cette table ne tient pas compte de 24 articles qui sont soumis à des droits spécifiques.

Les 24 articles non compris :

Droits spécifiques seulement	15	8.977	3.430
Droits spécifiques + 20 % ou plus <i>ad val.</i>	9	16.218	7.528

Note. — La valeur des importations est basée sur les chiffres pour l'année 1931-32.

**Protection accordée avant d'Ottawa aux articles
qui entreront désormais en franchise.**

Protection antérieure.	Nombre d'articles.	Volume des importations	
		Total.	en provenance du Royaume-Uni.
\$ 000			
5 ^o / ₁₀ ou moins.	6	6.145,5	1.374,9
5 à 10 ^o / ₁₀	6	5.376,9	3 411
10 à 15 ^o / ₁₀	15	7.714,8	819,4
Plus de 15 ^o / ₁₀	7	1.589,4	648,4

Accroissement de la préférence.

Accroissement de la préférence.	Nombre d'articles.	Volume des importations	
		Total.	en provenance du Royaume-Uni.
—			
\$ 000			
5 % ou moins	33	14.659,4	5.570,9
5 à 10 %	39	19.353,2	2,814
10 à 15 %	22	8.163,7	4.061,4
15 à 20 %	18	11.899,2	1.318,8
Plus de 20 %	8	3.596,8	626,3

Note. — Cette table est calculée sur 117 articles seulement — 33 articles concernant des droits spécifiques qui rendent le calcul trop difficile.

Les tables que nous donnons qui sont tirées du supplément de l'*Economist* du 22 octobre 1932, montrent la valeur des concessions canadiennes. Nous voyons ainsi que la plupart des articles qui entreront désormais en franchise n'étaient pas soumis à des droits supérieurs à 10 %. Nous voyons également que l'accrois-

sement de la préférence est inférieur à 15 % pour la très grande majorité des articles et inférieur à 10 % pour sensiblement plus de la moitié ¹.

Le niveau de la protection maintenue contre les produits britanniques ne paraît pas au premier abord très élevé mais quand on considère la dernière table on voit l'importance des produits soumis à des droits spécifiques dont il est difficile d'évaluer l'incidence. D'autre part, ces tables ne tiennent pas compte des surcharges pour lesquelles le Canada n'avait donné que des assurances conditionnelles et qui devraient, en fait, être conservées encore pendant quelque temps.

Mais ce que l'on a surtout fait valoir contre les concession canadiennes c'est qu'elles avaient été faites au lendemain d'un remaniement du tarif canadein qui avait augmenté considérablement le niveau protecteur. Si bien que même après Ottawa les droits canadiens étaient beaucoup plus élevés qu'avant l'arrivée au pouvoir de M. Bennet, La table ci-contre parue dans le *Financial Times* du 14 septembre 1933 et reproduite dans le livre de M. Findlay donne des exemples frappants de ce fait pour les textiles, article très important pour l'Angleterre.

Textiles.

Articles.	Droits en vigueur à l'heure actuelle (1933). %	Droits en vigueur en 1928 %
Cotonnades non blanchies	23,14	12 1/2
Flanelle de coton blanche	26,47	15
— rayée	28,94	18
Popeline teinte	27,39	18
Doublures de coton et de rayonne de 38 pouces	69,63	18
Serge (de laine).	65,97	24,75
Drap pour complets	76,04	id.
— pardessus	85,18	id.

Note. — Ces chiffres ne tiennent pas compte des droits contre le dumping.

1. En jugeant d'après le volume correspondant des importations.

M. Findlay signale, d'autre part, un cas assez bizarre qui ne peut être interprété que comme une inadvertance ou un manque de foi singulier. Les batteries électriques avec des plaque de plus de 14 pouces, par 11 et 3 / 4 d'épaisseur entreront désormais en franchise. Malheureusement d'après une déclaration de M. D. P. Dunne, administrateur délégué de la Chloride Electrical Storage Co, il n'existe pas de telles plaques dans l'industrie.

Une autre objection fondamentale que les accords d'Ottawa ont soulevé en Angleterre c'est qu'ils entravaient la liberté du gouvernement britannique dans ses négociations avec l'étranger. Et cette objection était d'autant plus importante, qu'au moment des élections, les chefs du parti conservateur avaient dit que, s'ils se voyaient dans l'obligation d'imposer des droits protecteurs, ce ne serait pas pour poursuivre une politique protectionniste, mais pour avoir une arme qui puisse leur servir dans des négociations avec les pays étrangers et qui leur permette d'obtenir des concessions qu'ils n'avaient pu obtenir jusqu'alors. Mais voilà que certains droits sur les marchandises étrangères ne peuvent plus être abolis sans le consentement des Dominions. Dans ce cas là, comment le gouvernement britannique pourra-t-il obtenir des concessions, puisque de son côté il est incapable d'en faire ?

Nous avons vu que les clauses qui concernent les Commissions du Tarif donnent comme base idéale du tarif, le principe des droits compensateurs. Ce principe a été très vivement critiqué en Angleterre. Comme le fait remarquer très justement Sir Arthur Salter dans un article paru dans le *Political Quarterly* en octobre 1932, le triomphe de ce principe serait la mort du commerce international. En effet c'est le but même du commerce international de procurer à certains pays les marchandises que d'autres produisent à meilleur marché. Le principe des droits compensateurs c'est la négation de la division du travail inter-

nationale, qui est la base du commerce international. Cette idée était reprise dans le supplément de l'*Economist* consacré à Ottawa et dans le livre de M. Findlay.

Enfin la question qui a soulevé peut-être le plus de discussions est la question de savoir si les accords d'Ottawa allaient fortifier l'Empire ou au contraire l'affaiblir. Et ici nous retrouvons l'opposition de conception qui s'était manifestée à Ottawa, sous une forme encore plus fondamentale. C'est la contradiction sur la conception même de l'Empire. En effet, il est certain aujourd'hui que l'Empire se compose de nations égales et indépendantes. Mais cela n'épuise pas la question. Il ne s'agit pas seulement de savoir quelles sont les relations des différents membres de l'Empire les uns à l'égard des autres, mais aussi quelles sont les relations de l'Empire à l'égard du monde extérieur. L'Empire doit-il se présenter comme une unité à l'égard du monde extérieur. La force des liens qui unissent les différents pays de l'Empire n'est pas nécessairement corrélative de leur dépendance sur la métropole. On peut concevoir des pays indépendants ayant des liens très étroits entre eux.

Pour certains, la lâcheté des liens politiques doit être compensée par la création de liens économiques. L'Empire restera une unité si la dépendance politique des Dominions de la Grande-Bretagne est remplacée par une dépendance économique mutuelle des différents pays de l'Empire. C'est là la conception chère aux impérialistes et que, à des degrés divers, beaucoup d'esprits avaient adoptée au moment d'Ottawa. Pour ceux-là Ottawa devait avoir une grande valeur pour l'avenir de l'Empire. L'accroissement de l'interdépendance économique des pays d'Empire était pour eux le salut de l'Empire. M. L. S. Amery, ancien secrétaire d'État aux Dominions, n'avait-il pas dit dans un discours prononcé à Chatham House, le 28 juin 1932 : « La conférence d'Ottawa montrera le succès ou l'échec de l'Empire bri-

tannique. » Et même en France, M. Guizot n'écrivait-il pas un article dans l'*Europe nouvelle*, intitulé « Ottawa, pierre de touche de l'Empire » ? Pour tous ceux qui partageaient ces sentiments, Ottawa ne pouvait être que bienvenu.

Mais beaucoup aussi étaient formellement opposés à cette conception. Pour eux, ce qui fait la grandeur de l'Empire britannique, c'est qu'il est basé entièrement sur des liens spirituels. Pour eux, il ne faut pas chercher à former de nouveaux liens dans l'Empire. Chacune des nations qui le composent doit se développer indépendamment et c'est par ce développement vers une hétérogénéité de plus en plus grande, que la civilisation anglo-saxonne s'enrichira et aura le plus grand rayonnement dans le monde. Créer des liens économiques entre les différents pays de l'Empire, c'est affaiblir au contraire les liens spirituels beaucoup plus importants. Il est fatal que les intérêts économiques des différents pays britanniques soient en conflit sur bien des points. Introduire des questions économiques dans les relations des différents pays britanniques, c'est amener des suspensions, des conflits mesquins entre des pays qui se rejoignent sur un plan plus élevé. Et ils pouvaient citer ce que Marshall disait en 1908, dans *England's Fiscal Policy* :

« Dans ces conditions, ces projets me semblent plus propres à causer plus de déceptions et plus de friction entre l'Angleterre et ses Colonies que de bonne volonté et de véritable esprit d'unité impériale. Et, s'ils sont envisagés dans un esprit de lucre plutôt que dans un esprit de sacrifice, ils susciteront probablement de l'animosité dans d'autres pays et retarderont ce jour où il sera possible de travailler pour l'avènement d'une Union Anglo Saxonne (Federated Anglo-Saxondom) qui semble être un idéal encore plus élevé que celui d'Unité impériale. »

Et cette citation pouvait d'autant mieux être rappelée que les pays britanniques étaient certainement allés à Ottawa plus

pour y gagner quelque chose que pour se sacrifier à une cause commune .

Les partisans de cette conception critiquaient également les accords d'Ottawa sur un plan légèrement différent. Les clauses qui concernent le Tariff Board, disent-ils, enlèvent aux Dominions une partie de l'indépendance qui leur a été accordée par le statut de Westminster. Cette idée était également émise dans les Dominions. C'était l'opinion d'une partie de l'opposition au Canada. C'était aussi l'opinion du gouvernement sud-africain qui comme nous l'avons vu a refusé l'institution d'une Commission du Tarif. Dans son discours dont nous avons déjà cité un passage, le ministre de l'Afrique du Sud aux États-Unis disait aussi : « L'actuel gouvernement de l'Afrique du Sud a toujours été fortement opposé à l'unité économique de l'Empire. Il s'est toujours refusé à être partie à un accord qui limiterait sa liberté d'action dans ses relations avec les autres pays du monde. Une telle limitation serait en effet, non seulement dommageable au point de vue économique, mais elle mettrait en danger et restreindrait l'indépendance politique qui résulte du statut de Westminster. »

Et le fait que l'Angleterre de son côté, s'était engagée à ne pas modifier certains tarifs sans le consentement des Dominions ne supprimait pas la difficulté. En réalité cela l'augmentait plutôt, car les Anglais pouvaient de leur côté rejeter sur les Dominions la responsabilité de leurs coûts élevés et de leurs difficultés.

Enfin, il est un aspect des conséquences d'Ottawa que nous ne pouvons manquer de signaler. Ce sont les conséquences d'Ottawa pour les Canadiens français. En effet les Canadiens français entretiennent avec la France des relations qui leur tiennent à cœur. En particulier, les Canadiens sont de culture française et par conséquent lisent des livres français. D'autre

part les médecins canadiens font souvent leurs études en France et à leur retour, ils recommandent des produits pharmaceutiques français. Or depuis Ottawa, les livres et les produits pharmaceutiques entrent en franchise quand ils sont britanniques et paient des droits de 20 et 25 % respectivement quand ils proviennent de l'étranger. Les nouveaux droits frappent donc la population française du Canada d'une manière très sensible, et dans le débat sur les accords à la Chambre des Communes canadienne des protestations très vives furent faites par des députés français et surtout par Sir Eugène Fiset et M. Henri Bourassa.

CHAPITRE III

LA POLITIQUE DOUANIÈRE DES PAYS BRITANNIQUES DEPUIS OTTAWA

1. — L'ANGLETERRE

Les engagements de l'Angleterre à Ottawa étant suffisamment nets, il n'y eut pas beaucoup de difficultés pour leur application. La loi mettant en vigueur leur application fut votée le 15 novembre. Une partie des dispositions devaient entrer en vigueur quelques jours plus tard et l'autre partie le 1^{er} janvier 1933.

Quel a été l'effet de ces dispositions sur le niveau du tarif britannique ? Ce niveau s'est trouvé nettement élevé. C'est assez naturel si l'on songe que les lois de 1931 avaient exempté de droits les produits des Dominions. Toute concession nouvelle aux Dominions ne pouvait donc se traduire que par un accroissement des droits perçus sur les marchandises étrangères. D'après les chiffres publiés par l'*Economist*, les conséquences d'Ottawa sur le niveau du tarif britannique auraient été les suivantes :

Pourcentage d'importations en provenance de l'étranger imposées à

	10 %.	11 à 20	Plus de 20.
	—	—	—
Avant Ottawa	32,9	15,3	4,6
Après Ottawa	28,3	21,8	7,7

Toujours d'après la même source, en 1930 sur £ 1.032 millions d'importations, seulement £ 150 millions étaient soumis à des

droits de douane. Avant Ottawa, la partie soumise à des droits s'était élevée à £ 567 millions, laissant £ 465 millions jouir de la franchise. Après Ottawa, la quantité entrant en franchise sera de £ 430 millions et la quantité soumise à des droits £ 602 millions. Et l'*Economist* fait remarquer que seulement 41 % des importations entreront ainsi en franchise, alors qu'aux États-Unis, pays protectionniste par excellence, dans le tarif de 1930, 67 % des importations entrent en franchise.

Depuis, d'ailleurs le caractère protectionniste du tarif anglais s'est accentué. De nouveaux droits étant établis par décrets pris par la Trésorerie (Treasury Orders) sur l'avis d'une Commission consultative prévue dans l'Import Duties Act.

Mais depuis Ottawa, deux tendances se sont manifestées dans la politique douanière de l'Angleterre qui ont toutes deux pour conséquence, mais en sens inverse, de diminuer dans une certaine mesure, la dépendance économique mutuelle de l'Angleterre et des Dominions. D'une part, le gouvernement anglais s'est orienté vers une réorganisation de l'agriculture accompagnée par une protection très élevée. Et comme les exportations de produits agricoles tiennent une grande place dans les exportations des Dominions à destination de l'Angleterre et surtout dans les exportations de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, la protection accordée à l'agriculture anglaise n'a pas été sans provoquer des protestations de la part des Dominions intéressés. D'autre part l'Angleterre s'est bien rendue compte qu'il ne saurait être question pour elle de s'enfermer dans l'Empire et elle a cherché à conclure des traités de commerce avec les pays étrangers, et en particulier avec les pays du bloc sterling. Le gouvernement anglais a marqué ainsi qu'il restait attaché à la conception d'après laquelle Ottawa ne devait être qu'un premier pas vers une certaine libération du commerce international. Pour le gouvernement anglais, les accords avec les pays étran-

gers étaient la conséquence logique des accords d'Ottawa, En face de l'étouffement progressif du commerce international par des barrières douanières les contingentements, les restrictions de change, etc., l'Angleterre, après il est vrai s'être elle-même servie de ces instruments, essaie de s'entendre avec les pays qui ont le plus d'intérêts en commun avec elle, pour essayer de développer un peu leur commerce mutuel. De ces pays les plus proches sont les pays d'Empire. Aussi est-ce avec eux que l'Angleterre conclut les premiers accords commerciaux, comme aussi elle leur accorde des faveurs spéciales. Mais il y a d'autres pays qui sans avoir les mêmes liens avec l'Angleterre ont néanmoins beaucoup d'intérêts communs et qui sont aussi désireux d'accroître leurs échanges avec l'Angleterre. Dans la mesure où l'Angleterre n'est pas liée par Ottawa, elle va donc essayer de s'entendre avec ces pays.

De ces accords le plus important a été l'accord avec la République Argentine. Les autres accords ont été conclus avec le Danemark, la Norvège, la Suède, l'Allemagne et la Russie.

L'accord avec l'Argentine fut conclu le 1^{er} mai 1933. Du côté anglais, les avantages sont surtout financiers. Les dettes commerciales qui se trouvaient bloquées en Argentine depuis l'institution du contrôle des changes en octobre 1931 deviennent des dettes du gouvernement argentin. D'autre part l'Angleterre s'est fait consentir un traitement de faveur dans l'attribution du change disponible en Argentine. Enfin l'Argentine détruit le lien entre le peso et le franc français et rattache le peso à la £ (ce changement fut effectué en février 1934). En dehors des avantages d'ordre financier, l'Angleterre obtient du gouvernement argentin la promesse que « autant que la situation financière et les intérêts des industries nationales le permettront » les droits seront ramenés au niveau de 1930 pour les marchandises de toute provenance, sur un certain nombre de produits, dont une grande partie est importée du Royaume-Uni (en particulier

certain produits de coton). En même temps, le gouvernement argentin promet de ne pas imposer de nouveaux droits et de ne pas augmenter ceux qui existent actuellement. La conséquence la plus importante de cette promesse pour l'Angleterre est que son charbon continuera à entrer en franchise.

Les avantages obtenus par la République Argentine concernent surtout la viande. Pour le bœuf « chilled », c'est-à-dire transporté en chambre froide (qu'il faut distinguer du bœuf « frozen » c'est-à-dire frigorifié), l'Argentine pourra en exporter chaque trimestre autant que dans le trimestre correspondant de l'année d'Ottawa (1^{er} juillet 1931-30 juin 1932,) à moins que une restriction soit nécessaire pour maintenir le prix à un niveau rémunérateur, auquel cas le contingent pourra être réduit de 10 %. Aucune réduction plus importante ne sera imposée, si elle n'affecte pas également les Dominions. Les exportations de bœuf « chilled » sont les plus importantes pour l'Argentine et 99 % sont à destination de l'Angleterre. On voit donc l'importance de ces dispositions pour l'Argentine. En ce qui concerne le bœuf frigorifié qui est beaucoup moins important pour l'Argentine, aucune restriction ne sera placée sur les importations de provenance étrangère, en dehors de celles qui résultent des accords d'Ottawa, à moins que les importations en provenance des Dominions subissent également une restriction auquel cas, l'Argentine sera traitée d'une manière équitable (is to be fairly treated).

L'accord avec l'Allemagne est assez limité. L'Allemagne promet de ne pas importer moins de 180.000 tonnes de charbon anglais par mois et ce contingent croîtra en proportion de la consommation de charbon en Allemagne. De son côté l'Angleterre promet de réduire les droits de douane sur un certain nombre d'articles tels que : jouets, phonographes, bijoux, lames de rasoir et un certain nombre de produits manufacturés d'importance secondaire.

L'accord avec le Danemark procède de cette malencontreuse conception de l'équilibre des balances commerciales des pays pris deux à deux. C'est l'accord le plus favorable à l'Angleterre.

Le Danemark reconnaît que la balance commerciale est lourdement en sa faveur et promet de redresser cette situation. Le Danemark promet d'admettre en franchise un grand nombre de produits anglais : machines, charbon, coke, fer et acier, plaques d'étain, plaques tôlees, tissu de jute, etc. Il promet de prendre à la Grande-Bretagne, 80 % de ses importations de charbon et de faire tous ses efforts pour conserver le marché pour le coke anglais. Il promet de réduire les droits de douane sur un certain nombre de produits : en particulier les cotonnades imprimées et de ne pas élever les droits sur une grande quantité de produits, en particulier tous les produits de laine et de coton qui ne bénéficient pas des autres concessions. Le Danemark s'engage de plus à acheter en Grande-Bretagne tout le jute, le sel, le salpêtre et le papier d'emballage nécessaire à l'exportation à destination de l'Angleterre du jambon, du bacon et du beurre.

Le Danemark s'engage enfin à poursuivre une politique tendant à favoriser les exportations anglaises de fer et d'acier. On voit que les obligations du Danemark sont lourdes.

Les obligations de la Grande-Bretagne n'en semblent pas une contre-partie équivalente. La Grande-Bretagne s'engage à ne pas imposer de restrictions aux importations de bacon, de jambon, de beurre et d'œufs en provenance du Danemark, en dehors de celles qui seraient nécessaires pour le fonctionnement des systèmes de réorganisation de l'agriculture anglaise. En tous les cas, le contingent de bacon, le plus important article d'exportation du Danemark à destination de l'Angleterre, ne sera pas inférieur à 62 % des importations en provenance des

pays étrangers. Le contingent de beurre ne sera pas inférieur à 2.300.000 cwt par an.

Des accords dans le même genre, mais moins exclusivement favorables à la Grande-Bretagne furent conclus avec la Norvège et la Suède.

Une des premières conséquences d'Ottawa avait été la dénonciation de l'accord commercial anglo-russe de 1930, en octobre 1932. Mais des négociations furent presque immédiatement commencées avec la Russie et après quinze mois de discussions, un nouveau traité était signé au début de l'année 1934. Ce traité remettait en vigueur la clause de la nation la plus favorisée entre l'Angleterre et la Russie, avec la réserve que le traitement de la nation la plus favorisée pouvait être retiré dans le cas de certains articles, avec un certain préavis. D'autre part le traité réserve formellement le cas des exportations assistées par l'État et il répète presque mot pour mot à cet égard la définition de l'article 21 de l'accord d'Ottawa avec le Canada.

Cet accord lui aussi est inspiré de l'idée de l'équilibre des balances commerciales deux à deux. Cet équilibre sera atteint par paliers, d'après le barème suivant :

Années finissant le 31 décembre.	Rapport entre les paiements russes et les recettes russes au Royaume-Uni.
1934	1 : 1,7
1935	1 : 1,5
1936	1 : 1,4
1937	1 : 1,2
Par la suite	1 : 1,1

La Russie étend le traitement de la nation la plus favorisée aux pays de l'Empire britannique autres que les Dominions, à condition qu'ils ne fassent pas de discrimination contre les marchandises russes. D'autre part la Russie ne peut prétendre au

traitement réservé aux pays de l'Empire, ni l'Angleterre au traitement accordé aux pays limitrophes de la Russie.

Ces accords ont soulevé de vives protestations en Angleterre parmi ceux qui considéraient Ottawa comme devant marquer un certain isolement de l'Empire à l'égard du monde extérieur, en même temps qu'un accroissement de l'interdépendance économique des différents membres de l'Empire. L'accord qui a suscité le plus de critiques à cet égard est l'accord avec l'Argentine. Lord Beavebrook alla même jusqu'à dire que par cet accord, on avait en réalité accordé le statut d'un Dominion à la République Argentine. Les conservateurs impérialistes prétendaient que l'Angleterre devrait faire venir une plus grande proportion du bœuf nécessaire à sa consommation des Dominions. Mais nous avons vu qu'à supposer que toutes les exportations de bœuf de l'Empire aillent au Royaume-Uni, elles suffiraient juste à pourvoir à 50 % des besoins de celui-ci. A cela, il faut ajouter qu'au moment où l'accord a été conclu, on ne savait pas transporter de la viande en chambre froide de l'Australie en Angleterre et que le bœuf sud-africain est de qualité inférieure et qu'il est difficile à vendre en Angleterre. Il est donc inévitable que la plus grande partie du bœuf « chilled » vienne de l'Amérique du Sud et en particulier de l'Argentine. Enfin, comme nous l'avons déjà fait remarquer, seule l'importation par l'Angleterre des produits argentins, au premier rang desquels vient la viande, permettra de sauvegarder les énormes capitaux anglais investis en Argentine.

Un des principes fondamentaux de la politique économique du gouvernement conservateur a été le relèvement de l'agriculture anglaise. On a cherché à opérer ce relèvement par plusieurs séries de mesures : la protection, la réorganisation sous le contrôle d'organismes publics les « Marketing Boards », le continuellement des importations, et enfin les subsides.

Parmi les mesures de protection proprement dite les principales sont les suivantes : l'imposition de droits spécifiques sur les pommes de terre ; l'élévation des droits sur l'orge et l'avoine de 10 à 20 % en août 1933, puis l'imposition d'un droit de 3 s par cwt sur l'avoine, équivalent d'un droit d'environ 50 %. Il faut enfin signaler les mesures prises contre les importations en provenance de l'État libre d'Irlande qui n'avaient pas un but protecteur, mais qui en fait ont contribué à protéger l'agriculture anglaise. Toutes ces mesures importent assez peu aux Dominions puisque les accords d'Ottawa leur garantissent l'entrée en franchise de leurs produits agricoles.

Il n'en est pas de même des contingents d'importation et des subsides. Il est bien évident en effet que l'une et l'autre mesure ont pour résultat de réduire leurs exportations et la promesse de l'entrée en franchise devient un peu creuse, si elle veut simplement dire que l'Angleterre préfère recourir à des modes de protection plus indirects.

La culture qui a été la première subventionnée a été celle de la betterave à sucre, en 1924. C'est sur un modèle analogue que fut instituée la subvention pour la culture du blé en 1932. Le prix du blé fut garanti aux producteurs anglais à 10 s, un cwt, ou proportionnellement moins si leur production totale dépassait 27.000.000 cwt, ce qui est d'ailleurs arrivé. Ce prix a été à certains moments plus du double du prix du marché. Ainsi en 1933, le prix du marché a varié de 6 s 10 d, par cwt, en juillet à 4 s. 5 d à la fin de l'année. La somme nécessaire à la subvention est fournie par une taxe sur la farine moulue ou importée.

Nous avons vu que les accords d'Ottawa, en ce qui concerne la viande, devaient expirer au bout de trois ans. Or au moment de leur expiration, le prix du mouton s'était élevé, mais le prix du bœuf était resté très bas. Certains ont rendu responsable le fait que les importations de bœuf, en provenance des Dominions

n'avaient pas été restreintes (Nous verrons qu'en fait il y avait d'autres causes à ces mouvements de prix). La Fat Stock Reorganisation Commission recommanda un système analogue à celui fonctionnant pour le blé. Mais une telle mesure était rendue impossible par les termes de l'accord avec l'Argentine qui refusa de consentir à leur modification. De leur côté, les Dominions ont exprimé leur opposition à une taxe sur leurs importations ou à un contingent. Le gouvernement décida alors de recourir pour le moment à une subvention. Un système définitif n'a pas encore été établi.

Il existe également un système pour le contingentement des produits du porc, mais il n'affecte pas les Dominions.

Quelque temps après Ottawa, le gouvernement néo-zélandais demanda au gouvernement britannique s'il ne lui serait pas possible de restreindre les importations des produits de la ferme de provenance étrangère, en vue d'élever les prix (Déjà à Ottawa la délégation de la Nouvelle-Zélande avait beaucoup insisté sur la nécessité d'élever le niveau des prix). Le gouvernement britannique répondit qu'il ne pouvait appliquer de restrictions aux importations de provenance étrangère que si une certaine restriction était aussi appliquée aux importations en provenance des Dominions. Il suggérait que les Dominions acceptent de diminuer leurs exportations de 10 %, auquel cas, il s'engageait à appliquer une réduction de 20 % aux importations d'origine étrangère. Ni la Nouvelle-Zélande, ni l'Australie ne voulurent accepter cette proposition. Là encore le gouvernement britannique se décida à accorder une subvention.

Des mesures analogues ont été appliquées au houblon et aux pommes de terre, mais elles sont de moindre importance pour les Dominions.

Cet ensemble de mesures a suscité l'opposition la plus violente dans les Dominions qui ne se sont pas fait faute de faire

entendre leurs protestations. Déjà à la Conférence économique mondiale, M. Bruce et M. Forbes avaient dit que toutes les mesures de restriction étaient considérées avec indignation en Australie et en Nouvelle-Zélande. Dans un visite en Angleterre, pendant 1934, M. Fergan Smith, premier ministre du Queensland disait que son gouvernement considérait les propositions faites par le gouvernement britannique pour la limitation de la vente de produits australiens en Angleterre « comme une politique de désespoir, qui aurait pour résultat d'arrêter le développement économique de l'Empire, qui conduirait à une nouvelle déflation et augmenterait le chômage ».

Dans le premier discours de sa campagne électorale, M. Lyons, premier ministre de la Fédération Australienne, disait que la restriction de la production et des exportations ne serait jamais acceptée de bon vouloir en Australie.

2. — LE CANADA

Les obligations du Canada, elles aussi étaient assez nettes. Comme nous l'avons vu, c'est le seul Dominion qui eût inclus dans l'accord même la liste des modifications qu'il se proposait d'apporter à son tarif. Il ne pouvait donc y avoir de difficultés à ce point de vue là.

La seule difficulté a surgi au sujet de l'interprétation des articles 10 et 11 de l'accord, à peu près identiques aux articles 9 et 10 de l'accord avec l'Australie dont nous avons donné le texte, et au sujet des travaux de la Commission du Tarif chargée de veiller à leur application.

Comme nous l'avons dit, il n'existait pas de Commission du Tarif au Canada, au moment où les accords d'Ottawa ont été conclus. Une Commission analogue avait bien été créée en 1927 par M. Mackenzie King, mais elle avait disparu avec la victoire

des Conservateurs en 1930. Il y a d'ailleurs des différences sensibles entre les deux. La Commission de 1927 était un organisme politique, présidé par un homme de parti et dont les rapports adressés au Président du Conseil restaient secrets. La Commission créée en 1933 est un organisme semi-judiciaire, qui est présidée par un juge de la Haute Cour d'Ontario, M. Justice Sidgwick, et dont les rapports sont placés devant le Parlement. En dehors de son Président, la nouvelle Commission se compose de deux autres membres : M. Milton N. Campbell, ancien député progressiste pour le Saskatchewan et M. C. P. Hébert, associé d'une maison bien connue d'importation à Montréal. Une des raisons qui a guidé ce choix a été le désir d'avoir un représentant du Canada occidental et un représentant du Canada oriental.

Cet organisme n'a, d'ailleurs, soulevé aucune critique quant à son personnel. Tout le monde se plaît à reconnaître son impartialité et on a fait en particulier les plus grands éloges de son Président. Mais on s'est plaint de la difficulté de sa tâche et du caractère très vague des dispositions dont il a mission d'assurer l'application.

Tout de suite s'est marquée une différence sensible dans l'interprétation des articles 10 et 11 entre les producteurs canadiens et les producteurs anglais. Les Canadiens s'appuyant sur l'article 10, prétendent que toute industrie qui est bien établie et qui marche raisonnablement bien doit être protégée contre les produits anglais meilleur marché. Tandis que les Anglais s'appuyant sur l'article 11, prétendent que les producteurs anglais doivent être placés sur un pied d'égalité avec les producteurs canadiens. A cela les Canadiens répliquent qu'une telle interprétation causerait une dislocation dans beaucoup d'industries et des pertes de capital considérables et qu'avant de faire droit aux demandes des Anglais, il faut considérer la quantité de capital placée dans une industrie et l'emploi donné par celle-ci.

Qu'allait décider la Commission du Tarif ?

Le premier cas important fut la demande de l'industrie de la laine anglaise pour un abaissement du tarif, en se basant sur le principe de la concurrence raisonnable de l'article 11.

La Commission se mit d'accord sur un certain nombre de règles qui devaient être suivies plus tard dans ses travaux. Tout d'abord elle se refusa à admettre des représentants des importateurs ou du public à témoigner devant elle. Ensuite elle décida que son enquête devait se borner à un seul point : la découverte des coûts relatifs de production en Grande-Bretagne et au Canada. Enfin elle décida d'exclure la question du tarif même des droits et de leur justification ainsi que toutes les questions concernant les droits spéciaux.

Les séances commencèrent le 26 septembre 1933 et durèrent pendant plusieurs semaines et finalement le rapport de la Commission fut déposé à la Chambre des Communes le 28 mai 1934. Le caractère purement négatif du rapport causa une grosse déception. Le rapport après avoir longuement étudié la question à la fois pour les fils et pour les tissus de laine, conclut avec force arguments à l'appui que les données présentées par les fabricants britanniques et canadiens sont insuffisantes pour justifier une décision quelconque au sujet de la conformité des droits existants au principe « de la concurrence raisonnable ».

La Commission se bornait à poser un certain nombre de principes :

1° Que la comparaison des coûts de production doit se faire sur des marchandises du même genre et de la même qualité;

2° Que la méthode de calcul des coûts doit être vraiment uniforme dans les deux pays ;

3° Que la Commission refusera de prendre des décisions sur ce que l'on peut appeler des coûts de production obtenus au hasard.

Ces principes sont, sans doute théoriquement excellents, mais

dans la pratique, ils sont difficiles à appliquer dès qu'il s'agit d'articles très spécialisés. Or ce sont ces articles qui intéressent le plus l'Angleterre.

En ce qui concerne le troisième principe, la Commission aurait voulu envoyer des experts pour vérifier les coûts des producteurs anglais. Mais si les Canadiens sont tous prêts à ouvrir leurs livres il n'en est pas de même des Anglais qui sont violemment opposés à cette méthode. Les Anglais disent qu'ils n'ont pas pu trouver deux maisons qui eussent la même méthode d'établir leurs coûts. C'est probablement pour cela, d'ailleurs, que dans le cas de l'industrie de la laine, les Anglais avaient présenté des données calculées sur les coûts de 42 des mille et quelques usines anglaises, alors que les données fournies par les Canadiens étaient établies d'après des chiffres fournis par toutes les usines canadiennes, ce qui n'avait pas été sans provoquer les protestations les plus vives de la part des Canadiens.

Parmi les autres cas dont la Commission du Tarif a été amené à s'occuper, il y en a deux qui montrent que ni le gouvernement canadien ni certaines maisons anglaises n'interprètent toujours les accords d'Ottawa dans un large esprit de coopération impériale.

Le gouvernement canadien s'était engagé à suspendre, en ce qui concerne les importations venant de la Grande-Bretagne, le pouvoir du Ministre du Revenu national d'imposer aux produits des valeurs arbitraires pour les besoins de la douane. Une loi fut donc votée en novembre 1932, supprimant ce pouvoir. Mais quand certaines questions furent posées aux ministres, ceux-ci répondirent que seul le pouvoir d'imposer de nouvelles valeurs arbitraires était supprimé et que les valeurs déjà en vigueur n'étaient pas touchées. Le Ministère du Revenu national alla même plus loin ; par un ordre en Conseil, il changea la valeur arbitraire imposée à certains produits du jute. Une maison

d'importation de Montréal en appela alors à la Commission du Tarif qui décida que non seulement le Ministre ne pouvait plus changer les valeurs arbitraires, mais que toute valeur arbitraire imposée à des produits jouissant de la préférence était nulle de plein droit. Il aurait semblé que la question était réglée. Il n'en était rien. Le Ministère du Revenu national refusa de se conformer à la décision de la Commission du Tarif, donnant comme raison que les valeurs arbitraires avaient été imposées par des ordres en Conseil basés sur une loi de pleins pouvoirs et qu'ainsi ces ordres avaient force de loi et ne pouvaient être abolis par une décision de la Commission du Tarif.

L'autre cas concerne les plaques d'étain. Une pétition fut présentée à la Commission pour l'abolition des droits contre le dumping, donnant comme raison que ces plaques n'étaient plus fabriquées au Canada. Le Ministre du Revenu contesta ce fait et demanda un ajournement. Quand les audiences furent reprises, quel ne fut pas l'étonnement de voir l'avocat d'une maison galloise de plaques d'étain demander un autre ajournement sous le prétexte qu'il n'avait pas eu le temps d'étudier la question. Il semblerait en effet que les maisons galloises aient intérêt en tout état de cause à l'abolition du droit. L'interprétation qui fut bientôt donnée fut que cette maison avait l'intention de construire une usine au Canada et qu'elle voulait conserver le droit pour se protéger contre la concurrence américaine. Comme il est assez naturel, cette affaire suscita une certaine indignation au Canada.

Le Canada, comme l'Angleterre, a compris que les marchés impériaux ne pouvaient lui suffire. Le commerce du Canada se fait presque exclusivement avec le Royaume-Uni et les États-Unis. Mais tandis que le commerce avec le Royaume-Uni a été favorisé par la législation, l'évolution du commerce avec les États-Unis présente ceci de curieux que son importance à la fois absolue et relative est allée en croissant en dépit de barrières

douanières s'élevant toujours davantage. Cependant la tendance du commerce avec les États-Unis de devenir toujours plus important a été renversée en 1930. La cause de ce changement a été le tarif Hawley Smoot aux États-Unis. Les révisions de droits ont surtout affecté les produits agricoles et les matières premières et ont par conséquent été très sensibles pour le Canada. Les nouveaux droits étaient, dans beaucoup de cas, prohibitifs. Les relèvements de droits au Canada en 1930 et 1931 ont été, pour une part, des mesures de représailles.

Au mois de juin 1934, le Président des États-Unis reçut des pouvoirs extraordinaires et il fut autorisé à conclure des accords commerciaux et de mettre en vigueur les changements nécessaires au tarif, sans le consentement du Sénat, sous la réserve qu'il ne réduirait pas les droits de plus de 50 % et qu'il n'accorderait pas de franchise douanière.

Des négociations furent commencées à la fin de 1934 avec le gouvernement canadien. Les discussions furent difficiles et l'accord ne fut conclu que le 15 novembre 1935. Il est entré vigueur le 1^{er} janvier 1936.

Les États-Unis et le Canada s'accordent mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée, avec la réserve pour le Canada des préférences accordées aux pays de l'Empire britannique et pour les États-Unis, du traitement accordé à leurs propres possessions et à Cuba. Les réductions de droit affectent 700 articles du tarif canadien et 180 du tarif américain. La différence apparente tient au plus grand détail du tarif canadien. Les produits canadiens qui retireront le plus grand bénéfice de l'accord sont : les produits agricoles, le bois et les produits métalliques fabriqués à l'aide de l'électricité.

Les produits américains qui bénéficieront le plus sont les produits de fer et d'acier et les machines. Le Canada s'engage à abolir le système des valeurs arbitraires et à interpréter la

formule « d'un genre fait ou produit au Canada » comme voulant dire « en quantité commerciale ».

Les réductions de droits ont provoqué de vives protestations de la part de certains intérêts. En particulier l'abolition du droit sur les revues et périodiques a soulevé une tempête de protestations. Il est vrai que ces intérêts sont particulièrement bien placés pour se faire entendre.

Quoique cet accord réserve pour le Canada, le droit d'accorder aux pays de l'Empire un traitement spécialement favorable, il aura certainement une certaine influence sur le commerce intra-impérial. Parmi les conséquences probables les plus importantes, il faut mentionner les suivantes. L'entrée en franchise des oranges américaines diminuera les importations de Palestine et d'Afrique du Sud qui s'étaient accrues pendant les dernières années. L'abaissement du droit américain sur le bois modérera la pression des intérêts canadiens à Londres pour la limitation des importations de bois russe dans le Royaume-Uni. L'extension du marché pour la crème canadienne aux États-Unis rendra moins vives les protestations contre les importations de beurre néo-zélandais.

Il faut enfin signaler que la victoire de M. Mackenzie King aux élections d'octobre 1935 aura probablement une grosse influence sur l'évolution de la politique douanière canadienne. C'était en effet un des articles fondamentaux de sa campagne électorale que la réduction des droits protecteurs, accompagnée de concessions plus larges à l'Angleterre.

3. — L'AUSTRALIE

Depuis Ottawa le tarif australien a subi deux remaniements assez profonds, l'un en 1933 et l'autre en 1934. Le premier a été la première conséquence des accords d'Ottawa.

Il fut introduit à la Chambre des Représentants le 8 mars 1933 par le Lieutenant-colonel White, ministre des Douanes qui disait que c'était le premier amendement au tarif douanier, complet et compréhensif qui fût placé devant le Parlement depuis 1920. Il revisait les 2.200 articles du tarif et touchait toutes les phases de la vie économique de l'Australie.

Comment se fait-il que le Lieutenant-colonel White puisse dire que le nouveau tarif fut le premier amendement compréhensif depuis le tarif Green mis en vigueur en 1921, alors que nous avons vu que le tarif australien avait subi des modifications assez profondes en 1925 et 1928, et de nouveau en 1929, 1930 et 1931. Cela tient à la méthode employée par le gouvernement australien pour faire passer ces textes. En effet, pour éviter la ruée des importations, pendant qu'un amendement élevant le tarif est en discussion, la loi australienne prévoit que l'amendement entrera en vigueur immédiatement et restera en vigueur en vertu d'une résolution de la Chambre jusqu'à ce qu'il soit voté ou jusqu'à la fin de la session. M. W. M. Hughes avait imaginé le système suivant qui fut imité par ses successeurs et en particulier par le gouvernement de M. Scullin. On présentait les projets à la Chambre, puis on ajournait la session et l'on continuait la même session jusqu'à la dissolution de la Chambre. A la veille de la dissolution, on présentait le projet au Sénat, et l'on obtenait un vote précipité, sans discussion. Il ne faut pas oublier en effet que les États ayant une représentation égale dans le Sénat, les États les moins peuplés qui sont les États moins protectionnistes auraient pu frainer la progression constante des tarifs douanier.

Pourquoi en 1933 n'a-t-on pas eu recours au même procédé ? Cela tient à ce que les partisans de la haute protection ont vu que leur programme était moins en faveur et ils ont eu peur des conséquences des accords d'Ottawa et des rapports de la Com-

mission du Tarif. Or tant que le tarif était en vigueur, en vertu d'une résolution de la Chambre, il pouvait être modifié par le même procédé. Le vote régulier d'un tarif donnait aux protectionnistes l'avantage de la possession.

Bien entendu le tarif de 1933 ne consolide pas la protection à son plus haut point. Néanmoins une grande partie des dispositions prises par le gouvernement Scullin sont conservées.

Le Lieutenant-colonel White disait aussi dans son discours : « Le but du gouvernement est d'établir un tarif qui soit :

a) Un tarif sélectionnant, où l'efficacité de l'industrie soit une qualification essentielle pour être abrité par le tarif ;

b) Un tarif permettant la concurrence et non un tarif prohibitif ;

c) Un tarif qui sera guidé par les recommandations de la Commission du Tarif et non par les décisions arbitraires d'un ministre. »

Au sujet du dernier point, il faut remarquer que le gouvernement de M. Scullin avait ignoré les recommandations de la Commission du Tarif.

Parlant de la préférence impériale, M. White ajoutait : « cela n'a pas été l'intention d'Ottawa qu'une concurrence raisonnable veuille dire concurrence destructive. Si les coûts australiens sont plus élevés pour une production économique et efficace, il faut en tenir compte pour déterminer la protection nécessaire. »

A ce sujet, il faut remarquer qu'un argument souvent mis en avant en Australie est qu'il y a beaucoup d'industries en Australie qui ne peuvent produire suffisamment bon marché que si la totalité du marché australien leur est réservée. La possession de ce marché seul leur permettant de réaliser les économies de la production en grand.

La table que nous reproduisons d'un article paru dans la *Round Table* en septembre 1933., donne un certain nombre de

changements apportés au tarif par la réforme de 1933 qui sont particulièrement favorables. Mais il y a d'autres articles pour lesquels la réforme est moins favorable. Ainsi les droits sur les bas et chaussettes sont diminués de moitié mais ils restent très élevés : 100 % au tarif préférentiel et 200 % au tarif général.

Changements apportés par le tarif de 1933.

	Importations avant le tarif Scullin £	Tarif préférentiel.	
		Droits avant 1933.	Droits dans le tarif 1933.
Transformateurs . . .	130.000	60 % ou droits spécifiques équivalent de jusqu'à 280 %.	45 % les plus grands en franchise.
Machines à huile lourde.	53.000	55 %	45 % en franchise au-dessus de 100 HP.
Machines électriques à dynamo	445.000	40 %-45 % et droits spécifiques jusqu'à 154 %.	45 % les plus grandes en franchise.
Vaisseaux de 510 à 1.000 T		50 %	en franchise.
Equipements électr. . .	730.000	65 % et plus et droits spécifiques jusqu'à 700 %.	27 1/2 à 45 % et certaines qualités en franchise.

En ce qui concerne les machines il semble qu'il y ait une réduction très sensible, puisque 367 articles qui étaient soumis un droit de 45 % au tarif préférentiel et de 65 % au tarif général sont désormais admis en franchise au tarif préférentiel et paient 15 % au tarif général. Seulement le Ministre des Douanes avait le droit d'appliquer ou de ne pas appliquer les droits et en fait il ne les appliquait pas. La réforme se traduit donc par un gain de sécurité pour les exportateurs britanniques et une hausse du tarif général.

En ce qui concerne les textiles, les modifications du tarif sont assez peu favorables aux industries britanniques. Cela s'explique. Le filage et le tissage de la laine sont des industries bien établies en Australie. Le filage et le tissage du coton sont

protégés pour certaines branches et ils demandent une extension de la protection. Pour les cotonnades, il y a une préférence de 20 % et le gouvernement australien hésite à l'augmenter. Ce n'est pas à cause des réclamations des industries australiennes. En effet les cotonnades ne sont pas fabriquées en Australie, mais elles sont importées en grande quantité de l'Extrême-Orient. Or la Chine et le Japon prennent une quantité croissante de produits australiens. Il serait donc imprudent pour l'Australie de restreindre ses importations en provenance de ces pays.

Mais ce qui a causé la plus grande déception en Angleterre, c'est les mesures concernant les produits de fer et d'acier. En effet, non seulement les droits n'ont pas été abaissés, mais de nouveaux droits ont été imposés. Plus exactement des droits suspendus ont été mis en vigueur. En effet, le Ministre des Douanes avait reçu depuis longtemps déjà le pouvoir de mettre certains droits en vigueur, le jour où il serait convaincu qu'une certaine production était sur le point de commencer ou s'était établie en Australie. Or pendant et après la Conférence d'Ottawa les usines de fer et d'acier ont annoncé qu'elles se préparaient à produire un certain nombre de nouveaux articles en particulier des plaques d'acier, des tubes et conduits et des plaques étamées. Or ces articles étaient les seuls articles faisant l'objet d'importations assez considérables. Il était donc à craindre que le marché ne se trouvât pratiquement fermé même pour les industries britanniques.

Dans l'ensemble pour 130 articles les droits sont réduits au tarif préférentiel. Mais cela comprend un certain nombre de droits qui avaient été réduits par résolution de la Chambre en 1932. D'autre part pour 440 articles, le droit au tarif préférentiel restait inchangé et le droit était élevé au tarif général. Le nouveau tarif ne comprenait par de tarif intermédiaire.

D'autre part en 1933, des mesures ont été prises en ce qui

concerne les charges supplémentaires et les formes indirectes de protection.

L'Australie s'était engagée à Ottawa à supprimer le droit de primage aussitôt que l'état des finances de l'Australie le permettrait. En 1932-33 ce droit rapporta £ A 4.660.000. Le gouvernement décida qu'il pouvait perdre £ 585.000. Il repartit la rémission de droits de la façon suivante : a) Abolition du droit de primage sur le thé (10 %) ; b) réduction à 5 % sur tous les articles protégés jouissant de la préférence, 819 articles ; c) abolition du droit de primage de 4 % sur les articles suivants, quand ils bénéficient de la préférence : machines, outils et tous les articles qui aident au développement de l'industrie australienne, mais qui ne sont pas fabriqués en Australie.

Sur les recommandations de la Commission du Tarif, contenues dans son rapport déposé le 13 avril 1933, une loi fut votée concernant « l'ajustement à la dépréciation ». Cette loi entra en vigueur le 5 octobre 1933. L'on sait que la £ australienne est dépréciée de 25 % par rapport à la £ sterling. Cette dépréciation accroissait la protection douanière. Pas autant toutefois qu'on pourrait penser, car les droits *ad val.* sont calculés sur le montant en £ sterling. Ainsi un droit de 40 % sur des marchandises valant £ 100 sterling, c'est-à-dire £ A 125 n'est pas £ sterling 40 ou £ A 50 mais £ A 40. Quoi qu'il en soit la loi de 1933 prévoit qu'une déduction sera faite sur le droit de la plus petite des deux sommes suivantes :

- a) 1/4 du droit au tarif préférentiel ;
- b) 12 1/2 % de la valeur imposable.

Cette déduction doit s'appliquer aux marchandises en provenance des pays dont la monnaie est la £ sterling, sur une base sterling, ou appréciée par rapport au sterling. Toutefois si la £ australienne venait à s'apprécier par rapport au sterling et que la dépréciation de la £ australienne ne soit plus que 16 2/3

au moins, sans toutefois être inférieure à $11\frac{1}{9}\%$, les sommes déduites seraient de moitié. Si la prime du sterling devenait inférieure à $11\frac{1}{9}\%$, les déductions seraient supprimées.

Des mesures assez compliquées étaient prises, d'autre part pour compenser l'effet de la dépréciation possible de certaines monnaies par rapport à la monnaie australienne.

Depuis le tarif de 1923, la réforme la plus importante est celle qui est entrée en vigueur le 7 décembre 1934. D'après la déclaration du Ministre des Douanes, les changements proposés étaient conformes aux recommandations contenues dans 63 rapports de la Commission du Tarif. Cependant en ce qui concerne le tarif général, le gouvernement proposait des réductions moitié moins grandes que celles recommandées par la Commission afin de conserver une marge pour négocier avec les pays étrangers. Les propositions du gouvernement contenaient : pour le tarif préférentiel, 11 élévations et 104 diminutions de droits ; pour le tarif général, 15 élévations et 101 diminutions.

Cette révision a rendu le tarif australien beaucoup plus raisonnable. Un assez grand nombre de produits sont désormais admis en franchise. Les droits sur les produits finis sont en général entre 20 et 30 % (au tarif préférentiel). Une des réformes qui a été particulièrement bienvenue en Angleterre a été la réduction sur certains produits de fer et d'acier. Les fils d'acier ne payant plus que 5 % et un certain nombre d'autres produits de 10 à 15 %.

Dans l'ensemble, les réductions de droits ont été du $\frac{1}{4}$ des droits précédemment en vigueur, d'après les recommandations de la Commission.

Mais la Commission du Tarif n'examine que le cas des industries secondaires, et on pouvait constater en 1934 que les coûts excessifs infligés par la protection de ces industries à la production australienne s'étaient beaucoup abaissés. Il n'en est pas de

même des industries primaires dont certaines continuent à être très protégées ou à recevoir des subventions.

La Commission du Tarif s'est trouvée aussi embarrassée que la Commission canadienne pour interpréter les articles 9 et 10 de l'accord d'Ottawa. Peu après Ottawa, le 15 novembre 1932, le président des Chambres de manufacture de l'Australie avait adressé une lettre au premier ministre, dans laquelle, il lui demandait quelle interprétation le gouvernement entendait donner à ces articles et se plaignait de leur caractère vague. Le gouvernement répondit qu'il appartenait à la Commission du Tarif de donner l'interprétation de ces articles.

C'est ce que fit la Commission dans son rapport sur l'année 1932-33. Son interprétation ne clarifiait pas la question autant qu'on l'aurait voulu. Toutefois en ce qui concerne l'article 9, elle disait qu'il fallait distinguer pour son application entre deux catégories d'industries :

a) Les industries qui ont été établies sous le couvert de droits protecteurs très élevés et qui ne pourraient survivre sans une forte protection.

b) Les industries qui ne sont pas encore établies. Quoique les premières ne soient pas économiques, la protection ne peut leur être enlevée à cause des investissements de capitaux. C'est là, on le voit, une interprétation qui se rapproche de celle donnée par la Commission canadienne.

Nous avons dit que les propositions du gouvernement britannique de limiter les importations de viande et de produits de ferme en provenance des Dominions avaient soulevé l'indignation des Australiens. Il nous faut dire ici pourquoi certaines de ces propositions ont été particulièrement mal venues en Australie et pourquoi quand M. Bruce, le 8 mai 1934, au cours d'une visite en Australie, a dit que les propositions du gouvernement britannique ne comporteraient peut-être pas une restriction mais

simplement un arrêt de la progression des exportations australiennes, cette déclaration n'a pas satisfait les Australiens.

C'est que tout d'abord les Australiens se sont énormément endettés en vue de développer leurs ressources. En vue de ce développement, on estime que les gouvernements des États et le gouvernement fédéral ont emprunté £ 150.000.000 et que les fermiers australiens en ont emprunté autant. A cela, il faut ajouter £ 50.000.000 empruntés par les chemins de fer pour construire les lignes permettant ce développement. Cet argent a été employé pour financer la substitution systématique de la culture intensive à la culture extensive. D'autre part des millions d'acres qui servaient à l'élevage extensif sont maintenant employés pour la production du blé ou du fermage mixte. Enfin de vastes étendues de forêts ont été nettoyées pour faire place à la culture des fruits ou à l'élevage de basse-cours.

Ce qui inquiète le plus les Australiens c'est les mesures proposées pour la beurre et le fromage. La production a en effet énormément augmenté. A cette augmentation, il y a des causes nombreuses. Le nombre des vaches s'est élevé de 16 % entre 1927-28 et 1933-34. Cet accroissement est dû à ce que beaucoup de producteurs de blé et de petits producteurs de laine touchés par la baisse des prix, ont essayé de se faire quelques profits supplémentaires, en élevant quelques vaches de plus, à ce que de nouvelles fermes sont entrées dans la période de production et enfin à ce que les méthodes d'élevage ont été intensifiées. D'autre part la productivité de chaque vache s'élevait de 12 %. Ce résultat est dû à l'usage de rations supplémentaires provoqué par le bon marché du grain, à une succession de saisons favorables et à l'influence de la propagande faite pour enseigner aux fermiers de meilleures méthodes. En face de cet accroissement de la production, la consommation s'est réduite de 5 %.

Or, comme nous le verrons, une énorme proportion des

exportations va à l'Angleterre. Comme l'a dit le gouvernement australien à plusieurs reprises, restreindre ces exportations ou même en arrêter le développement c'est provoquer la ruine des fermiers australiens et une banqueroute générale.

4. — LA NOUVELLE-ZÉLANDE

Le premier acte de la Nouvelle-Zélande, après Ottawa, fut de remplir sa promesse en ce qui concerne la surtaxe. Celle-ci fut supprimée à partir du 14 octobre 1932, pour les produits du Royaume-Uni et des pays de l'Empire britannique, excepté le Canada, l'Afrique du Sud, l'État libre d'Irlande, Terre-Neuve et l'Inde. Le droit de primage perçu sur les produits australiens fut également supprimé.

En 1933, fut nommée une Commission pour faire une enquête sur le tarif et recommander les changements nécessaires pour l'exécution des engagements pris par le gouvernement néo-zélandais à Ottawa. La Commission siégea presque sans interruption du 7 juin au 9 novembre, puis tint quelques séances jusqu'au 1^{er} mars 1934, et présenta son rapport le 29 mars. Le rapport fut publié après l'ouverture de la session parlementaire, le 28 juin.

Dans ce rapport, la Commission commence par émettre des vues générales sur les principes qui doivent gouverner l'application d'un tarif. Ainsi elle déclare qu'« un tarif douanier doit être le résultat d'une politique de longue haleine, s'étendant sur une longue période et ne peut pas être établi pour répondre à des circonstances économiques temporaires » et qu'« un tarif doit être établi sur la supposition et pour les conditions de la stabilité économique ». Ces réflexions ont sans doute été amenées par le caractère assez instable du tarif néo-zélandais et la tendance, en Nouvelle-Zélande, comme dans d'autres pays, de chercher dans

le tarif, un remède aux effets passagers de la crise. Toutefois la Commission se refuse à considérer la question de la protection et du libre-échange. A ce sujet elle dit « Peut-être l'argument pratique le plus fort en faveur d'un tarif protecteur est qu'il existe et que cela a créé une situation qu'il faut accepter. »

La Commission considère ensuite les articles 7 et 8 de l'accord d'Ottawa (correspondant aux articles 9 et 10 de l'accord avec l'Australie). En ce qui concerne l'article 7, la Commission dit simplement que le gouvernement néo-zélandais s'est engagé à ne pas accorder de protection à une industrie qui n'est pas assurée de chances raisonnables de succès. C'est là le texte même de l'article et l'interprétation de la Commission n'est ainsi pas ouverte à controverse. Pour l'article 8 la Commission admet que « c'est une impossibilité physique et économique de lui donner un effet littéral ». Mais elle continue : « croyant qu'un accord de ce genre doit recevoir cette interprétation large et généreuse qu'on doit présumer avoir été dans l'intention des signataires », l'obligation de la Nouvelle-Zélande d'après l'article 8 est « d'imposer un tarif en vue d'égaliser les coûts de production du producteur national et du producteur du Royaume-Uni ».

On le voit, la Commission affirme solennellement ce principe des droits compensateurs qui avait soulevé tant de critiques en Angleterre et qui semble bien en effet avoir été appliqué à Ottawa.

En présentant le rapport de la Commission au Parlement, le 10 juillet, le Ministre des Douanes, disait que le gouvernement acceptait ce rapport dans l'ensemble, mais que ces propositions différaient des recommandations de la Commission sur un certain nombre d'articles dont les quatre principaux étaient : le blé, la farine, le tabac et les véhicules automobiles. Le Ministre expliqua également que sur les 449 articles du tarif, 344 restaient inchangés. Cela tient, il ajouta, à ce que beaucoup

de ces droits sont surtout des droits fiscaux et comme une part importante des recettes de l'État (38 % en 1932-33) provient des droits de douane, il est impossible de les abaisser, sauf dans les cas où un tel abaissement est susceptible d'amener un accroissement du revenu.

Le projet de loi pour la révision du tarif fut présenté à la Chambre le 21 août. Dans le public, le sentiment le plus général fut la satisfaction. A la Chambre, la Commission et le gouvernement furent sévèrement attaqués en deux sens différents. L'opposition travailliste, sous la direction de M. Savage dénonça le projet comme « dévastateur » et dit que c'était « jeter les industries secondaires aux bêtes sauvages » (throwing to the wolves). D'un autre côté, M. Polson, qui est Président de l'Union des Fermiers déclara que « les membres de la Commission ont été obsédés par le désir de maintenir la politique protectionniste du pays et que l'accord d'Ottawa n'avait qu'une importance secondaire à leurs yeux ». Enfin le 26 septembre, M. Coates réussit à emporter le vote de son projet.

On peut analyser la loi ainsi, en ce qui concerne le tarif préférentiel :

a) Les droits protecteurs sont abolis sur : les clous (à partir du 1^{er} novembre 1936) ; certains tubes d'acier ; huile de lin ; les appareils de T. S. F. formant meubles (à partir du 1^{er} juin 1935) ; le maïzena et la farine en petits paquets.

b) Les droits protecteurs sont réduits sur : le lait condensé et en poudre ; l'essence de café ; la confiserie ; le savon ; les chapeaux ; les souliers ; les produits du cuir ; machines à huile lourde ; la papeterie ; les produits d'acier tôle ; les produits d'étain ; les meubles (à partir du 1^{er} juin 1935) ; la peinture et les vernis ; les biscuits (à partir du 1^{er} juin 1935) ; les costumes ; le maïs, le vinaigre ; les allumettes, les fourrures.

c) Les droits fiscaux sont réduits sur : les tapis ; les objets de

fantaisie ; les articles de sport ; la joaillerie ; les articles en métal argenté ; les produits de toilette ; les instruments de musique ; les cigarettes, la porcelaine de table.

d) Les droits protecteurs sont élevés sur : le maïs moulu et écrasé ; les baignoires en émail et les compteurs à gaz.

e) Les droits fiscaux sont augmentés sur : le papier à cigarette.

Nous avons dit que les propositions du gouvernement différaient des recommandations de la Commission sur un certain nombre de points (35 articles en tout) et que parmi les principaux était le tabac. Le cas du tabac semble donner raison à l'auteur d'un article dans la *Round Table* de décembre 1934 qui dit que le gouvernement ne s'est pas distingué de la Commission par une plus grande connaissance des conditions du marché, mais par sa plus grande sensibilité aux pressions d'intérêts particuliers. La Commission avait attiré l'attention dans son rapport sur la dose trop élevée de protection accordée aux cultivateurs de tabac. Ils proposaient en conséquence de réduire le droit sur les feuilles de tabac de 2 s. 6 d à 1 s. 6 d. par livre, et pour sauvegarder les intérêts du Trésor (car le droit sur le tabac avait rapporté £ 1.000.000 en 1933) d'élever l'impôt indirect. Les planteurs de tabac firent une forte pression sur le gouvernement qui abandonna ce projet et le remplaça par le système suivant : un droit de 2 s. sur les feuilles utilisées dans la confection des cigares et du tabac à priser ; un droit de 3 s. sur les feuilles utilisées dans la fabrication des cigarettes.

En Nouvelle-Zélande, comme en Australie, les projets britanniques de contingentement ont soulevé de vives protestations. Les ministres néo-zélandais furent approchés à ce sujet pour la première fois, lors de leur séjour à Londres pour la conférence mondiale. Ils se montrèrent très inquiets de ces projets. Pour essayer de rapprocher les points de vue, une visite de M. Thomas Baxter, président du Milk Marketing Board, fut arrangée.

Arrivé en Nouvelle-Zélande, il proposa aux fermiers une réduction de 10 % de leurs exportations de fromage, devant être suivie par une restriction du même ordre de leurs exportations de beurre. Les fermiers néo-zélandais répondirent qu'un tel projet les frapperait d'une peine imméritée, car leurs exportations de fromage ont été stationnaires depuis 1925 et par conséquent les bas prix sont dus à d'autres causes. De plus, si l'on appliquait une restriction au fromage seulement, il faudrait pour compenser développer la production du beurre, ce qui entraînerait une perte car les troupeaux sélectionnés pour la production du fromage ne sont pas adaptés à la production du beurre. Quant à restreindre à la fois les exportations de fromage et celles de beurre, cela mettrait la Nouvelle-Zélande dans l'impossibilité de faire face à ses obligations financières, car ces exportations produisent 45 % du revenu tiré par la Nouvelle-Zélande du commerce extérieur. Ils firent de plus valoir que la restriction des importations de beurre aurait pour seul résultat de développer les importations de margarine. Mais M. Baxter leur répondit que le gouvernement britannique se refusait à contingenter les importations de margarine, en provenance des pays étrangers ainsi que les importations de lait condensé et de lait en poudre de qualité inférieure.

Les fermiers néo-zélandais furent d'autant plus désolés de la position intransigeante du gouvernement britannique que leur production de beurre en 1933-34 était estimée à 168.500 tonnes, c'est-à-dire un accroissement de 9,5 % par rapport à la saison précédente et 22,6 % par rapport à 1931-32. Or la Nouvelle-Zélande ne consomme que le 1/5^e de sa production de beurre et le seul marché important qui ne soit pas fermé par des droits prohibitifs est la Grande-Bretagne.

Le gouvernement fut amené à s'occuper de cette question. Il existe en Nouvelle-Zélande, depuis 1923, une Commission de

contrôle des exportations de produits laitiers. Le 13 mars 1934 le gouvernement réunit cette commission avec un certain nombre de représentants de l'industrie laitière. La conférence proposa l'octroi d'un subside aux producteurs de beurre. Le gouvernement répondit qu'il n'y avait pas d'argent pour le subside, que l'industrie laitière était déjà en état de surproduction et qu'une subvention soulèverait des protestations en Grande-Bretagne.

Quelques jours après le Ministre des Douanes néo-zélandais envoyait un câble au Secrétaire d'État aux Dominions pour lui demander quelle serait l'attitude du gouvernement britannique si la Nouvelle-Zélande proposait d'admettre en franchise les produits finis anglais en échange d'un marché illimité en Angleterre pour les produits agricoles du Dominion. Le Secrétaire d'État aux Dominions qui était alors M. J. P. Thomas répondit d'une manière évasive et très sèche. Aussitôt les plus vives protestations s'élevèrent dans la presse anglaise contre l'attitude négative du gouvernement en face d'une proposition aussi avantageuse. Cependant en Nouvelle-Zélande, une interprétation toute différente du câble de M. Forbes était donnée. On y disait couramment que le but de ce câble avait été précisément d'obtenir une réponse négative que le gouvernement néo-zélandais pût opposer à ceux qui le pressaient de faire des concessions à l'Angleterre. Cette vue fut confirmée quand M. Forbes fit une déclaration officielle dans laquelle il disait qu'il n'avait fait aucune offre au gouvernement britannique et qu'il avait simplement voulu recueillir son avis sur un cas purement hypothétique.

En avril, une conférence fut tenue entre la Commission de contrôle des exportations et les membres du gouvernement. Finalement la Commission vota à une voix de majorité la résolution suivante : « si le gouvernement ne voit aucun autre moyen de relever les prix, la Commission accepte avec répugnance une restriction quantitative. »

Devant cette résolution M. Forbes, Ministre des Douanes, déclara officiellement que le gouvernement allait prendre la question dans ses propres mains. Il fit remarquer que le refus des représentants de l'industrie laitière de négocier sur le principe du contingentement avait tendu les relations jusqu'ici amicales entre la Nouvelle-Zélande et la Grande-Bretagne.

Le 3 mai fut annoncée la nomination d'une Commission Royale chargée de faire une enquête sur les conditions de l'industrie laitière en Nouvelle-Zélande « et sur toutes les questions relatives à ce sujet qu'elle jugera bon ».

La Commission remit son rapport le 9 septembre. Dans ce rapport, la Commission déclare que le prix de 9 d. par livre (qui s'était établi dans la saison précédente) était insuffisant pour permettre à la plupart des fermiers de payer leurs salaires, et l'intérêt des capitaux empruntés. Que cette situation avait été amenée par l'envahissement du marché anglais par le beurre des pays européens et de l'Australie qui s'était vu interdire les principaux autres marchés (notamment l'Allemagne) et par l'accroissement de la production néo-zélandaise. La Commission recommandait au gouvernement de s'entendre le plus tôt possible avec le gouvernement britannique ; de stabiliser la position financière des fermiers en établissant un crédit hypothécaire national pour leur consentir des prêts à longs termes au plus bas intérêt possible ; enfin de prendre des mesures pour améliorer la qualité du produit néo-zélandais, pour moderniser les usines et pour remédier aux maladies du cheptel.

Elle recommandait aussi que la Commission de contrôle des exportations reçoive le contrôle du marché intérieur et qu'un conseil exécutif permanent de l'agriculture soit nommé pour conseiller le gouvernement et pour coordonner les travaux des Commissions existantes. Cette commission devrait se composer de trois membres nommés par le gouvernement. Elle devrait

pouvoir réformer les décisions des commissions existantes, sur toutes les questions d'intérêt national.

Par contre, elle était opposée à une subvention, faisant remarquer qu'elle soulèverait les objections des consommateurs néo-zélandais et serait considérée en Grande-Bretagne comme « une mesure hostile et de représailles ». De plus la proportion consommée en Nouvelle-Zélande est si faible qu'il faudrait grever lourdement les prix locaux, pour pouvoir donner une aide sensible aux exportations.

Un projet de loi suivant de très près les recommandations de la Commission fut introduit le 25 octobre. Les pouvoirs étendus accordés à la Commission exécutive de l'agriculture soulevèrent de vives critiques. Pour y parer, le gouvernement introduisit plusieurs amendements ; en particulier le nombre de membres fut porté à quatre avec le Ministre de l'Agriculture comme président. Le projet fut finalement voté le 13 novembre.

Au début de 1933 un ministre australien se rendit en Nouvelle-Zélande pour y discuter les relations commerciales des deux pays. Un accord provisoire fut conclu en avril 1933 et confirmé par le *Trade Agreement Ratification Act* de 1933.

Dans cet accord, des droits moins élevés que les droits du tarif préférentiel sont accordés par l'Australie à un certain nombre de produits néo-zélandais dont les principaux sont : le fromage de Hilton ; le poisson et les pâtes de poisson ; les pois secs ; la viande ; les fourrures ; la caséine ; le sucre de lait et le bois de charpente. Réciproquement la Nouvelle-Zélande accorde des droits plus faibles que ceux du tarif préférentiel à certains produits australiens dont les principaux sont : les graines de coton, le poisson, le vin, l'huile d'eucalyptus, et le bois de charpente. De plus, un droit de 1 d. par livre plus la surtaxe est imposé sur les raisins secs de provenance étrangère tandis que ceux en provenance de l'Australie sont admis en franchise.

Toutefois pour protéger les industries néo-zélandaises les droits sur certaines marchandises australiennes, principalement des produits finis, tels que les textiles et les objets métalliques, seront plus élevés que les droits du tarif préférentiel.

En mai 1935, une modification fut faite à cet accord. Les droits sur certains produits australiens qui auraient dû être réduits ou supprimés à partir du 1^{er} juin 1936, à la suite de changements introduits dans le tarif préférentiel par le Customs Acts Amendment Act de 1934, resteront inchangés.

Nous avons vu que la Nouvelle-Zélande avait conclu un traité avec le Canada en mai 1932. A la suite de conversations qui eurent lieu en 1933, sa validité fut prolongée jusqu'au 24 mai 1935. Elle a été de nouveau prolongée jusqu'au 31 juillet 1936.

Enfin la Nouvelle-Zélande a conclu un traité avec l'Union belgo-luxembourgeoise le 5 décembre 1933. D'après ce traité, chaque pays accordait à l'autre le traitement de la nation la plus favorisée. La Nouvelle-Zélande réduisait les droits sur certaines marchandises belges dont les principales sont : les allumettes, les tapis, la verrerie, les armes à feu. La Belgique réduisait les droits sur certains produits néo-zélandais dont les principaux sont : le fromage de Cheddar et les pommes ; et elle admettait en franchise certains produits tels que : les peaux ; la laine grasse.

Un Ordre en Conseil du 21 février 1934 étendait le bénéfice de ces dispositions à un grand nombre d'autres pays.

5. — L'AFRIQUE DU SUD

Au mois de novembre, la législation nécessaire pour remplir les engagements contractés à Ottawa, fut votée par le Parlement de l'Union. Une marge préférentielle était introduite pour les

articles suivants : grues, locomotives, aspirateurs, tracteurs, machines à écrire, appareil de T. S. F., souliers en toile et en caoutchouc et quelques autres produits finis moins importants.

Depuis, aucune législation nouvelle n'a été votée et comme il n'y a pas de Commission du Tarif, aucune nouvelle concession n'a été obtenue par l'Angleterre. Cependant, comme nous le verrons, c'est en Afrique du Sud que l'Angleterre a trouvé le marché le plus élastique depuis Ottawa. Tandis que les exportations de l'Afrique du Sud à destination de l'Angleterre ne semblent pas avoir retiré un grand bénéfice des concessions faites par l'Angleterre à Ottawa. Si l'on exclut l'or, les exportations sud-africaines à destination de l'Angleterre n'ont pas progressé sensiblement.

Cette situation a amené en Afrique du Sud un vif mécontentement. Le gouvernement de l'Afrique du Sud a fait des représentations à Londres et a menacé de s'entendre avec les pays étrangers si les accords d'Ottawa ne lui procuraient pas d'avantages plus grands.

Les discussions entre l'Angleterre et l'Afrique du Sud portent sur le bœuf et la laine. L'Afrique du Sud prétend que l'Angleterre pourrait lui acheter de plus grandes quantités de ces deux produits. Les Anglais ont répondu que l'Australie et la Nouvelle-Zélande suffisaient amplement à assurer son ravitaillement en laine et que cette laine convenait mieux à son industrie que la laine sud-africaine.

Quant au bœuf sud-africain, il est de qualité inférieure et ne peut se vendre en Angleterre. D'ailleurs la consommation de bœuf est en décroissance. Les Sud-Africains ont répondu que si leur bœuf avait un marché assuré en Grande-Bretagne, il serait possible de faire des emprunts pour améliorer la qualité du cheptel et les installations frigorifiques.

Aucune solution n'a été trouvée à ces difficultés et il faudra

sans doute attendre la prochaine conférence impériale (qui se réunira en 1937) pour arriver à un accord qui ne sera peut-être pas facile.

Une Commission qui avait été nommée pour faire une enquête sur le tarif douanier de l'Union, a remis son rapport, il y a quelque temps. Elle n'envisage pas la question de la préférence. Sa principale conclusion est que le niveau du tarif est arrivé à un point où il ne pourrait être élevé sans causer un préjudice à l'économie sud-africaine.

6. — L'INDE

La législation nécessaire pour remplir les engagements contractés à Ottawa fut votée en novembre malgré une vive opposition de la part des nationalistes. L'effet de la loi de novembre 1932 a été d'élever le niveau du tarif indien. Ceci était à peu près inévitable, étant donné que le tarif est surtout fiscal et que les droits de douane ont produit en 1929-30, 62 % des recettes fiscales totales. Dans ces conditions et étant donné l'équilibre difficile du budget le gouvernement indien s'est vu forcé d'accorder la préférence surtout en élevant les droits contre les produits étrangers. Toutefois cette élévation n'a pas été très forte. Elle n'a pas dépassé dans l'ensemble 5 %.

Les accords ont toujours été critiqués par les nationalistes indiens qui prétendent que la délégation indienne à Ottawa n'était pas représentative et que l'Angleterre a usé de pression et même de menaces pour arracher des concessions à l'Inde. A la session de 1936 de l'Assemblée législative, il y a eu un grand débat sur les accords d'Ottawa qui s'est terminé par un vote en faveur de la dénonciation des accords.

Depuis les accords d'Ottawa, ce qu'il y a eu de plus important pour la législation douanière indienne, c'est l'accord avec le Japon du 3 janvier 1934.

Devant l'accroissement des importations en provenance du Japon, l'Inde avait augmenté les droits sur les marchandises japonaises de 50 à 75 %, en juin 1933. Les Japonais répliquèrent par un boycottage du coton indien. Une conférence fut réunie en octobre et arriva au bout de trois mois à la conclusion d'un accord.

Cet accord contient trois principes fondamentaux. Tout d'abord le gouvernement indien aura le droit d'élever les droits sur les marchandises japonaises pour corriger les effets d'une dépréciation du yen postérieure au 31 décembre 1933. Toutefois le gouvernement indien prendra en considération l'effet de la dépréciation du yen sur les prix japonais.

Le second principe est le contingentement des exportations de cotonnades du Japon à destination de l'Inde. Le contingent maximum est fixé à 400 millions de yards. Ce contingent est réparti entre les différentes catégories, mais il y a un système de transfert limité d'une catégorie à une autre.

Le troisième principe c'est que le contingent variera d'après la quantité de coton achetée par le Japon à l'Inde. Le contingent de base est 325 millions de yards de cotonnades japonaises pour 1 million de balles de coton indien. Si les exportations de coton indien tombent au-dessous de 1 million de balles, les importations de cotonnades japonaises seront réduites de 2 millions de yards par 10.000 balles. Si les exportations de coton indien excèdent 10.000 balles, le contingent japonais sera augmenté de 1,5 million de yards par 10.000 balles, jusqu'au maximum de 400 millions de yards.

Comme conséquence de cet accord les mesures prises par les deux pays en juin 1933 furent révoquées. Les mesures qui avaient été prises en juin 1933 avaient été prises par décret en vertu du *Safeguarding of Industries Act* de 1933 qui avait autorisé le gouvernement à imposer les droits qui lui sembleraient convenables

sur les marchandises étrangères dont le prix était si bas que leur importation mettait en danger l'existence d'une industrie indienne.

APPENDICE

Certains changements importants ont été introduits dans le tarif australien par le Customs Tariff Act de 1936. Cette loi a tout d'abord fait revivre le tarif intermédiaire qui avait d'ailleurs été introduit par une résolution des Chambres en novembre 1935. D'autre part elle accroît la marge préférentielle pour les automobiles et les textiles. Enfin pour un certain nombre de produits, elle introduit un système de licences.

Pour les produits qui sont soumis à ce système, il sera nécessaire d'obtenir une licence du Ministre des Douanes, pour les importer, à moins qu'ils ne proviennent de l'Empire. La loi prévoit que ces licences seront accordés surtout pour les pays vis-à-vis desquels l'Australie a une balance commerciale favorable.

Les châssis d'automobiles ne devront être importés que du Royaume Uni, sauf licence. Ils paieront d'ailleurs un droit de 7 d par lb quand ils proviendront du Royaume-Uni, et un droit supplémentaire de 2 1/2 d quand ils proviendront du Canada et de 5 1/2 d quand ils proviendront des pays étrangers. Le gouvernement australien a en effet décidé d'encourager la fabrication des châssis d'automobiles en Australie.

Les principaux changements de droits concernent les textiles. En particulier les cotonnades payaient avant le nouveau tarif.

	Tarif préférentiel.	Tarif général.
	—	—
<i>Ad valorem</i>	5 %	25 %
Primage.	5 %	40 %

Les nouveaux droits sont :

	Tarif préférentiel.	Tarif intermédiaire.	Tarif général.
Non blanchies.	1/2 d	2 1/2	2 3/4
Blanchies.	1/2 d	2 3/4	3
Imprimées, teintes.	1/2 d	3 1/4	3 1/2
Par sq. yard.			

Ce droit de primage est aboli pour les cotonnades britanniques et réduit à 5 % pour les cotonnades étrangères.

Pour la soie artificielle, les droits étaient :

	Britanniques.	Étranger.
<i>Ad valorem</i>	20 0/0	40 0/0
Primage	10 0/0	10 0/0

Le droit de primage a été aboli pour les marchandises britanniques et réduit à 5 % pour les marchandises étrangères. Les nouveaux droits sont :

	Tarif préférentiel.	Tarif intermédiaire.	Tarif général.
Par sq yard	1 1/2	8	9

Ces mesures ont été essentiellement dirigées contre le Japon. Depuis un an, les deux pays étaient en pourparlers pour la conclusion d'un traité commercial. Les pourparlers n'ayant pas abouti le gouvernement australien annonça son intention d'établir les mesures que nous venons d'analyser. Aussitôt les Japonais commencèrent à boycotter les marchandises australiennes et en particulier la laine. Le 25 juin, le gouvernement japonais publia une ordonnance qui interdisait l'importation de laine, de blé et de farine en provenance d'Australie, et imposait un droit supplémentaire de 50 % *ad val.* sur certains autres produits.

DEUXIÈME PARTIE

LE COMMERCE DES PAYS BRITANNIQUES DEPUIS LA CRISE

CHAPITRE PREMIER

VUES GÉNÉRALES SUR LE COMMERCE DES PAYS BRITANNIQUES (1930-36)

Si nous examinons les courbes des exportations et importations des pays britanniques, nous voyons qu'ils ont tous subi une évolution relativement parallèle. Nous assistons dans tous ces pays à une diminution très sensible du commerce extérieur jusque vers le milieu ou la fin de l'année 1932, puis à un accroissement qui se continue à l'heure présente, mais qui ne fait pas regagner le niveau du début de 1930. A cette règle générale, l'Australie fait exception. Atteinte de la crise environ un an avant les autres pays britanniques, son commerce extérieur atteint son point le plus bas dès 1931 et se remet à monter dès 1932.

Que si l'on rapproche les courbes du commerce basées sur des statistiques en valeur, des courbes du niveau général des prix, on voit que ces courbes ont la même tendance, mais que les fluctuations des prix sont de moindre amplitude. Autrement dit, le volume du commerce a subi la même évolution que sa valeur, mais l'influence des prix exagère l'amplitude des variations.

Ce rapprochement ne peut, d'ailleurs, être fait, qu'à titre indicatif, car les variations des prix ont été différentes pour les différentes catégories de prix. Or comme, en général, les importations et les exportations se composent de catégories différentes de produits, les variations de prix ne sont pas les mêmes pour les exportations et les importations. Il est bien connu, par exemple, que les prix des matières premières ont baissé plus que les prix des produits finis et que cette situation a été particulièrement favorable à l'Angleterre, les prix des produits qu'elle importe étant ainsi relativement plus bas que ceux des produits qu'elle exporte. Cette situation a eu naturellement l'effet inverse sur la plupart des autres pays britanniques qui exportent surtout des produits alimentaires et des matières premières et qui importent surtout des produits manufacturés. Le *Board of Trade Journal* publie un indice du volume des importations et des exportations anglaises, par grandes catégories. Il est donc possible de voir l'effet exact des changements de prix sur le commerce anglais. Il n'en est pas de même des autres pays britanniques et on doit se contenter de rapprochements approximatifs.

Enfin pour tous les pays britanniques l'on trouve une tendance générale marquée à l'accroissement relatif du commerce intra-impérial, comme nous allons voir au cours de ces chapitres.

Quelle a été la cause de ce mouvement ? Il ne fait pas de doute que la cause primordiale ait été les accords d'Ottawa.

En effet ce mouvement existe seulement depuis 1932 et dans certains cas, ce mouvement est venu renverser la tendance qui existait auparavant. Mais Ottawa n'a pas été la seule cause. Il ne faut pas oublier que les pays d'Empire font partie d'un système monétaire beaucoup plus vaste que l'Empire et qui s'appelle le bloc sterling. L'Afrique du Sud ne faisait pas partie de ce bloc

au moment d'Ottawa, mais elle l'a rejoint en 1933. Quant au Canada, il poursuit une politique monétaire indépendante, mais il a beaucoup de liens avec le bloc sterling et son autre pôle d'attraction, les États-Unis ont eux aussi des relations étroites avec le bloc sterling. Le Président Roosevelt ne disait-il pas, en 1933, au moment de la dévaluation du dollar, que les États-Unis devenaient par ce fait le 38^e membre du bloc sterling ? Le bloc sterling est une phrase assez vague et l'on ne sait pas toujours exactement quels en sont les membres. Mais un certain nombre de pays en font indubitablement partie. Or, comme nous le verrons, il y a une tendance de l'Angleterre à commercer de plus en plus avec les membres du bloc sterling. Dans une certaine mesure, l'accroissement du commerce de l'Angleterre avec l'Empire n'est qu'un aspect de cette tendance. Cette tendance a deux causes essentielles : d'une part la stabilité des changes entre les pays du bloc sterling favorise les échanges commerciaux ; d'autre part ces pays ont connu la reprise plus tôt et elle y a été plus rapide.

Une autre cause qui a surtout affecté les importations de l'Angleterre en provenance des Dominions réside dans le caractère des importations britanniques. Dans les exportations des Dominions vers l'Angleterre, les produits alimentaires existent pour une part considérable. Or des trois catégories fondamentales de produits, ce sont les produits alimentaires dont les importations ont été le plus stables, en grande partie, à cause de la politique du maintien du standard de vie suivie par l'Angleterre. Il est donc naturel que la part des importations venant des Dominions se soit accrue. Et, surtout à notre époque où les échanges internationaux sont diminués par la théorie de l'équilibre des balances commerciales deux à deux, et se font souvent sur la base d'un véritable troc, dès lors que l'Angleterre prenait une proportion plus grande de ses importations à ses Dominions, il existait

une tendance à la réduction de la proportion de ses exportations allant vers l'étranger.

Si l'on considère le même phénomène de l'autre côté, c'est-à-dire, la proportion des exportations des Dominions allant vers l'Angleterre, il faut ajouter qu'en face de l'Angleterre offrant un marché très stable et parfaitement ouvert, les autres pays importateurs de produits alimentaires et en particulier l'Allemagne, ou bien n'offraient plus qu'un marché très diminué ou bien fermaient complètement leurs frontières.

1. — L'ANGLETERRE

Le premier tableau montre la chute brusque des importations britanniques en 1931, puis une chute plus lente qui se continue jusqu'en 1933, enfin la reprise en 1934 continuant en 1935, mais laissant la valeur des importations inférieure de près de £ 300 millions au chiffre de 1930. La chute des exportations est également très forte en 1931, mais elle s'arrête plus tôt que celle des importations et elles reviennent à un niveau relativement plus élevé que celui des importations, le chiffre de 1935 n'étant inférieur à celui de 1930 que de £ 144 millions. Les réexportations suivent un sort différent, la chute en 1935 par rapport à 1930 étant proportionnellement plus grande et la reprise par rapport à 1933 moins marquée.

Angleterre.

Commerce en valeur (en millions de £).

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
	—	—	—	—	—	—
Importations	1.044	862	703	676	732	757
Exportations	570	389	365	367	395	426
Ré-exportations	87	64	51	49	51	55
Commerce d'entrepôt .	»	19	23	24	24	25

Note. — Les statistiques sont basées sur l'année civile.

Du chiffre des réexportations, il faut rapprocher le chiffre du commerce d'entrepôt qui subit une augmentation au cours de toute la période, l'augmentation la plus forte étant en 1932 par rapport à l'année précédente. Ce phénomène qui corrige en partie, le mouvement des réexportations est facilement explicable. C'est l'imposition de droits de douane en 1931 qui a rendu le commerce d'entrepôt beaucoup plus avantageux. Même à supposer que l'on puisse obtenir des drawbacks, cela entraîne des formalités et peut-être des difficultés, que l'on évite si l'on peut utiliser l'entrepôt.

D'après ce que l'on vient de dire le déficit de la balance commerciale s'est trouvé réduit pendant cette période. De £ 387.307.000, en 1930, il est passé à £ 275.800.000, en 1935, après avoir atteint £ 408.976.000 en 1931. Ces changements dans la balance commerciale ont été un des facteurs des mouvements de la balance des comptes qui était créditrice de £ 28 millions en 1930, débitrice de £ 104 millions en 1931 et créditrice de £ 37 millions en 1935¹.

Si l'on considère le volume du commerce, les mouvements sont très différents. En volume les importations ont diminué plus tard que les exportations, et elles sont restées à un niveau relativement supérieur (voir graphiques). En 1931, le volume des importations était plus élevé qu'en 1930, de 2,3 %, tandis que celui des exportations était plus bas de 23,8 %. Quant aux réexportations, elles diminuaient seulement de 4,4 %. En 1935, le volume des importations est inférieur seulement de 3 % au niveau de 1930, tandis que le volume des exportations est inférieur de 9 % à ce même niveau. Les réexportations (cette fois-ci, comme l'indique le tableau en valeur) ont le plus souffert. Leur volume reste inférieur de 17 % au niveau de 1930. On remarque

1. D'après les évaluations publiées par l'*Economist*.

également qu'au volume, les importations ont baissé plus tard que les exportations (en 1932 seulement), et que leur baisse a atteint un niveau moins bas que la baisse des exportations (10 % comparé à 24 %). Enfin la valeur des importations n'a commencé à remonter qu'en 1934, tandis que leur volume s'est accru dès 1933, mais il est vrai dans une proportion moindre que celui des exportations. En effet en 1933, le volume des importations était de 0,8 % supérieur au volume de l'année précédente, et le volume des exportations de 2,1 %. Un des phénomènes caractéristiques de cette période apparaît donc que l'Angleterre a pu maintenir un volume d'importations relativement élevé, alors que le volume de ses exportations était sensiblement diminué, parce que le niveau de prix de ses importations avait baissé plus que le niveau de prix de ses exportations. C'était la tendance inverse qui existait avant 1930 et ce renversement de tendance a eu une importance considérable dans l'amélioration de la situation de la Grande-Bretagne.

Ainsi, il y a eu une reprise du commerce britannique dès 1933, la première année d'application complète des accords d'Ottawa. Cette reprise a été faible, il est vrai, mais elle s'est accentuée depuis. Cela ne permet d'atteindre, d'ailleurs qu'une conclusion négative. Contrairement à ce qu'avaient prétendu certains membres de l'opposition libérale, les accords d'Ottawa n'ont pas empêché la reprise du commerce britannique. Il est vrai qu'il n'a pas regagné le niveau de 1930 et à plus forte raison, celui de 1929, mais il faut tenir compte de la situation mondiale. D'après les évaluations de la Société des Nations, en 1934, la part du commerce britannique dans le commerce mondial s'était très légèrement élevée par rapport à 1929, passant de 13,05 % à 13,85 %. Seulement les exportations ne s'étaient pas relevées dans une proportion aussi forte que le commerce mondial, tandis que les importations s'étaient relevées dans une propor-

tion plus forte. Le volume du commerce mondial étant 77 1/2 % du volume de 1929, le volume des importations britanniques 92,7 % et celui des exportations 68,7 %.

Ces chiffres montrent une fois de plus l'importance de la reprise intérieure et de la stabilité du marché britannique dans la reprise du commerce extérieur. En somme il reste vrai de dire que Ottawa a surtout opéré une redistribution dans le commerce de l'Angleterre, le niveau relativement constant des importations tenant à la prospérité intérieure ainsi qu'aux variations relatives des niveaux de prix et le niveau des exportations ne s'étant pas élevé dans la même proportion que le commerce mondial.

Pourcentage du commerce fait avec l'Empire.

	Importations.	Exportations.	Réexportations.
1924	30,21	41,67	18,89
1930	29,12	43,51	23,58
1931	28,73	43,69	25,16
1932	35,36	45,34	22,60
1933	35,91	44,45	21,27
1934	37,07	46,86	21,62
1935	37,63	47,97	19,84

Le tableau montre qu'il y a eu accroissement très net de la proportion des exportations et des importations à destination et en provenance de l'Empire. Par rapport à 1930 l'accroissement est beaucoup plus important pour les importations que pour les exportations. Et cela est d'autant plus remarquable que de 1924 à 1931, la tendance était à la diminution de cette proportion. Au contraire dans la même période, il y avait eu accroissement de cette proportion pour les exportations. Il est vrai que cette proportion s'était surtout accrue entre 1924 et 1926 (elle atteignait 48,09 en 1926) et qu'elle avait baissé depuis. Néanmoins ces faits rapprochés de ce que nous avons dit sur l'évolution du volume des importations et des exportations font penser

qu'Ottawa a peut-être été plus favorable aux Dominions qu'à l'Angleterre. Il faut remarquer en outre que le plus gros accroissement dans la proportion des importations venant de l'Empire s'est produit entre 1931 et 1932, c'est-à-dire avant Ottawa. Cela s'explique par le fait qu'en ce qui concerne l'Angleterre, Ottawa a surtout été la confirmation des faveurs qu'elle avait accordées à ses Dominions dans les mesures protectionnistes de 1931.

Quant aux réexportations, la part qui est à destination de l'Empire est relativement faible et elle a même décru entre 1930 et 1935. Le commerce britannique de réexportations porte surtout sur les produits coloniaux et les matières premières à destination de l'Europe occidentale. L'Empire est une source du commerce de réexportation, il n'en constitue pas une des destinations principales. D'autre part, la préférence a beaucoup moins d'effet sur ce commerce, puisqu'il est possible d'obtenir des drawbacks.

Pour apprécier pleinement l'accroissement relatif du commerce intra-impérial, il ne faut pas oublier qu'il y a eu une réduction considérable du commerce avec l'État libre d'Irlande, à la suite des mesures prises par le gouvernement de M. de Valera en 1931 et des mesures de représailles prises par le gouvernement anglais. Les importations en provenance de l'État libre d'Irlande sont tombées entre 1931 et 1934 de £ 36,5 millions à £ 17,2 millions, c'est-à-dire 4,2 % du total des importations à 2,3 %. Les exportations vers l'Irlande sont tombées dans le même temps de £ 30,5 millions à £ 19,5 millions, soit de 7,8 % des exportations totales à 4,9 %. L'État libre d'Irlande est ainsi tombé de la 9^e place à la 13^e dans la liste des pays de provenance des importations et de la 2^e à la 5^e dans celle des pays de destination des exportations.

En 1935, il y a eu un léger relèvement, grâce à l'accord inter-

venu entre les deux pays et connu sous le nom de « coal-cattle agreement », l'État libre promettant de prendre davantage de charbon anglais et l'Angleterre davantage de bétail irlandais, surtout de bétail sur pied. A la suite de cet arrangement, l'État libre a pris £ 900.000 de charbon de plus en 1935 qu'en 1934, mais il est néanmoins descendu d'une place dans la liste des pays de destination des exportations. Par contre, il est monté d'une place dans la liste des pays de provenance des importations.

On voit donc que si l'on ne tenait pas compte de l'État libre d'Irlande, l'accroissement relatif du commerce impérial serait encore plus important.

Commerce en marchandises.

	<i>Importations.</i>					
	£ 000,000				%	
	1931	1932	1933	1934	1931	1934
Empire britannique .	247,4	248,1	249,1	271,5	28,7	37,1
Pays étrangers du bloc sterling	169,1	152,1	143,8	160,4	19,6	21,9
Bloc sterling (y compris le Canada) . .	416,5	400,2	392,9	431,9	48,4	59,0
Bloc or	111,2	63,2	58,7	61,7	12,9	8,4
Autres pays étrangers.	333,5	238,2	233,4	238,7	38,7	32,6

	<i>Exportations.</i>					
	£ 000,000				%	
	1931	1932	1933	1934	1931	1934
Empire britannique .	170,7	165,6	163,5	185,6	43,7	46,9
Pays étrangers du bloc sterling	62,6	58,3	65,6	70,9	16,0	17,9
Bloc sterling (y compris le Canada) . .	233,3	223,8	229,1	256,5	59,7	64,8
Bloc or	52,3	44,9	46,3	45,8	13,4	11,6
Autres pays étrangers.	105,1	96,3	92,5	93,8	26,9	23,7

Nous avons dit que, dans une certaine mesure, l'accroissement

relatif du commerce intra-impérial n'était qu'un aspect de l'accroissement relatif du commerce avec le bloc sterling. Dans un article paru dans la *Barclay's Bank Review* en juillet 1935, on a essayé de complarer l'évolution du commerce avec l'Empire, avec le bloc sterling et enfin avec le bloc or. La table que nous donnons est extraite des tables accompagnant cet article. La première remarque que suggère cette table, c'est que la redistribution du commerce britannique a été beaucoup plus marquée pour les importations que pour les exportations. Cette remarque s'applique à toutes les catégories envisagées, excepté la catégorie « Pays étrangers du bloc sterling ».

La seconde remarque que l'on peut faire c'est que la catégorie « Pays étrangers du bloc sterling » a contribué davantage à l'expansion des exportations vers le bloc sterling, qu'elle n'a contribué à l'expansion des importations en provenance du bloc sterling. Les exportations vers les pays étrangers du bloc sterling ont même augmenté proportionnellement plus que les exportations vers l'Empire. C'est encore un fait qui donne à penser que les accords d'Ottawa ont été plus favorables aux Dominions qu'à l'Angleterre. Enfin des pays, en dehors du bloc sterling, ce sont les pays du bloc or qui ont le plus souffert de la redistribution du commerce britannique. En 1935, la même tendance a continué à se manifester pour les exportations. Il y a eu une nouvelle chute des exportations vers le bloc or. Cette chute a été accentuée par la chute des exportations vers l'Italie due à l'application des sanctions. Néanmoins la chute existe, même pour les autres pays du bloc or. Comme nous l'avons vu, la proportion des exportations allant vers l'Empire a augmenté. Il en a été de même de la proportion des exportations allant vers les pays étrangers du bloc sterling, et en particulier vers les pays scandinaves. Au contraire la tendance des importations a été modifiée. La proportion des importations venant du bloc or

ayant augmenté et la proportion venant du bloc sterling diminué.

Nous venons de voir comment la redistribution du commerce britannique s'était opérée dans les différents groupes. Nous verrons dans le chapitre suivant, comment elle s'est opérée entre les principaux pays de l'Empire. Il nous faut voir maintenant comment elle s'est opérée entre les principaux pays des autres groupes.

Commerce avec les Pays Scandinaves.

Importations (en £ millions).

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Danemark .	54,1	46,7	40,6	35,4	32,9	32,0
Suède . . .	22,6	17,3	13,4	15,9	17,9	17,0
Norvège . .	12,0	8,6	8,2	7,0	8,4	8,2

Importations (en %).

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Danemark .	5,49	5,42	5,78	5,24	4,50	4,23
Suède . . .	2,16	2,01	1,91	2,36	2,45	2,25
Norvège . .	1,15	1,00	1,18	1,03	1,14	1,09

Exportations (en £ millions).

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Danemark .	10,3	8,7	9,9	11,8	13,4	13,8
Suède . . .	10,1	7,7	6,9	7,2	9,1	9,7
Norvège . .	12,9	7,6	5,8	5,5	6,3	6,6

Exportations (en %).

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Danemark .	1,80	2,22	2,70	3,21	3,37	3,23
Suède . . .	1,76	1,99	1,88	1,95	2,29	2,28
Norvège . .	2,27	1,94	1,59	1,51	1,59	1,56

Parmi les pays du bloc sterling, il y a un groupe particulièrement important c'est le groupe des pays scandinaves. Le tableau montre que les Pays Scandinaves ont fourni à l'Angleterre un

marché extrêmement précieux. Au contraire les Pays Scandinaves ont éprouvé de grandes difficultés à maintenir leur place sur le marché britannique. Cela tient à ce que les Pays Scandinaves exportent surtout vers l'Angleterre des produits qui entrent en concurrence avec les produits de l'Empire ou même avec les produits de l'agriculture anglaise. Les Pays Scandinaves sont donc parmi les pays qui ont nettement souffert de la politique de préférence impériale ainsi que de la politique de contingentement des produits agricoles. Et cependant l'Angleterre a réussi à envoyer une part constamment croissante de ses exportations au Danemark et à la Suède. Seule des Pays Scandinaves, la Norvège a pris une part allant constamment en diminuant des exportations britanniques. En ce qui concerne le Danemark, il prend en valeur absolue, une quantité des exportations britanniques, nettement supérieure au niveau de 1930. On peut mesurer toute l'importance du marché scandinave si l'on songe qu'en 1934, les exportations britanniques vers l'Europe sont accrues de £ 5,3 millions et que sur cet accroissement, un accroissement de £ 5 millions s'est produit dans les exportations vers l'Europe du Nord, dont £ 4,3 millions dans les exportations vers les trois principaux Pays Scandinaves. Cet accroissement doit être en partie attribuée à la reprise qui s'est manifestée plus tôt dans les Pays Scandinaves et qui y a été plus marquée. En effet en 1934, les Pays Scandinaves avaient le chiffre de commerce extérieur le plus élevé par tête d'habitants. Mais la reprise ne suffit pas à expliquer l'accroissement constaté, car la proportion des importations des Pays Scandinaves en provenance du Royaume-Uni s'est accrue. Cette proportion est passée entre 1931 et 1932 : pour le Danemark de 14,9 % à 30,1 % ; pour la Suède de 14,1 % à 19,6 % ; pour la Norvège de 20,3 % à 22,9 %. Le Royaume-Uni a donc bénéficié sur le marché de certains avantages qu'il faut sans doute attribuer, au moins en partie aux

traités conclus en 1933. Et si l'on demande pourquoi les Anglais ont pu obtenir des conditions aussi favorables, il suffit de considérer l'importance du marché britannique pour les Pays Scandinaves et en particulier le Danemark.

En 1934, quoique la proportion ait un peu diminué depuis 1930, la Suède envoyait encore 25,2 % de ses exportations à l'Angleterre, la Norvège 24,13 % et le Danemark 63 %.

Commerce avec l'Argentine.

	Importations		Exportations	
	en £ millions.	%.	en £ millions.	%.
1930	56,7	5,43	25,2	4,42
1931	52,7	6,12	14,8	3,80
1932	50,9	7,23	10,7	2,92
1933	41,7	6,17	13,1	3,56
1934	47,0	6,43	14,6	3,70
1935	44,0	5,81	15,3	3,58

En dehors des Pays Scandinaves, le pays le plus important du bloc sterling est l'Argentine. Le tableau montre l'évolution des importations et des exportations. Les exportations ont diminué, à la fois en valeur absolue et en valeur relative de 1930 à 1932, puis ont augmenté d'une manière nette en valeur absolue et moins nette en valeur relative de 1933 à 1935. On peut expliquer ces phénomènes de la façon suivante : la diminution des exportations a été due aux difficultés financières de l'Argentine ; leur augmentation à la mise en œuvre de l'accord de 1933, et à un certain rétablissement financier. L'évolution des importations en valeur absolue, surtout depuis 1933 est moins nette ; elle tient en grande partie à des fluctuations de prix. L'évolution en valeur relative est beaucoup plus nette et elle est contraire à l'évolution des exportations. Il y a augmentation jusqu'en 1932, puis diminution. L'augmentation peut s'expliquer par le fait que l'Argentine exporte surtout des produits alimentaires

(viande et blé) dont l'importation en Angleterre a été remarquablement stable. La diminution s'explique, en partie, par le phénomène inverse, c'est-à-dire l'accroissement relatif des importations de matières premières et d'objets fabriqués, et en partie par la politique de contingentement de la viande et de préférence sur le blé. L'Argentine qui était au 3^e rang des pays de provenance des importations en 1930, est montée au 2^e rang en 1932 et retombée au 4^e en 1933, où elle est restée depuis. En somme, il semble que l'Argentine ait souffert des accords d'Ottawa mais moins que les Pays Scandinaves et qu'elle ait donné à l'Angleterre un marché d'une certaine élasticité. Il est encore un pays du bloc sterling très important, c'est le Japon. L'évolution du commerce avec le Japon ayant donné lieu à beaucoup de controverses et étant très différente de l'évolution du commerce des autres pays, nous l'étudierons en dernier.

Commerce avec les Pays du Bloc Or.

	<i>Importations (en %).</i>					
	1930	1931	1932	1933	1934	1935
	—	—	—	—	—	—
France.	4,72	4,74	2,72	2,82	2,63	2,86
Belgique.	3,64	3,85	2,28	1,91	1,99	2,05
Hollande.	3,79	4,08	3,14	2,75	2,86	3,05

	<i>Exportations.</i>					
	1930	1931	1932	1933	1934	1935
	—	—	—	—	—	—
France.	5,20	5,79	5,05	4,94	4,23	3,92
Belgique.	2,63	2,57	2,38	2,41	2,22	2,04
Hollande.	3,30	3,52	3,32	3,40	3,05	2,74

Les trois principaux pays du bloc or sont : la France, la Belgique et la Hollande. Comme le montre le tableau, tous les trois ont souffert de la redistribution du commerce britannique, mais la Hollande a moins souffert que les deux autres. Cependant au point de vue des importations, il y a une légère amélioration

en 1935. Cette amélioration est due pour la France à un accroissement des achats de blé et pour la Hollande à un accroissement des achats de pétrole en provenance des Indes Néerlandaises. Mais pour les exportations la chute est continue depuis 1931. Pour les importations, il y a une chute profonde entre 1931 et 1932, chute due évidemment à l'imposition de tarifs, et à la dépréciation du sterling. Les importations tombèrent pour la France de £ 40,9 millions à £ 19 millions, pour la Hollande de £ 35,2 millions à £ 22 millions et pour la Belgique de £ 33, 2 millions à £ 16 millions. La France tombait du 6^e au 12^e rang dans la liste des pays pourvoyeurs de l'Angleterre.

La chute des exportations est également la plus grande entre 1931 et 1932, mais elle est moins marquée que celle des importations. La chute a été de £ 22,6 millions à £ 18,5 millions pour la France, de £ 13,7 millions à £ 12,1 millions pour la Hollande de £ 10 millions à £ 8,7 millions pour la Belgique. Alors que la chute des exportations pour l'ensemble des pays européens restés fidèles à l'or était de £ 14 millions, les exportations vers les autres pays européens s'accroissaient très légèrement. La chute du sterling n'a pas donné un avantage aux exportateurs anglais, puisque c'est précisément sur les marchés du bloc or, qu'ils ont été le plus handicapés ; cela en partie à cause de droits prohibitifs et de contingents, mais aussi à cause des difficultés économiques des pays restés fidèles à l'or. La France qui était le marché le plus important pour l'Angleterre en Europe, a été dépassée en 1935 par l'Allemagne. Dans la liste générale des marchés de l'Angleterre, elle est passée du 4^e rang en 1930, au 8^e rang en 1935, après avoir été au 3^e en 1931.

Dans la catégorie « Autres pays étrangers », il y a trois pays particulièrement importants : les États-Unis, l'Allemagne, et la Russie.

Commerce avec les États-Unis.

<i>Importations.</i>						
	1930	1931	1932	1933	1934	1935
En £ millions .	155,5	105,6	84,5	76,6	82,8	88,4
En ‰	14,70	12,08	11,92	11,21	11,21	11,56
<i>Exportations.</i>						
	1930	1931	1932	1933	1934	1935
En £ millions .	29,6	18,8	15,9	19,8	18,1	23,4
En ‰	5,03	4,40	4,14	5,18	4,44	5,37

Le tableau montre qu'il y a eu une chute considérable des importations jusqu'en 1933 ; qu'en 1934, il y a eu augmentation en valeur absolue mais non en valeur relative et qu'enfin en 1935, il y a eu augmentation à la fois en valeur absolue et en valeur relative. Toutefois le niveau de 1935, absolument et relativement, est beaucoup plus bas que le niveau de 1930. La chute jusqu'en 1933 est due surtout au sort des importations de coton ; d'une part les prix mondiaux ont baissé ; d'autre part, par suite de la politique de restriction des récoltes et du maintien artificiel des prix en Amérique, l'Angleterre n'achète plus que le 1/3 au lieu de la moitié de son coton en Amérique. L'accroissement en 1934 est surtout dû au relèvement du prix du tabac, et l'accroissement de 1935 est dû à des importations accrues de tabac, de fruits et de machines.

Du côté des exportations nous voyons une chute considérable jusqu'en 1932, un relèvement en 1933, suivi d'un léger affaïssement en 1934 et enfin un accroissement sensible en 1935 qui amène les exportations à un niveau plus élevé en valeur relative qu'en 1930. Ces fluctuations sont dues essentiellement aux fluctuations de la prospérité américaine. L'alignement du dollar avec la livre a sans doute aussi favorisé la reprise du commerce entre les deux pays.

Commerce avec l'Allemagne.

	<i>Importations.</i>					
	1930	1931	1932	1933	1934	1935
	—	—	—	—	—	—
En £ millions .	63,5	64,2	30,4	29,8	30,6	30,0
En %	6,27	7,44	4,35	4,41	4,18	3,97

	<i>Exportations.</i>					
	1930	1931	1932	1933	1934	1935
	—	—	—	—	—	—
En £ millions .	26,8	18,4	14,6	14,8	14,0	18,9
En %	4,70	4,73	3,99	4,00	3,54	4,45

Le tableau montre, pour l'Allemagne, une seule chute brusque dans les importations, entre 1931 et 1932, chute de plus de moitié. Entre les autres années, les changements en valeur absolue sont insignifiants, mais comme le commerce britannique total s'est accru depuis 1933, la part a diminué constamment. La conclusion est que la réduction des importations a été amenée par le tarif de 1931 qui a atteint tout particulièrement l'Allemagne qui exporte vers l'Angleterre surtout des produits fabriqués. Du côté des exportations, la chute est moins grave ; elle se produit en deux étapes 1931 et 1932 et enfin il y a un relèvement sensible en 1935. La réduction est due probablement à la crise et aux difficultés de change . Le relèvement est dû à la reprise de l'activité économique stimulée par le réarmement. L'accroissement porte surtout sur la laine et les lainages, les métaux et les produits chimiques. Dans la liste des pays de provenance des importations, l'Allemagne qui était au 2^e rang en 1930 et 1931 est tombée au 8^e rang en 1932 et y est restée depuis. Dans la liste des pays de destination des exportations, l'Allemagne était au 7^e rang en 1930 et elle y est revenue en 1935 après être tombée au 8^e en 1932 puis au 9^e en 1934.

Commerce avec la Russie.

Importations.

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
En £ millions . .	34,3	32,3	19,7	17,5	17,3	21,7
En %	3,28	3,73	2,80	2,58	2,37	2,87

Exportations.

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
En £ millions . .	6,8	7,3	9,3	3,3	3,6	3,4
En %	1,19	1,83	2,53	0,89	0,92	0,82

Le tableau montre la réduction considérable dans le commerce avec la Russie. Pour les importations, la chute se fait en deux étapes : la première la plus importante en 1932, la seconde en 1933. Ceci montre que les importations russes ont été atteintes par la préférence impériale contenue dans les mesures protectionnistes de 1931, puis par la dénonciation du traité anglo-russe de 1930. Il y a un relèvement sensible en 1935, dû à des importations accrues de bois, de blé et de produits de la ferme. Pour les exportations, il y a accroissement sensible jusqu'en 1932, puis chute brusque en 1933. Cette chute est évidemment due à la dénonciation du traité anglo-russe de 1930. Malgré l'accord de 1933, les exportations britanniques vers la Russie ne s'élèvent pas d'une manière sensible. Comme nous l'avons vu la dénonciation de l'accord anglo-russe a été la conséquence immédiate de l'accord d'Ottawa avec le Canada. Il semble qu'à cet égard Ottawa ait causé une perte sensible à l'Angleterre, en lui fermant un marché qui était en train de s'étendre.

Nous avons vu que pour l'ensemble du bloc sterling, les exportations s'étaient plus développées que les importations. Pour le Japon c'est l'inverse. Les importations se sont développées en importance relative d'une manière beaucoup plus sensible que pour l'ensemble du bloc sterling et les exportations ont

reculé. Le tableau montre que, en valeur absolue, les importations ont baissé jusqu'en 1932, puis se sont relevées en 1933. Mais en valeur relative, il y a accroissement constant. Pour les exportations, il y a en valeur absolue diminution constante de 1930 à 1934, puis un très léger relèvement en 1935 ; en valeur relative, il y a une diminution constante de 1931 à 1935.

Commerce avec le Japon.

Importations.

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
	—	—	—	—	—	—
En £ millions. . .	7,8	6,9	6,7	7,1	9,1	9,5
En %	0,75	0,82	0,95	1,07	1,24	1,26

Exportations.

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
	—	—	—	—	—	—
En £ millions. . .	8,4	6,2	5,8	4,5	4,2	4,4
En %	1,44	1,58	1,57	1,21	1,06	1,02

On a souvent parlé de la concurrence japonaise. On voit que les importations en provenance du Japon ne tiennent qu'une place relativement très faible dans les importations britanniques. Mais ce qui a inquiété les industriels britanniques, c'est le coefficient d'augmentation de cette part. Il a atteint près de 1/6^e entre 1931 et 1932 et entre 1933 et 1934. Mais il faut observer qu'il est tombé à une fraction insignifiante entre 1934 et 1935. On prétend également que les prix japonais sont si bas qu'ils ont un effet hors de toute proportion avec leur quantité. Quoiqu'il en soit, il semble bien que la concurrence japonaise ne soit pas encore très redoutable sur le marché du Royaume-Uni ; si elle inquiète les producteurs britanniques c'est sur les marchés extérieurs.

2. — LE CANADA

Commerce du Canada en valeur
en \$ millions.

	Importations.			Exportations.		
	Pays étrangers.	Pays britanniques.	totales.	Pays étrangers.	Pays britanniques.	totales.
1930 . .	995,6	252,7	1.248,3	740,7	379,6	1.120,3
1931 . .	704,7	204,9	906,6	506,9	292,9	799,8
1932 . .	430,7	147,8	578,5	357,4	219,0	576,4
1933 . .	286,0	120,4	406,4	251,7	222,1	473,8
1934 . .	293,4	140,4	433,8	301,3	278,0	579,3
1935 . .	366,2	156,2	522,4	318,1	341,3	659,4
1936 . .	385,1	177,7	562,8	368,9	396,7	765,6

Note. — Ces statistiques sont basées sur l'année financière qui finit le 31 mars.

On voit que le commerce du Canada a subi une évolution analogue à celle du commerce britannique ; une chute de 1930 à 1933, la chute la plus grave se produisant en 1932, puis une reprise en 1934 qui s'est accentuée jusqu'à ce jour. L'évolution du volume du commerce a été analogue mais avec des fluctuations moins accentuées. Ici encore les fluctuations des prix ont exagéré les fluctuations du commerce. Le Canada publie un indice de la valeur et du volume du commerce. Malheureusement sa publication est en retard sur celle de la valeur du commerce. Toutefois il montre que la baisse des prix de 1930 à 1933 n'est que la continuation d'une baisse des prix antérieurs. C'est, d'ailleurs, un fait bien connu que la prospérité qui s'est terminée à la fin de 1929 ne s'est pas accompagnée d'une hausse des prix.

Indice du Commerce

(base 1926 = 100).

	Importations.			Exportations.		
	Valeur déclarée.	Valeurs moyennes.	Volume.	Valeur déclarée.	Valeurs moyennes.	Volume.
1930 . . .	134,6	88,3	152,4	85,2	89,2	95,4
1931 . . .	97,7	77,5	126,1	60,8	72,8	83,5
1932 . . .	62,4	64,6	96,6	43,8	57,2	76,6
1933 . . .	43,8	54,2	80,9	36,0	48,6	74,2
1934 . . .	46,8	57,7	81,1	44,0	54,9	80,2

Le tableau montre d'autre part qu'en 1930, le niveau du prix des importations était sensiblement le même que celui des exportations ; que depuis, le niveau de prix des exportations s'est affaïssé légèrement plus que celui des importations, mais que la divergence n'a pas été très grande. Le Canada est en effet de tous les pays britanniques celui qui a le commerce le plus diversifié. En particulier les produits manufacturés et les produits de l'industrie minière occupent dans ses exportations une place aussi importante que les produits alimentaires. On constate également qu'en 1930 les importations occupaient par rapport à 1926, un niveau beaucoup plus élevé que les exportations ; que depuis, les importations ont beaucoup plus baissé que les exportations et qu'en 1934, elles occupaient, à la fois en valeur et en volume, un niveau sensiblement égal au niveau des exportations. Si l'on se reporte au tableau de commerce en valeur, on voit que ce phénomène se traduit par un changement de sens dans la balance commerciale. La balance étant déficitaire en 1930 et 1931, à peu près en équilibre en 1932, puis nettement créditrice depuis. C'est la situation normale du Canada, pays débiteur. La situation en 1930 et 1931 était exceptionnelle, due sans doute au fait que le revenu intérieur n'avait pas fléchi aussi rapidement que les exportations.

Pourcentage du Commerce fait avec l'Empire.

Importations.

1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936
—	—	—	—	—	—	—
20,2	22,7	25,6	29,6	32,4	30,1	31,5

Exportations.

1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936
—	—	—	—	—	—	—
33,9	36,9	38,0	46,9	48,0	51,9	51,9

Si l'on considère maintenant la distribution du commerce

canadien, l'on s'aperçoit de l'augmentation très sensible du commerce avec l'Empire. Comme pour l'Angleterre, la proportion des exportations à destination de l'Empire est plus élevée que la proportion des importations en provenance de l'Empire. Mais contrairement à ce qui s'est passé pour l'Angleterre, la proportion des exportations allant vers l'Empire s'est accrue plus que la proportion des importations venant de l'Empire. Non seulement le pourcentage s'est accrue d'un nombre de points plus élevé, mais le coefficient d'augmentation est plus grand. L'importance des marchés impériaux pour le Canada apparaît quand on se reporte au tableau du commerce en valeur et que l'on voit qu'en 1936, la valeur des exportations canadiennes vers l'Empire est plus élevée qu'en 1930, alors que les exportations vers les pays étrangers sont environ la moitié de ce qu'elles étaient en 1930.

La cause première de cet accroissement n'est pas Ottawa. L'on voit en effet que l'accroissement de la proportion du commerce fait avec l'Empire est continu depuis 1930. Ottawa n'a pu que renforcer une tendance qui existait déjà. D'autre part les facteurs monétaires sont moins importants que pour les autres pays de l'Empire, puisque le Canada poursuit une politique monétaire indépendante.

Comme nous allons le voir, les États-Unis occupent une place absolument prépondérante parmi les pays étrangers dans le commerce canadien, et ce sont eux qui ont le plus souffert de la réorientation du commerce canadien. La cause fondamentale de la réorientation du commerce canadien semble donc être la guerre tarifaire entre les États-Unis et le Canada commencée en 1930. Cette conclusion s'impose d'autant plus que cette tendance date précisément de 1930. Entre 1920 et 1930, la proportion des importations venant des États-Unis étant stabilisée autour des 2/3 et d'autre part, pendant la même période, les

États-Unis prenant plusieurs fois la première place dans la liste des marchés du Canada, place qui avait toujours été occupée depuis 1890 par le Royaume-Uni. L'accord avec le Royaume-Uni a naturellement renforcé l'effet de la guerre tarifaire avec les États-Unis. Les accords conclus avec les autres pays de l'Empire ont aussi eu leur importance. Celle-ci a été relativement plus grande en ce qui concerne les importations, que celle de l'accord avec le Royaume-Uni, car dans les importations en provenance de de l'Empire, la proportion des importations venant du Royaume-Uni a sensiblement baissé.

Commerce du Canada avec les États-Unis.

	<i>Importations.</i>						
	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936
En \$ millions .	847,4	584,4	351,7	232,5	238,2	303,6	319,6
En %	67,9	64,5	60,8	61,7	54,9	58,1	56,8
	<i>Exportations.</i>						
	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936
En \$ millions .	515,0	349,6	235,2	143,2	194,4	224,6	279,5
En %	46,0	43,7	40,8	37,2	33,6	34,1	36,5

L'on voit la chute profonde faite par le commerce avec les États-Unis. Toutefois il y a eu un relèvement en valeur absolue depuis 1934 et en valeur relative depuis 1935. Cet accroissement en valeur relative se maintient en 1936 pour les exportations mais pas pour les importations. L'accroissement des exportations est due évidemment à la demande américaine. A ce sujet on a dit que la N. R. A., au moins pour un temps, avait été plus favorable à l'industrie canadienne qu'à l'industrie américaine, car elle a stimulé le pouvoir d'achat américain mais elle a grevé l'industrie américaine de nouvelles charges auxquelles échappait l'industrie canadienne. Une industrie qui avait été particulièrement touchée par la crise américaine était l'industrie du papier et de la pulpe de bois. Une des raisons fondamentales était la rédu-

tion énorme de la publicité . Or les exportations de papier vers les États-Unis sont presque au même niveau qu'en 1930 et celle de pulpe sont à un niveau supérieur (en volume).

3. — L'AUSTRALIE

L'Australie nous donne l'exemple absolument inverse de celui du Canada. C'est un pays dont le commerce d'exportation est concentré sur un petit nombre de produits. En 1931-32, quatre produits formaient 80 % de ses exportations, c'étaient la laine, le blé, les produits de la ferme et l'or. Les trois premiers à eux seuls formaient 68 % des exportations.

Une autre caractéristique de l'Australie a été pendant longtemps les énormes importations de capitaux, ces importations étaient tellement considérables qu'elles ont permis à l'Australie d'avoir une balance commerciale presque constamment déficitaire entre 1920 et 1930. C'est la cessation des importations de capitaux en 1930 qui a causé un déséquilibre profond dans l'économie australienne. Nous avons vu que la crise avait causé un renversement dans la balances commerciale du Canada. Un renversement opposé a eu lieu en Australie dont les exportations se sont mises à dépasser les importations à partir de 1930, phénomène indispensable chez un pays débiteur s'il doit faire face à des engagements sans nouveaux emprunts.

Commerce de l'Australie en valeur.

	Importations,			Exportations,		
	Pays brit.	Pays étr.	Totales.	Pays brit.	Pays étr.	Totales.
1930.	69,9	59,4	139,3	56,2	42,1	98,3
1931.	31,8	27,0	58,8	49,6	40,4	90,0
1932.	24,2	18,6	42,8	56,7	30,4	96,1
1933.	32,3	23,0	55,3	56,6	42,1	98,7
1934.	34,6	23,4	58,0	63,8	50,1	113,9

Note. — Les statistiques sont sur la base de l'année financière qui finit le 1^{er} juillet.

Les importations sont évaluées en £ sterling et les exportations en £ A.

Ce phénomène apparaît bien sur le tableau. En réalité, le solde créditeur est même exagéré, puisque la £ A est dépréciée par rapport à la £ st.

L'on voit que les exportations ont repris dès 1932 avant les importations et plus tôt que dans les autres pays britanniques. La reprise s'est continuée et dès 1934 le niveau des exportations était plus élevé qu'en 1930. Au contraire, malgré un relèvement à partir de 1933, les importations restent à un niveau très inférieur au niveau de 1930. C'est là un des aspects du phénomène d'adaptation à la cessation des importations de capital.

Il est à remarquer, en ce qui concerne la distribution du commerce australien, que les exportations vers les pays étrangers se sont accrues légèrement plus, à la fois en valeur absolue et en valeur relative que les exportations vers les pays britanniques. Au contraire les importations en provenance des pays étrangers ont plus souffert que les importations en provenance des pays britanniques.

Pourcentage du Commerce fait avec l'Empire.

<i>Importations.</i>					
1930	1931	1932	1933	1934	1935
54,07	54,04	56,52	58,39	59,67	»
<i>Exportations.</i>					
1930	1931	1932	1933	1934	1935
57,16	55,10	59,03	57,33	56,02	»

Ce phénomène apparaît également dans le tabelau du pourcentage du commerce fait avec l'Empire. On voit, en effet, le pourcentage des importations en provenance de l'Empire s'accroître constamment, tandis que le pourcentage des exportations à destination de l'Empire s'accroît brusquement en 1932 puis redescend. Il est vrai que s'il est inférieur au niveau de 1930, il reste très supérieur au niveau de 1929 qui était seulement de 50,42.

L'accroissement très net de la part des exportations qui va vers l'Empire, depuis 1929, doit sans doute être attribué à la plus grande stabilité du marché anglais, surtout pour les produits alimentaires. La légère diminution depuis 1933 peut être attribuée à certaines des mesures prises en faveur de l'agriculture britannique et aussi au développement des marchés de l'Extrême-Orient. Quant au développement de la part des importations en provenance de l'Empire, il faut sans doute l'attribuer surtout à la préférence impériale.

Commerce de l'Australie avec les États-Unis.

	<i>Importations.</i>					
	1930	1931	1932	1933	1934	1935
En £ A 000.	30.343	41.399	7.037	8.084	7.839	»
En % . . .	23,45	19,39	16,43	14,60	13,52	»
	<i>Exportations.</i>					
	1930	1931	1932	1933	1934	1935
En £ A 000.	4.234	2.930	1.990	1.341	2.492	»
En % . . .	4,31	3,24	2,06	1,36	2,18	»

Si l'on examine les répercussions de la redistribution du commerce australien sur les pays étrangers, on voit qu'ils en ont souffert très inégalement. En ce qui concerne les importations, le pays qui occupe la première place c'est les États-Unis. Mais tout en conservant cette place, il a souffert énormément de la réorientation du commerce australien. En valeur absolue, les importations en provenance des États-Unis ont atteint leur point le plus bas en 1932 à un chiffre environ quatre fois plus bas que le chiffre de 1930; en valeur relative elles n'ont cessé de baisser. Les exportations à destination des États-Unis ont atteint le point le plus bas en 1933, à la fois en valeur absolue et en valeur relative, mais elles sont encore à un niveau très inférieur à celui de 1930.

Commerce de l'Australie avec la France.

<i>Importations.</i>						
	1930	1931	1932	1933	1934	1935
En £ A 000 . . .	3,071	1,498	1,146	1,195	956	—
En %	2,38	2,55	2,67	2,15	1,65	—

<i>Exportations.</i>						
	1930	1931	1932	1933	1934	1935
En £ A 000 . . .	10,135	6,748	4,637	6,054	6,517	—
En %	10,31	7,46	4,80	6,15	5,72	—

Parmi les deux autres pays qui ont une part très importante dans le commerce australien, la France a été également très touchée. Au point de vue des importations, la baisse est pratiquement continue, à la fois en valeur relative et en valeur absolue. Au contraire les exportations atteignent leur point le plus bas en 1932. Elles se relèvent depuis, mais elles sont encore loin du niveau de 1930.

Commerce de l'Australie avec le Japon.

<i>Importations.</i>						
	1930	1931	1932	1933	1934	1935
En £ A 000 . . .	4,182	2,380	2,397	3,537	3,677	»
En %	3,24	4,05	5,59	6,38	6,34	»

<i>Exportations.</i>						
	1930	1931	1932	1933	1934	1935
En £ A 000 . . .	6,555	9,500	11,659	11,468	13,906	»
En %	6,67	10,50	12,08	11,66	12,21	»

Au contraire le Japon marque une expansion tout à fait remarquable de son commerce. En valeur absolue les importations baissent en 1931 et 1932 puis remontent sans atteindre tout à fait le chiffre de 1930 ; mais en valeur relative elles marquent un accroissement constant. Le développement des exportations est encore plus remarquable. En valeur absolue elles

augmentent d'une manière pratiquement constante et considérable. En valeur relative, malgré un léger fléchissement en 1933, il y a une augmentation presque aussi considérable.

Parmi les causes qui semblent avoir agi sur l'expansion du commerce avec le Japon sont : en ce qui concerne les importations, le bon marché bien connu des produits japonais ; en ce qui concerne les exportations, le changement de goût (surtout pour la laine et les textiles), l'élévation du niveau de vie et enfin l'accroissement de la population. Ce dernier point est spécialement important pour les produits alimentaires dont la consommation individuelle est essentiellement inélastique. A cet égard l'Angleterre peut donner un marché stable, mais non un marché en expansion que seul peut fournir l'Extrême-Orient.

En dehors des trois pays que nous avons cité, il n'y a pas de pays étrangers qui soient vraiment très importants pour les exportations. Pour les importations, il y a deux autres pays qui ont une certaine importance : l'Allemagne et les Indes Néerlandaises. Les importations en provenance de l'Allemagne, tout en ayant subi une réduction considérable en valeur absolue entre 1930 et 1931, se sont maintenues en valeur relative d'une manière très stable aux environs de 3,3 %. Les importations en provenance des Indes Néerlandaises ont été également été réduites en valeur absolue, mais se sont accrues en valeur relative passant de 4,85 % en 1930 à 6,83 % en 1934.

4. — LA NOUVELLE-ZÉLANDE

La Nouvelle-Zélande comprend des points de ressemblance et des points de différence avec l'Australie. Comme l'Australie, ses exportations sont concentrées sur un petit nombre de produits. Mais ces produits n'ont pas subi des fluctuations aussi brusques et aussi profondes, quant à leur prix et à l'étendue de leur marché,

que les deux produits d'exportation essentiels de l'Australie : la laine et le blé.

Commerce de la Nouvelle-Zélande en valeur.

En £ millions.

	Importations.			Exportations.		
	Pays bris.	Pays étr.	Totales.	Pays brit.	Pays étr.	Totales.
1930 . .	30,7	12,3	43,0	40,9	4,1	45,0
1931 . .	18,1	6,7	24,8	32,0	2,3	34,3
1932 . .	17,0	6,0	23,0	32,8	2,2	35,0
1933 . .	16,5	5,0	21,4	37,0	3,4	40,4
1934 . .	19,6	6,1	25,7	41,1	5,7	46,8
1935 . .	27,1	9,2	36,3	41,3	4,7	46,0

Note. — Les exportations sont exprimées en £ N.-Z. Les importations en sterling sauf pour les importations en provenance de l'Australie qui sont exprimées en £ A. Les importations sont classées d'après le pays où elles ont été embarquées. Les exportations ne comprennent pas les réexportations. Les années sont des années civiles.

Le tableau montre que le commerce de la Nouvelle-Zélande n'a pas souffert aussi tôt ni aussi profondément que celui de l'Australie. Les exportations ont cessé de baisser dès 1932, et ce sont remises à monter en 1933. Dès 1934, elles atteignaient un niveau supéridur à celui de 1930. Les importations sont plus touchées. Elles ont baissé jusqu'en 1933 et elles restent à un niveau très inférieur au niveau de 1930. Il est vrai que leur accroissement depuis 1933 est beaucoup plus rapide que l'accroissement des exportations.

On voit qu'il y a un solde constamment créditeur de la balance commerciale. Mais ce solde est exagéré puisque les exportations sont exprimées en monnaie néo-zélandaise qui est dépréciée par rapport au sterling.

Une autre conclusion qui se dégage du tableau est l'énorme prépondérance des pays britanniques dans les exportations de la Nouvelle-Zélande. La prépondérance est encore importante pour les importations, mais moins absolue. On voit également que dans ses rapports avec les pays étrangers, la Nouvelle-

Zélande a une balance commerciale déficitaire ce qui est rendu possible par le fait que le solde créditeur de la balance commerciale avec l'Angleterre est plus important que le service de la dette néo-zélandaise.

Pourcentage du commerce fait avec l'Empire.

<i>Importations.</i>					
1930	1931	1932	1933	1934	1935
—	—	—	—	—	—
68,39	69,52	71,11	73,39	73,83	»
<i>Exportations.</i>					
1930	1931	1932	1933	1934	1935
—	—	—	—	—	—
90,96	92,92	93,65	91,50	87,83	»

Si l'on examine le tableau du pourcentage du commerce fait avec l'Empire, qui diffère légèrement du tableau précédent parce que les importations y sont attribuées au pays d'origine, on voit qu'il y a eu accroissement constant de la part des importations provenant de l'Empire. Au contraire, pour les exportations, il y a eu accroissement depuis 1932, puis baisse. Il est vrai qu'en 1935, il y a eu un nouvel accroissement. Le mouvement de pourcentage des exportations doit être attribué entièrement au mouvement du pourcentage des exportations à destination du Royaume-Uni. Comme de 1931 à 1934, il n'y a eu que des changements insignifiants dans la valeur des exportations vers le Royaume-Uni, on doit attribuer les variations de la part du Royaume-Uni dans les exportations néo-zélandaises, à la stabilité du marché anglais, en face de marchés qui se contractent puis s'étendent.

Si l'on considère le commerce de la Nouvelle-Zélande avec les États-Unis qui sont de beaucoup le pays étranger le plus important dans son commerce, on constate une réduction brusque en 1931 qui suivait d'ailleurs une réduction en 1930, puis une

augmentation en 1933, et une nouvelle augmentation en 1935. Ces mouvements tiennent évidemment aux fluctuations de la prospérité économique aux États-Unis ainsi qu'aux mesures tarifaires de 1930. L'augmentation considérable en 1935 tient, en grande partie, à la sécheresse de l'été 1934 aux États-Unis qui a amené au début de l'année 1935 une élévation considérable du prix du beurre et a rendu possible l'exportation du beurre néo-zélandais vers les États-Unis.

Commerce de la Nouvelle-Zélande avec les États-Unis.

<i>Importations.</i>						
	1930	1931	1932	1933	1934	1935
En £ millions. . .	7,4	3,7	3,1	2,2	2,8	4,4
En ‰	17,82	16,04	14,55	11,62	11,98	
<i>Exportations.</i>						
	1930	1931	1932	1933	1934	1935
En £ millions . . .	2,1	0,9	0,9	1,2	1,2	2,4
En ‰	4,71	2,66	1,94	2,81	2,6	

Les importations suivent un mouvement assez différent. Elles baissent d'une manière brusque en 1931, après avoir déjà baissé en 1930, puis contrairement aux exportations, elles continuent à baisser jusqu'en 1933. Elles ne se relèvent que très faiblement en 1934, puis brusquement en 1935. Ce relèvement en 1935 est dû à la reprise économique causée par l'accroissement de la valeur des exportations, et à la gestion habile des finances publiques et du crédit.

Nous avons dit que les prix des produits fabriqués avaient baissé pendant la dépression, moins que le prix des produits alimentaires et des matières premières, et que cette situation qui avait été particulièrement avantageuse pour l'Angleterre, avait été très contraire aux Dominions. La Nouvelle-Zélande qui exporte surtout des produits alimentaires et importe des

produits manufacturés devait bien évidemment souffrir de cette situation. La Nouvelle-Zélande publie une série de nombres indices très intéressants que nous reproduisons, malheureusement ils n'arrivent pas à l'année 1935. On voit qu'il y a eu deux indices pour les importations qui sont très divergents : l'indice des prix d'importation et l'indice des prix de gros des produits importés. Les divergences s'expliquent par les méthodes différentes de calcul qui sont employées pour les deux indices. Tout d'abord, ils ne sont pas calculés sur le même nombre d'articles : l'indice des prix d'importation est calculé sur 220 articles, tandis que l'indice des prix de gros des produits importés est calculé sur 112 articles. L'indice des prix d'importation est calculé sur la base de *a*) la valeur déclarée des marchandises, c'est-à-dire le prix dans le pays exportateur plus 10 %, ou quand il n'y a pas de valeur déclarée ; *b*) le prix de gros (plus un certain montant pour le fret, etc.) de produits représentatifs en Grande-Bretagne et d'autres pays.

Autrement dit, l'indice des prix d'importation ne tient pas compte de l'influence de la barrière douanière sur les prix intérieurs néo-zélandais.

Indices des prix.

(Base 1926 = 100).

	Prix des impor- tations.	Prix des exportations.		Prix de gros.		
		Produits de la ferme.	Tous produits.	Produits nationaux.	Produits importés.	Tous produits.
1930	84	83	83	94	93	93
1931	77	63	64	82	93	87
1932	75	56	58	79	90	84
1933	78	56	58	77	95	84
1934	76	71	72	80	94	86

Ce tableau suggère plusieurs réflexions. Tout d'abord on voit que l'effet du tarif douanier a été de stabiliser les prix intérieurs à un niveau beaucoup plus élevé que celui des prix extérieurs.

On voit également que l'effet du tarif douanier a été plus important pour les produits importés que pour les produits nationaux. Enfin on voit que le prix des exportations et en particulier des produits de la ferme qui sont les plus importants pour la Nouvelle-Zélande sont tombés surtout en 1932 et 1933 à un niveau extrêmement bas par rapport aux prix des produits importés, mais qu'il y a eu une amélioration très nette en 1934.

5. — L'AFRIQUE DU SUD

Le sort de l'Union de l'Afrique du Sud a été lié en grande partie aux manipulations monétaires et à l'appréciation de l'or qui s'en est suivie. En 1932 et 1933, l'Afrique du Sud a connu une prospérité relative uniquement grâce à l'or. La situation agricole était très mauvaise, à cause des conditions climatiques défavorables puis d'une épidémie de locustes, et de l'endettement des fermiers. D'autre part la production de diamants avait presque cessé et la production de charbon était basse. A partir de 1934 au contraire, la situation agricole s'est nettement améliorée et il y a eu un renouveau dans la production des diamants.

Commerce de l'Afrique du Sud en valeur.

(En £ millions).

	Importations.			Exportations.		
	Pays brit.	Pays étr.	Totales.	Pays brit.	Pays étr.	Totales.
1930	34,8	25,4	60,2	53,5	12,4	65,9
1931	28,3	21,9	50,2	49,7	8,0	57,7
1932	17,8	13,6	31,4	56,9	7,6	64,5
1933	28,3	19,2	47,5	56,8	10,9	67,7
1934	37,1	26,8	63,9	45,4	10,1	55,5
1935	41,3	30,3	71,6	56,7	12,6	69,3

Si l'on considère le commerce extérieur, on voit que les exportations ont relativement peu souffert et qu'elles sont en 1935 à un

niveau supérieur à celui de 1930. Le niveau le plus bas atteint en 1932 n'est inférieur que de moins de 30 % au niveau de 1929, chute bien moindre que celle que l'on constate pour la plupart des pays britanniques. Et encore cette chute est-elle due surtout aux fluctuations des prix, les seules réductions en volume importantes étant constatées pour les diamants, le charbon et le manganèse.

Au contraire les importations ont subi une chute beaucoup plus grave. En 1932, la chute était de 60½ % par rapport au niveau de 1929. On voit qu'en 1933, il y a un relèvement très net, mais il ne faut pas oublier qu'en décembre 1932, l'Afrique du Sud avait abandonné l'étalon-or et que la £ sud-africaine, s'était dépréciée de 30 %. Si l'on tient compte de ce fait on voit que, malgré les apparences les importations n'ont pas encore regagné le niveau de 1930.

Si l'on considère maintenant la distribution du commerce sud-africain, on voit que les pays britanniques occupent une place prépondérante, mais que cette prépondérance est beaucoup plus marquée pour les exportations que pour les importations. Il semble également que les exportations vers les pays britanniques soient très supérieures aux importations en provenance de ces mêmes pays, tandis que ce serait le cas inverse pour les pays étrangers. Seulement ici, il y a une différence importante entre le point de vue sud-africain et le point de vue anglais. Une très importante proportion des exportations à destination de l'Empire est constituée par de l'or. La totalité de cet or est désormais envoyée à Londres. En effet, depuis 1931, l'Inde a cessé d'importer de l'or. Or les Sud-Africains maintiennent que cet or ne doit pas être considéré comme une importation de l'Angleterre. Si cet or est expédié à Londres, c'est simplement parce que Londres est le marché mondial de l'or. Et en fait une grande partie de cet or a été achetée par des étrangers et en particulier

par la Trésorerie américaine. Pour avoir une vue juste du commerce de l'Afrique du Sud avec l'Empire britannique, il faut exclure l'or.

**Exportations vers les Pays britanniques
à l'exclusion de l'or en barre dirigé vers Londres.**

	Importations			Exportations		
	Pays brit.	Pays étr.	Totales.	Pays brit.	Pays étr.	Totales.
1930	19,0	»	»	»	»	»
1931	11,7	»	»	»	»	»
1932	9,3	»	»	»	»	»
1933	10,4	»	»	»	»	»
1934	10,8	»	»	»	»	»
1935	14,0	»	»	»	»	»

Note. — Les statistiques sont basées sur l'année civile.

On voit en effet que si l'on exclut l'or, on obtient une vue toute différente du commerce de l'Afrique du Sud avec l'Empire. Sans doute les exportations vers l'Empire restent plus élevées que les exportations vers les pays étrangers, mais la différence devient beaucoup moins grande. Et surtout à la place d'une balance favorable dans des relations avec l'Empire, on voit que l'Afrique du Sud a une balance lourdement défavorable. C'est de cette situation que se plaignent les représentants de l'Afrique du Sud.

Indice des prix de gros.

(Base 1910 = 1.000.)

	1930	1931	1932	1933	1934
Tous les produits. . . .	1.155	1.119	1.032	1.047	1.143
Produits sud-africains . .	1.027	1.033	952	972	1.115
Produits importés	1.428	1.304	1.197	1.201	1.217

L'Afrique du Sud publie également un indice des prix de gros en distinguant les produits sud-africains et les produits importés. On voit que l'Afrique du Sud s'est trouvée dans une position très difficile. Sa position semble avoir été plus difficile que

celle de la Nouvelle-Zélande. On voit qu'elle s'est améliorée très sensiblement en 1934. L'Afrique du Sud exporte surtout en dehors de l'or (qui bien entendu n'entre pas dans ces calculs), des produits agricoles qui ont été particulièrement touchés par la crise. Toutefois pour avoir une vue complète de la situation économique de l'Afrique du Sud, il faut mettre en balance les bénéfices qu'elle a retirés de l'appréciation de l'or. On voit qu'ils sont très importants et qu'ils ont encore augmenté en 1935.

Prime réalisée sur l'or.

	1932	1933	1934	1935
En £ millions	0,7	21,9	21,2	28,6

Quelle a été la réorientation du commerce sud-africain en ce qui concerne les pays étrangers ? Les quatre principaux pays étrangers avec lesquels l'Afrique du Sud commerce sont l'Allemagne, la Belgique, la France et l'Italie.

Commerce de l'Afrique du Sud avec les Pays étrangers.

Importations (en £ 000).

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Allemagne	3.695	3.344	2.384	3.067	3.041	3.449
Belgique	1.416	1.013	538	928	1.235	1.336
France	1.252	978	586	710	769	734
Italie	835	769	475	738	822	891

Exportations.

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
France	3.156	2.271	2.300	2.805	2.320	2.770
Allemagne	2.204	1.498	1.530	1.942	2.017	3.759
Belgique	2.538	1.476	1.470	2.308	2.062	1.966
Italie	949	649	898	1.129	1.195	672

Du côté des importations, on voit que le seul pays dont les importations soient sensiblement plus basses en 1935 qu'en 1930 est la France. Pour l'Allemagne le chiffre est très légèrement

plus bas et pour les deux autres pays le chiffre est très légèrement plus élevé. Mais comme la £ sud-africaine a été dévaluée, en réalité les importations en provenance de ces pays sont assez sensiblement moins élevées qu'en 1930, et comme le chiffre global des importations est passé de £ 60 à £ 71 millions, la proportion des importations en provenance de ces pays a baissé. Tous ces pays ont donc souffert de la réorientation du commerce sud-africain. La France est le pays qui a le plus souffert, et les trois autres pays ont souffert dans une mesure analogue.

Du côté des exportations, il y a eu des changements plus importants entre ces différents pays. Seules les exportations vers l'Allemagne ont augmenté entre 1930 et 1935, l'augmentation étant surtout importante entre 1934 et 1935. L'augmentation est beaucoup plus importante que celle qui est manifestée par chiffre global des exportations ; l'Allemagne a donc pris une proportion croissante des exportations sud-africaines. Pour l'Italie on voit un accroissement constant des exportations entre 1931 et 1934, puis une chute brusque en 1935, évidemment due à l'imposition des sanctions. Pour la France et la Belgique, on voit qu'il y a une chute assez sensible, la chute en ce qui concerne la France étant en partie due à la cessation de l'exportation de maïs sud-africain vers la France.

6. — L'INDE

L'Inde est le pays britannique dont le commerce a été le plus atteint par la crise. Cela tient à ce que les principaux articles d'exportations de l'Inde sont parmi les produits qui ont subi les baisses de prix les plus catastrophiques. Ainsi entre septembre 1929 et mars 1934, le prix du riz est tombé de 52 %, celui des graines oléagineuses de 55 %, celui du jute brut de 53 %, celui du coton de 51 %.

Commerce de l'Inde en valeur.

(En Rs crores.)

	Importations.			Exportations.		
	Pays britanniques.	Pays étrangers.	Totales.	Pays britanniques.	Pays étrangers.	Totales.
1930	124	117	241	114	204	318
1931	76	89	165	89	137	226
1932	57	69	126	72	89	161
1933	59	73	132	62	74	136
1934	57	58	115	70	80	150
1935	65	67	132	71	84	155

Note. — Ces statistiques sont basées sur l'année financière qui finit le 31 mars :
1 Rs crore = £ 750.000.

Comme on le voit, ces chutes de prix suffisent à expliquer en grande partie la chute des exportations qui est à peu près du même ordre. Et de même la légère reprise qui a eu lieu dans les exportations depuis 1933 peut s'expliquer par la reprise des prix. En effet entre avril 1934 et février 1935, les céréales sont montées de 13 %, les graines oléagineuses de 19 % et le coton brut de 5 %.

Mais le tableau montre aussi que, par rapport à 1930, les exportations de l'Inde sont loin d'avoir atteint un niveau aussi satisfaisant que les exportations des autres pays britanniques.

Quand on examine les importations, on voit qu'elles n'ont pas suivi une courbe aussi régulière que celle des exportations. Il y a eu une baisse très considérable entre 1930 et 1931, une baisse assez importante mais beaucoup moindre entre 1931 et 1932, puis une hausse légère en 1933 ; en 1934, une nouvelle baisse qui marque le niveau le plus bas de la période ; enfin en 1935, elles reviennent au niveau de 1933.

Ces fluctuations ont été amenées par les fluctuations du pouvoir d'achat qui a été très atteint. Les plus atteints ont été les petits cultivateurs. La production industrielle a continué à avancer pendant cette période. Ainsi en 1929, la production de

cotonnades était de 1.893 millions de yards ; en 1934, elle était de 2.945 millions de yards. L'industrie du sucre est celle qui a le plus progressé. En 1926, il n'y avait que 41 raffineries produisant 91.399 tonnes de sucre ; en 1934, il y avait 128 raffineries produisant 554.000 tonnes.

Au contraire, la valeur de la production agricole tombait dans des proportions catastrophiques. On estime que la valeur des principales récoltes est tombée de 1929 à 1933 de Rs 1.118 crores à Rs 534 crores.

Il est vrai que l'agriculture de l'Inde est surtout une agriculture de subsistance, mais il y a des charges qui pèsent sur la terre et en particulier les impôts doivent être acquittés en monnaie et devant la chute des prix, le « ryot » s'est trouvé écrasé. Néanmoins il faut en effet bien se rendre compte quand on compare l'évolution du commerce de l'Inde avec celle du commerce des autres pays britanniques que ce commerce occupe une place beaucoup moindre dans l'économie indienne que dans l'économie des autres pays britanniques. On estime que seulement 7 à 10 % de la production est exportée. Parmi les produits principaux d'exportation sont le coton, le thé et le jute. Or seulement 30 % de la récolte de coton est exportée et encore la culture du coton n'occupe-t-elle que 14 millions d'acres sur une superficie cultivée de 228 millions d'acres. Sans doute la majeure partie de la récolte de jute et de celle de thé est-elle exportée (73 et 88 %) mais ces deux cultures n'occupent que 1 % de la surface cultivée. Même dans le Bengale où la majeure partie du jute est cultivé, 80 % de la surface est consacrés au riz qui est consommé sur place et seulement 6 % au jute.

Si l'on considère maintenant la distribution du commerce de l'Inde, on voit que, contrairement à certains autres pays britanniques, l'Inde fait plus de commerce avec les pays étrangers qu'avec l'Empire britannique, la seule exception étant pour

les importations en 1930. On voit d'autre part que les importations en provenance de l'Empire britannique, se sont plus réduites que les importations en provenance des pays étrangers. La réduction des importations survenue en 1931 a été beaucoup plus considérable pour les importations d'origine britannique, et depuis les mouvements ont été relativement parallèles. C'est l'inverse qui est arrivé pour les exportations. Les exportations à destination de l'Empire ont beaucoup moins souffert que les exportations à destination des pays étrangers. Les exportations à destination de l'étranger restent plus importantes, mais la marge au lieu d'être de Rs 90 crores comme en 1930, n'est plus en 1935 que de Rs 13 crores. Il est vrai que le chiffre total du commerce s'étant réduit, la marge aurait dû se réduire même si les proportions étaient restées les mêmes, mais la réduction est beaucoup plus forte pour la marge de différence que pour le chiffre total. Autrement dit, il y a eu un accroissement considérable de la proportion des exportations allant vers l'Empire.

Nous avons dit que les mouvements du commerce de l'Inde pouvaient s'expliquer en grande partie par les mouvements des prix. On peut se rendre compte dans quelle mesure en examinant quel aurait été le chiffre des importations et des exportations si les prix étaient restés au niveau des prix de 1913-14.

Commerce sur la base de 1913-1914.

(En Rs. crores.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Importations. . . .	189	157	143	162	146	172
Exportations. . . .	263	235	200	176	209	216

On voit que les mouvements restent les mêmes, mais qu'ils sont extrêmement atténués. En particulier si nous considérons le niveau du commerce en 1935 par rapport à 1930, nous voyons que les importations sont réduites d'environ $1/10^e$ et les expor-

tations d'à peine 1/5^e, alors qu'en valeur réelle les importations ont été réduites de près de la moitié et les exportations de plus de la moitié.

Nombre-indice des prix.

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
	—	—	—	—	—	—
Importations. . . .	128	105	88	82	79	77
Exportations. . . .	118	94	78	75	70	70

Comme les Dominions, l'Inde s'est trouvée dans la situation défavorable d'avoir des exportations dont les prix baissaient plus que le prix de ses importations. Si l'on considère les nombres indices des prix des importations et des exportations, on voit que l'indice des exportations reste presque constamment inférieur à l'indice des importations de 9 à 10 points, un resserrement de la marge à 7 points se produisant en 1933 et 1935. Mais naturellement les chiffres absolus étant tombés, la constance de la marge indique une différence proportionnelle plus grande. La situation est donc la plus mauvaise en 1932, et la situation en 1934 est à peu près aussi mauvaise.

Importations en provenance des pays étrangers.

(En %.)

	Allemagne.	Java.	Japon.	États-Unis.
	—	—	—	—
1930.	6,6	5,7	9,8	7,3
1931.	7,5	6,3	8,8	9,1
1932.	8,1	3,8	10,6	10,2
1933.	7,8	2,8	15,4	8,5
1934.	7,7	2,1	14,2	6,2
1935.	7,6	1,4	15,7	6,4

Comment s'est opérée la redistribution du commerce de l'Inde entre les pays étrangers ? En ce qui concerne les importations, il y a quatre pays principaux, l'Allemagne, le Japon, les États-Unis et Java. Le tableau montre que malgré certaines fluctuations, l'Allemagne et les États-Unis ont conservé une part assez stable du commerce d'importation de l'Inde. Pour les deux pays,

il y a un accroissement du pourcentage jusqu'en 1932, et baisse depuis. La part de l'Allemagne est plus stable que celle des États-Unis et en 1935, elle reste à un niveau plus élevé qu'en 1930, tandis que c'est le contraire pour les États-Unis.

Pour Java et le Japon il y a au contraire des changements considérables : baisse dans le cas de Java et hausse dans le cas du Japon. La baisse continue de la part de Java dans les importations de l'Inde tient à la baisse des importations de sucre de canne. Nous avons vu que la production du sucre s'était beaucoup développée dans l'Inde, sous la protection du tarif douanier et ce développement s'est naturellement reflété dans les importations de sucre qui sont passées de plus de 1.000.000 tonnes à 264.000 tonnes en 1934 et ont encore baissé en 1935 (de Rs 60 lakhs en valeur). L'accroissement de la part du Japon dans les importations est essentiellement dû à l'accroissement des ventes de cotonnades japonaises, toujours grâce à leur bon marché. A la fin de 1932-33, il y avait une marge de 30 points (roupie par yard) entre les marchandises du Royaume-Uni et les marchandises japonaises pour les cotonnades grises, de plus de 50 points pour les cotonnades blanches et de plus de 120 points pour les cotonnades de couleur.

Exportations à destination des pays étrangers.

	Allemagne.	Japon.	États-Unis.	France.
	—	—	—	—
1930.	8,4	10,2	11,6	5,3
1931.	6,3	10,6	9,4	4,9
1932.	6,3	8,7	8,9	4,8
1933.	6,5	10,3	7,4	6,0
1934.	6,5	8,5	9,6	4,9
1935.	4,6	15,7	8,5	3,5

Du côté des exportations les quatre pays les plus importants

1. Rs 1 lakh = £ 7.500.

sont l'Allemagne, le Japon, les États-Unis et la France. Le tableau montre que seul le Japon a augmenté sa part. Les trois autres pays ont vu diminuer la leur, la chute la plus importante étant dans le cas de l'Allemagne. En ce qui concerne le Japon on voit qu'il y a eu diverses fluctuations qui se sont terminées par une hausse considérable en 1935. Cette hausse est due à un accroissement des exportations de coton brut dont le Japon prend la plus grande part. Les exportations de coton brut sont en effet passées de 2.729 balles à 3.446 en 1934 et 1935 et de Rs 2.659 lakhs à Rs 3.450 lakhs.

CHAPITRE II

LES RELATIONS DE L'ANGLETERRE AVEC LES DOMINIONS ET L'INDE

Nous avons vu quelle avait été l'évolution générale du commerce des différents pays britanniques. Il nous faut voir maintenant avec quelques détails quelle a été l'évolution des relations entre l'Angleterre et les Dominions.

1. — VUES GÉNÉRALES

Nous avons vu que la proportion des importations de l'Angleterre en provenance de l'Empire s'était accrue sensiblement. Si maintenant nous considérons la répartition de cet accroissement entre les différents pays de l'Empire, nous voyons que tous les pays n'ont pas bénéficié également de cet accroissement.

Importations de l'Angleterre.

En provenance de (en £ millions.)

	Australie.	Canada.	Afrique du Sud.	Nouvelle Zélande.	Inde.
1930 . .	46,5	38,1	20,2	44,9	64,5
1931 . .	45,8	32,8	13,1	37,7	48,7
1932 . .	46,4	43,1	15,5	37,5	42,7
1933 . .	48,6	46,2	14,4	37,2	46,4
1934 . .	50,0	50,4	11,9	40,4	53,4
1935 . .	54,5	60,0	14,0	38,1	51,2

	(En %.)				
	Australie.	Canada.	Afrique du Sud.	Nouvelle-Zélande.	Inde.
1930 . .	4,45	3,65	1,94	4,30	4,89
1931 . .	5,30	3,81	1,52	4,39	4,26
1932 . .	6,55	6,13	2,20	5,28	4,60
1933 . .	7,19	6,84	2,14	5,50	5,53
1934 . .	6,83	6,89	1,62	5,53	5,76
1935 . .	7,17	7,40	1,81	5,04	5,43

Note. — Dans ce tableau, l'Inde comprend Ceylan.

Le tableau montre que l'accroissement du chiffre des importations en provenance de l'Empire est entièrement dû à l'accroissement des importations en provenance du Canada et de l'Australie, l'accroissement étant plus grand pour le Canada. Pour les trois autres pays, le chiffre des importations en 1935 est inférieur au chiffre de 1930.

Si l'on examine, en détail, l'évolution présentée par le tableau, on constate les faits suivants. Pour l'Australie, une très légère baisse en 1931, suivie d'une hausse continue et régulière. Pour le Canada, une baisse assez sensible en 1931, suivie d'une hausse continue avec deux bonds principaux en 1932 et en 1935.

Pour l'Afrique du Sud, une baisse sensible en 1931, une légère hausse en 1932, puis une baisse qui se prolonge en 1934, enfin une hausse en 1935. Pour la Nouvelle-Zélande, une baisse en 1931 puis une stabilité presque absolue jusqu'en 1933, une hausse en 1934 suivie d'une baisse qui ramène les importations à un niveau très légèrement supérieur à celui de 1931. Enfin pour l'Inde, la baisse la plus importante des cinq pays en 1931, qui se continue en 1932 ; une hausse en 1933 qui se continue en 1934, mais qui fait place en 1935 à une légère baisse.

Si nous examinons maintenant la part des importations totales fournies par ces cinq pays, nous voyons que seule l'Afrique du Sud a vu sa part diminuer. Comme il est naturel, c'est le Canada, puis l'Australie qui ont le plus augmenté leur

part, mais la Nouvelle-Zélande et l'Inde ont aussi légèrement augmenté la leur.

**Rang des pays britanniques
dans la liste des pays fournisseurs de l'Angleterre.**

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Canada	11	12	4	3	2	2
Australie	7	5	3	2	3	3
Inde	5	8	7	5	5	5
Nouvelle-Zélande	8	7	6	6	6	6

Si nous examinons le rang occupé par les différents pays britanniques dans la liste des principaux fournisseurs de l'Angleterre, nous constatons tout d'abord que l'Afrique du Sud ne figure pas dans cette liste, c'est-à-dire qu'elle est plus bas que le 12^e rang. En ce qui concerne les quatre autres pays, nous voyons qu'en 1935, il n'y en a aucun qui ait rétrogradé par rapport à 1930, et que seule l'Inde n' a pas avancé. Toujours entre 1930 et 1935, le Canada a avancé de 9 places, l'Australie de 4 et la Nouvelle-Zélande de 2. Alors qu'en 1930, la 2^e et la 3^e places étaient occupées par des pays étrangers (Allemagne et Argentine), elles sont depuis 1933 occupées par des pays britanniques. Enfin dans les 6 premières places entrent depuis 1933, quatre pays britanniques et seules la 1^{re} et la 4^e places sont occupées par des pays étrangers (États-Unis et Argentine).

**Pourcentage des exportations des pays britanniques
allant vers le Royaume-Uni.**

	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936
Australie	44,13	44,12	49,79	47,81	47,78	—	—
Canada	25,2	27,4	30,2	38,9	39,3	41,8	41,7
Nouvelle-Zélande	80,14	87,96	88,02	86,03	81,59	—	—
Inde	21,8	24,0	27,9	28,0	32,2	31,6	—

Note. — Dans ce tableau, comme dans tous ceux où l'on rapprochera les statistiques des différents pays britanniques, on assimilera les périodes pour la commodité de la présentation graphique, mais il ne faut pas oublier qu'il ne s'agit pas des mêmes périodes. En Nouvelle-Zélande et en Afrique du Sud les statistiques sont basées sur l'année civile, comme en Angleterre. En Australie les statistiques couvrent la période 1^{er} juillet-30 juin. Au Canada et dans l'Inde, elles couvrent la période 1^{er} avril-30 mars.

Si l'on examine le même phénomène du côté des Dominions, on voit que l'évolution n'est pas tout à fait parallèle. Le pays qui est le plus dépendant de la Grande-Bretagne, c'est la Nouvelle-Zélande. Mais tandis que sa part dans les importations du Royaume-Uni a augmenté d'une manière presque constante, la part du Royaume-Uni dans ses exportations a augmenté jusqu'en 1932 (l'augmentation la plus considérable ayant lieu en 1931), puis est retombée dès 1933, la première année de l'application des accords d'Ottawa, et a fait une chute considérable en 1934. Nous retrouvons donc la conclusion que nous avons annoncée dans le chapitre précédent : que les variations dans la part des exportations allant vers le Royaume-Uni étaient dues à la plus grande élasticité des marchés américains et d'Extrême-Orient. Une réflexion analogue peut être faite pour l'Australie qui est le pays le plus dépendant du Royaume-Uni après la Nouvelle-Zélande. Il y a toutefois certaines différences. Tout d'abord, la part du Royaume-Uni dans les exportations australiennes, fléchit à peine en 1934. De plus le maximum atteint par la part du Royaume-Uni dans les exportations australiennes (en 1933) coïncide avec le maximum atteint par la part de l'Australie dans les importations du Royaume-Uni. Enfin la baisse légère manifestée par la part du Royaume-Uni dans les exportations de l'Australie en 1934, a été accompagnée d'une baisse plus accentuée de la part de l'Australie dans les importations du Royaume-Uni. Autrement dit le marché anglais pour les produits australiens a été plus élastique en 1934 que les autres marchés de l'Australie (à l'exception, comme nous l'avons vu du Japon).

En ce qui concerne le Canada, on voit qu'il y a accroissement continu et sensiblement concomitant des deux pourcentages. Ceci semble indiquer que, d'une part le rythme d'accroissement des importations anglaises et des exportations cana-

diennes a été à peu près le même et que, d'autre part, les progrès du Canada se sont effectués au détriment d'autres pays fournisseurs de l'Angleterre. Pour l'Inde, nous voyons qu'il y a accroissement continu des deux pourcentages jusqu'en 1934, puis chute légère des deux en 1935. Mais l'accroissement manifesté jusqu'en 1934 par la part des exportations de l'Inde allant vers le Royaume-Uni est très supérieur à l'accroissement manifesté par la proportion des importations anglaises en provenance de l'Inde. Autrement dit le rythme de reprise des importations anglaises a été très supérieur au rythme de reprise des exportations indiennes.

Exportations de l'Angleterre.

A destination de (en £ millions).

	Australie.	Canada.	Afrique du Sud.	Nouvelle- Zélande.	Inde.
1930	31,7	29,1	26,4	17,9	56,9
1931	14,6	20,5	21,8	11,2	35,6
1932	20,1	16,4	18,1	10,4	36,6
1933	21,4	17,4	23,3	9,5	35,5
1934	26,3	20,0	30,3	11,4	39,5
1935	29,5	21,4	33,7	13,4	41,0

(En %).

	Australie.	Canada.	Afrique du Sud.	Nouvelle- Zélande.	Inde.
1930	5,55	5,10	4,64	3,13	9,28
1931	3,74	5,28	5,61	2,88	8,30
1932	5,48	4,50	4,96	2,84	9,34
1933	5,80	4,77	6,36	2,60	9,09
1934	6,63	4,98	7,63	2,89	9,26
1935	6,90	5,02	7,89	3,13	8,88

Si nous passons maintenant aux exportations de l'Angleterre à destination des Dominions, nous voyons qu'il n'y a qu'un seul pays pour lequel les exportations soient à un niveau supérieur à celui de 1930, c'est l'Afrique du Sud. Le mouvement des exportations reflète en grande partie les mouvements de dépression et de prospérité dans les différents pays. Pour chaque pays

il y a une baisse suivie d'une hausse, mais l'année où finit la baisse et où commence la hausse n'est pas la même dans tous les pays. C'est en Australie que le renversement de la tendance se marque le plus tôt : en 1932. Au Canada et en Afrique du Sud, ce renversement a lieu en 1933. En Nouvelle-Zélande en 1934 seulement. Quant à l'Inde, il y a une chute brusque en 1931, suivie d'une légère oscillation, puis la reprise nette en 1934.

L'examen du tableau en pourcentage montre qu'il y a deux pays qui prennent une part plus faible des exportations britanniques qu'en 1930, c'est le Canada et l'Inde ; mais la différence est à peine sensible pour le Canada. La Nouvelle-Zélande prend exactement la même part des exportations britanniques qu'en 1930. L'Australie et l'Afrique du Sud prennent une part plus importante, l'accroissement étant surtout très net pour l'Afrique du Sud.

On remarquera que l'évolution des pourcentages (à part deux exceptions : Afrique du Sud en 1931 et Inde en 1935) est toujours parallèle à l'évolution des chiffres absolus. Par conséquent, pendant la crise les marchés des Dominions se sont trouvés moins résistant que les marchés étrangers et pendant la reprise il se sont montrés au contraire plus élastiques. Ce phénomène peut être expliqué de deux façons : les pays britanniques ont été plus touchés par la crise que les pays étrangers mais ont joui d'une reprise plus rapide et plus importante ; d'autre part les mesures protectionnistes des pays britanniques ont atteint l'Angleterre plus durement que les pays étrangers, mais depuis 1933 l'Angleterre s'est vu accorder un traitement de faveur. L'examen de la part des importations en provenance de l'Angleterre dans les importations totales des pays britanniques nous aidera à décider dans quelle mesure chacun des facteurs a joué.

**Rang des pays britanniques
dans la liste des marchés de l'Angleterre.**

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
	—	—	—	—	—	—
Inde	1	1	1	1	1	1
Union de l'Afrique du Sud .	8	4	5	2	2	2
Australie	3	9	3	3	3	3
Canada	5	5	6	7	4	5
Nouvelle-Zélande.	11	»	»	12	12	11

Il nous faut auparavant examiner quel rang les différents pays britanniques ont occupé dans la liste des marchés de l'Angleterre. Le phénomène le plus caractéristique montré par le tableau est l'ascension de l'Afrique du Sud du 8^e rang en 1930 au 2^e en 1933, rang qu'elle maintient depuis. Les trois tableaux que nous avons examiné nous montrent donc comme le phénomène le plus intéressant de la période, l'accroissement de l'importance du marché sud-africain pour l'Angleterre. Cet accroissement est dû surtout à la prospérité beaucoup plus grande de l'Afrique du Sud que des autres pays. D'ailleurs nous avons vu que les importations totales de l'Afrique du Sud en 1935 étaient bien supérieures à celles de 1930.

Tous les autres pays occupent le même rang en 1935 qu'en 1930. L'Inde malgré un fléchissement de la part des exportations britanniques qu'elle prend reste, et est restée pendant toute la période le meilleur client de l'Angleterre. L'Inde est le seul pays qui n'ait pas bougé sur la liste des marchés de l'Angleterre pendant toute la période. L'Australie est tombée momentanément au 9^e rang en 1931. Le Canada est passé au 6^e, puis au 7^e rang, en 1932 et 1933, puis est monté au 4^e, mais ne l'a pas maintenu en 1935 et est retombé au 5^e. Pour la Nouvelle-Zélande, on voit qu'elle ne figure pas au tableau en 1931 et 1932, ce qui veut dire qu'elle était tombée plus bas que le 12^e rang. Elle est remontée au 12^e rang en 1933 puis au 11^e en 1935.

**Pourcentage des importations des pays britanniques
en provenance du Royaume-Uni.**

	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936
	—	—	—	—	—	—	—
Australie	44,97	39,60	40,63	42,54	43,35	»	»
Canada	15,2	16,5	18,4	21,3	24,2	21,6	21,6
Nouvelle-Zélande .	47,58	50,14	50,95	51,28	50,38	»	»
Inde	42,8	37,2	35,5	36,8	41,7	40,6	»

Si l'on envisage maintenant la part du Royaume-Uni dans les importations des pays britanniques, on voit que pour tous sauf pour l'Inde, il y a eu accroissement de cette part sur la période indiquée. Pour l'Inde, il y a une diminution très sensible en 1931 encore accentuée en 1932. Cette diminution est due à deux causes dont il est difficile de mesurer la part respective : une cause purement économique et une cause politique. La cause économique étant que les exportations anglaises ont été particulièrement touchées par la détresse des paysans indiens et la concurrence japonaise. La cause politique étant le boycottage des cotonnades anglaises, suite de l'agitation nationaliste.

En 1933 et 1934, il y a eu un accroissement sensible, mais en 1935, il y a eu un léger fléchissement par rapport à l'année précédente. Le pays pour lequel l'accroissement est le plus grand est le Canada. Nous voyons que cet accroissement commence dès le début de la période et qu'il y a un fléchissement à partir de 1935. Nous avons expliqué dans le chapitre précédent à quoi était surtout dû l'accroissement. Pour la Nouvelle-Zélande il y a un accroissement brusque de la part des importations en provenance du Royaume-Uni, en 1931, et depuis de légères oscillations avec une pointe en 1933. L'accroissement brusque de 1931 semble dû à la réduction du commerce avec les États-Unis. Pour l'Australie, il y a une chute en 1931 et depuis une augmentation continue. Toutefois l'accroissement en 1934 est

de moins de 1 point, et par conséquent inférieur aux deux accroissements précédents.

On voit donc que pour tous les pays sauf l'Australie, il y a un fléchissement pour la dernière année indiquée et que même pour l'Australie, il y a moindre accroissement. Autrement dit, la tendance semble être la stabilisation de la part des importations britanniques à un niveau supérieur, sauf en ce qui concerne l'Inde, au niveau de 1930, et non à un accroissement continu de cette part.

2. — LES PRODUITS ALIMENTAIRES

Il s'agira seulement dans ce paragraphe des importations de l'Angleterre. Nous avons eu déjà à plusieurs reprises l'occasion de dire que les importations de produits alimentaires avaient connu une stabilité remarquable, tout au moins en volume. Le graphique du commerce en volume fait bien apparaître la différence qu'il y a à cet égard entre les différentes catégories de produits. Toutefois les différentes mesures prises depuis 1933 pour protéger l'agriculture anglaise ont naturellement eu une certaine influence sur les importations de produits alimentaires.

Nous suivrons l'ordre de la nomenclature du Board of Trade.

a) *Les céréales.*

Des céréales la plus importante est évidemment le blé. C'est un produit dont la consommation est essentiellement inélastique et dont les importations varient surtout avec l'état de la récolte nationale. On voit que les importations de blé de l'Angleterre varient d'une manière irrégulière, mais pas dans des proportions très considérables. Toutefois, il se peut que les chiffres des deux dernières années marquent une tendance des importations à se fixer à un niveau légèrement plus bas, à

Importations de blé de l'Angleterre.

(En millions de cwts.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Totales	106,2	121,4	107,1	114,4	104,3	103,2
Canada	26,2	27,1	46,9	45,6	35,7	36,9
Australie	13,2	23,2	24,2	29,3	21,7	17,7
Argentine	15,1	20,7	20,6	24,7	35,1	22,8
Russie	18,9	23,9	3,3	5,8	2,1	"

cause des encouragements donnés à la culture du blé en Angleterre. Bien entendu la provenance des importations dépend aussi des fluctuations des récoltes. Cependant, si l'on compare 1935 à 1930 on voit que les deux pays britanniques qui sont grands fournisseurs de blé ont augmenté sensiblement leur part dans les importations de l'Angleterre. Cet accroissement n'est pas dû aux faveurs accordées à Ottawa, puisqu'il s'est manifesté entre 1930 et 1932 et que depuis 1932, il y a eu une baisse. Cet accroissement est dû essentiellement à la chute des importations en provenance de deux grands pays étrangers : la Russie et les États-Unis. On voit la chute énorme faite par les importations en provenance de la Russie en 1932 ; et depuis les importations sont restées insignifiantes. Le chiffre exact n'est pas donné par le *Board of Trade Journal* pour 1935, mais il est indiqué qu'il est seulement légèrement supérieur à celui de 1934. Les importations en provenance des États-Unis qui ne sont pas portées au tableau ont fait une chute encore plus remarquable de 21,1 millions de cwts, en 1930, elles sont tombées à 5.000 cwts en 1933 et elles sont restées insignifiantes depuis. Des pays étrangers importants, seule l'Argentine a pu augmenter ses ventes de blé à l'Angleterre. Il est bon de rappeler toutefois que le chiffre de 1930 marquait une chute considérable sur le chiffre de 1929. Le niveau relativement élevé des ventes de blé de l'Argentine à l'Angleterre depuis 1933 doit sans doute être attribué au moins

Exportations de blé de l'Australie.

(£ 000.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Totales	10.036	14.744	19.220	17.805	8.874	11.612
Royaume-Uni . . .	5.377	4.917	7.329	7.581	6.596	6.362
Inde	1.937	1.288	33	249	44	25
Chine	»	3.038	4.506	4.943	208	2.080
Japon	703	2.173	3.384	2.730	1.042	2.274

Exportations de blé du Canada.

(En millions de boisseaux.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936
Totales	177,006	217,343	191,316	239,373	175,534	165,702	179,124
Royaume-Uni . . .	113,224	131,779	110,552	150,791	112,788	113,357	133,095
Etats-Unis	6,804	10,338	4,816	52	431	13,933	21,584

en partie, au traité de commerce de 1933. Si l'on considère la part tenue par le Royaume-Uni dans les exportations de blé des deux grands pays britanniques producteurs de blé, on voit que cette part est beaucoup plus importante pour le Canada que pour l'Australie. Si l'on compare 1935 à 1930, on voit que pour les deux pays la part des exportations se dirigeant vers l'Angleterre s'est augmentée, mais pas d'une manière très forte. Si l'on compare l'évolution des différents marchés de ces deux pays pendant cette période, on constate ce que nous avons signalé déjà à plusieurs reprises, c'est-à-dire la plus grande stabilité du marché anglais. Cela est particulièrement marqué pour le Canada. Le seul autre marché important donné dans les statistiques canadiennes est les États-Unis. On voit qu'il ne se compare pas au marché anglais et qu'il a subi une fluctuation extrêmement importante, les exportations tombant à un chiffre insignifiant en 1933 et remontant en 1936 à un chiffre très supérieur à celui de 1930. L'Australie, au contraire, a un marché dont l'importance est comparable à celle du marché anglais, c'est le marché

d'Extrême-Orient (il a même été plus important en 1932 et 1933) mais il est moins stable.

Quant au marché indien, il est devenu insignifiant. La chute soudaine des exportations à destination de la Chine en 1934 est due à l'avantage qui s'est trouvé conféré au blé américain, d'une part par la dépréciation du dollar et d'autre part, par un traité de commerce conclu entre la Chine et les États-Unis. Malgré un relèvement en 1935, le chiffre de ces exportations est encore loin du chiffre atteint en 1931, 1932, et 1933.

Il faut enfin remarquer que le marché anglais absorbe toujours beaucoup plus de blé canadien que de blé anstralien. Et cependant le blé canadien est toujours plus cher que le blé australien. Ainsi en 1934, le prix du blé australien était de 15 % inférieur au prix du blé canadien sur le marché de Londres. La préférence qui se marque ainsi pour le blé canadien tient à la qualité différente des deux blés. Le blé australien donne une farine très blanche mais qui n'est pas « forte », dans le sens où les boulangers entendent ce mot, c'est-à-dire qu'elle ne produit pas une grosse miche.

Importations de farine de blé de l'Angleterre.

(En millions de cwts.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
	—	—	—	—	—	—
Totales	11,5	10,5	8,5	9,8	9,4	8,0
Canada	4,5	3,9	4,0	4,3	4,2	4,2
Australie	1,7	2,6	2,8	2,7	1,9	1,8

Cette particularité explique également le phénomène analogue qui se produit pour la farine. Le tableau montre tout d'abord une réduction sensible des importations de farine de l'Angleterre. Le chiffre pour 1935 est le plus bas qui ait été jamais enregistré. Cette diminution doit sans doute être attribuée aux mesures prises pour favoriser l'agriculture nationale. Mais ni le Canada ni

l'Australie n'ont participé à cette réduction. Comme pour le blé, le marché anglais absorbe beaucoup plus de farine canadienne que de farine australienne, et l'explication est la même que pour le blé. Le terrain que l'Australie avait gagné à partir de 1931, elle l'a reperdu à partir de 1934. La réduction s'est faite entièrement aux dépens des pays étrangers. En particulier les importations de farine en provenance des États-Unis sont tombées régulièrement chaque année et sont passées de 3,1 millions de cwts en 1930 à un chiffre insignifiant à partir de 1934. La baisse des importations en 1935 s'est faite presque entièrement aux dépens de la France, mais il est vrai que l'accroissement constaté en 1933 avait été dû surtout à l'accroissement des importations en provenance de la France.

Exportations de farine de blé du Canada.

(En \$ 000,000.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936
	—	—	—	—	—	—	—
Totales.	45,5	32,9	18,9	17,0	19,7	18,4	19,4
Royaume-Uni. . .	14,1	12,5	7,3	7,8	8,8	8,7	9,6

Quand on considère les exportations de farine du Canada, on voit que l'importance du marché anglais s'est accrue d'une manière très sensible, surtout entre 1930 et 1932. Les autres marchés du Canada se sont évidemment fermés sous l'effet de la crise. Toutefois ici, il ne faut pas invoquer la raison que nous avons mise en avant quand nous avons examiné l'évolution générale du commerce canadien, à savoir, la guerre tarifaire entre le Canada et les États-Unis, parce que les États-Unis de 1930 à 1935 n'ont pris qu'une quantité absolument insignifiante de farine canadienne. Cette quantité a brusquement augmenté en 1935 et de nouveau en 1936. Néanmoins, même en 1936, les importations des États-Unis ne se chiffrèrent qu'à £ 0,5 millions.

Pour l'orge, les sources d'importation ont varié d'une manière

assez irrégulière. Sauf en 1934, c'est la Russie qui a été le premier fournisseur d'orge de l'Angleterre. Parmi les pays d'Empire, le Canada dont les importations avaient subi une réduction extrêmement sensible en 1933, s'est relevé au troisième rang des pays fournisseurs de l'Angleterre en 1934 et au second (avec les États-Unis) en 1935. Les importations en provenance du Canada s'étant accrues en 1935 de 69 % par rapport à 1934.

Pour l'avoine, il y a eu une redistribution également marquée en faveur des pays britanniques et du Canada en particulier. Il y a eu une réduction considérable des importations totales d'avoine. Les importations en 1934 (3,2 millions de cwts) étant les plus basses jamais enregistrées et celles de 1935 (3,6 millions de cwts) n'étant supérieures qu'à celles de 1934. Mais cette réduction s'est faite aux dépens des pays étrangers. Ainsi en 1934, les importations totales tombaient de 12,4 millions de cwts par rapport à l'année précédente, et les importations en provenance de l'Argentine tombaient de 2,2 millions de cwts. Pendant ce temps, les importations en provenance du Canada augmentaient de 53 %. Elles atteignaient 1,9 millions de cwts. Cette augmentation s'est poursuivie en 1935, où le Canada a fourni 93 % des importations d'avoine. Les 7 % restant ont été fournis, pour la quasi totalité par d'autres pays britanniques.

Exportations de maïs de l'Afrique du Sud.

(£ 000.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
	—	—	—	—	—	—
Totales.	2.429	522	691	333	1.021	1.558
Royaume-Uni. . .	1.346	156	287	198	315	619
France.	203	10	»	»	»	26

Pour le maïs, il y a eu un grand accroissement des importations en 1934, Le chiffre pour cette année-là étant le plus élevé enregistré au xx^e siècle. Le chiffre pour 1935 ne le cède qu'à celui

pour 1934. La maïs provient essentiellement de l'Argentine qui a fourni en 1933, 80 % du maïs importé. Le seul pays britannique qui envoie du maïs à l'Angleterre est l'Afrique du Sud. Les importations de maïs en provenance de l'Afrique du Sud se sont fortement accrues en 1935, passant de 1,1 millions de cwts l'année précédente à 3,6 millions de cwts. La même année les importations en provenance de l'Argentine se chiffraient à 53 millions de cwts. Toutefois si l'Afrique du Sud ne fournit qu'une petite partie des besoins du marché anglais, ce marché est important pour elle. L'importance de ce marché pour l'Afrique du Sud a été accentuée par la cessation des exportations à destination de la France, le second marché en 1930. D'autant plus qu'en 1931, 1932 et 1933, les exportations à destination de la Belgique et de l'Allemagne, les 3^e et 4^e marchés en 1930, ont été presque nulles. Par contre, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, il y a eu un accroissement considérable des exportations vers le Canada.

b) *La viande.*

Importations de viande de l'Angleterre.

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
	—	—	—	—	—	—
En millions de cwts . .	31,4	34,2	33,3	30,6	30,7	29,6

Le tableau montre que les importations de viande ont atteint leur plus haut point en 1931 et que depuis elles ont baissé continuellement. Il faut ajouter que 1930 marquait déjà un accroissement sur 1929 et que le chiffre de 1935 est assez voisin de celui de 1929.

Cette évolution est la résultante d'évolutions très différentes des différentes catégories de viande. Les chiffres indiqués ne comprennent ni la volaille, ni le bétail importé sur pied (princi-

palement de l'État libre l'Irlande). Les importations se composent de trois grandes catégories : le bœuf, le mouton et l'agneau, et le jambon et bacon. Pour bien comprendre l'évolution des importations de ces différentes catégories, il faut connaître, en dehors des mesures que nous avons indiquées dans la première partie, un fait important. C'est le changement de goût qui s'est produit depuis un certain nombre d'années en Angleterre. Les Anglais qu'on représente traditionnellement comme des consommateurs de bœuf, introduisent de plus en plus dans leur nourriture le mouton et l'agneau à la place du bœuf. Cette tendance se manifestait avant la période que nous étudions et elle s'est continuée pendant cette période.

La consommation annuelle de bœuf par tête était tombée de 71,2 lbs en 1925 à 69,8 lbs en 1930. Toutefois en 1930, la consommation de bœuf était encore double de la consommation de mouton. La consommation a continué à baisser de 1930 à 1935 et il semble que les efforts que l'on a fait pour maintenir le prix du bœuf n'aient fait qu'accentuer cette tendance. Il faut également signaler qu'avant 1930, il existait une tendance au remplacement du bœuf « frozen » c'est-à-dire congelé, par le bœuf « chilled » c'est-à-dire transporté en chambres froides. Comme nous l'avons déjà fait remarquer, on ne savait pas en 1930, transporter du bœuf en chambres froides de l'Australie (on a fait quelques progrès récemment) et cette tendance favorisait l'Argentine aux dépens de l'Australie. La question ne se pose pas pour le mouton, car le mouton congelé n'a pas les mêmes défauts que le bœuf congelé et par conséquent on n'a pas été tenté de transporter le mouton en chambres froides. Un autre changement de goût qui n'apparaît pas en général dans les statistiques est la préférence qui se manifeste pour l'agneau aux dépens du mouton. L'agneau qui formait $1/2$ des importations de mouton et d'agneau en 1925 en formait les $3/4$ en 1935.

Nous reproduisons une table parue dans l'*Economist* le 11 janvier 1936.

Importations de mouton et d'agneau de l'Angleterre.

(1.000 tonnes.)

	1924	1929	1930	1931-32	1933	1934
	—	—	—	— <i>b</i>	—	—
Nouvelle-Zélande.	120,2	137,5	164,6	195,4	186,7	177,8
Australie	22,6	29,7	40,5	74,4	65,2	81,4
Total: Empire britannique . . .	143,1	167,0	205,2	269,8	252,1	259,2
Argentine	79,1	77,2	72,6	69,8	57,3	46,1
Uruguay	11,6	18,3	21,2	9,8	8,6	6,9
Chili	11,9	16,6	17,7	16,0	13,2	10,3
Total: Pays étrangers	105,7	114,5	114,0	97,2	80,5	64,8
Total général . .	248,8	281,5	319,2	367,0	332,6	324,0

b = année de base d'Ottawa. 1 juillet 1931-30 juin 1932.

Cette table suggère plusieurs réflexions. Tout d'abord on voit que les importations de mouton et d'agneau se sont accrues d'une manière très sensible entre 1924 et 1934. Le chiffre pour 1934 est légèrement inférieur au chiffre de 1933, mais il y a eu une nouvelle augmentation en 1935, les importations atteignant 7 millions de cwts (environ 338.000 tonnes). On voit, d'autre part, qu'il y a eu un changement considérable dans la distribution des importations, changement en faveur des pays britanniques. Les importations en provenance de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande se sont accrues d'une manière considérable, l'accroissement étant proportionnellement plus important pour l'Australie. En 1935, il y a eu de nouveau un accroissement très important des importations de mouton en provenance de la Nouvelle-Zélande et des importations d'agneau, en provenance de l'Australie. L'accroissement des importations en provenance de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande a été beaucoup plus important que l'accroissement des importations totales, et s'est traduit par une forte diminution des importations de provenance

étrangère, et en particulier des importations en provenance l'Argentine. Les deux autres sources importantes ont aussi beaucoup souffert, le Chili subissant toutefois une réduction proportionnellement plus forte que celle subie par l'Uruguay. Ce phénomène était d'ailleurs inévitable étant donné les mesures de contingentement que nous avons signalées dans la première partie. La part de l'Empire britannique dans les importations de mouton et d'agneau s'est ainsi élevée de 57 % en 1924 à 80 % en 1934.

Exportations de mouton et d'agneau de l'Australie.

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Totales	2,4	2,1	3,0	2,7	3,6	4,5
Royaume-Uni . . .	2,1	2,0	2,9	2,6	3,5	4,4

Exportations de viande de la Nouvelle-Zélande.

	1930	1931	1932	1933	1934
Totales.	11,1	9,0	8,5	10,0	12,0
Royaume-Uni . . .	10,7	8,9	8,5	9,9	12,0

Prix moyen du cwts de mouton importé.

1930	1931	1932	1933	1934	1935
£ 3.0.6	£ 2.11.0	£ 2.5.6	£ 2 6.6	£ 2.10.0	£ 2.8.0

Si nous examinons les statistiques de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, nous constatons tout d'abord que la totalité de leurs exportations vont à l'Angleterre. Cette situation explique l'opposition manifestée dans les deux Dominions à l'égard des propositions de contingentement émises en Angleterre et elle explique en même temps que les deux Dominions aient dû finalement accepté un contingent pour l'année 1936 (contingent d'ailleurs largement calculé). Cette situation est d'autant plus grave pour les Dominions qu'il n'existe pas d'autre marché dans

le monde pour leur mouton et leur agneau. Ainsi en 1934, 96 % des exportations mondiales de mouton et d'agneau étaient dirigées vers l'Angleterre. On voit d'autre part que la baisse des prix du mouton sur la période étudiée a été plus que compensée par l'accroissement de la quantité exportée.

Le cas du bœuf est tout à fait différent. Les importations totales de bœuf ont à peine bougé pendant toute la période. Elles étaient de 12,8 millions de cwts en 1930. Après avoir légèrement augmenté en 1931, elles sont retombées à 12,1 millions de cwts en 1932, chiffre auquel elles se sont maintenues en 1933. En 1934, elles sont passées à 12,7 et sont légèrement retombées en 1935 à 12,5. Ces variations sont donc beaucoup trop faibles pour expliquer la chute des prix. De 1930 à 1933, le prix moyen du cwt de bœuf importé passait de £ 2.16, 2 à £ 1, 16, 6. Le prix n'a pas beaucoup changé depuis. Il faut donc ici faire appel au changement de goût que nous avons indiqué. Les changements dans l'origine des importations ont été également beaucoup moins marqué. Le léger changement au profit de l'Empire qui s'est marqué, s'est surtout produit en 1933, où il y a eu une diminution de un peu plus de 630,000 cwt de bœuf « chilled » en provenance de l'Argentine, à peu près compensé par un accroissement de bœuf congelé en provenance de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. D'ailleurs nous avons vu qu'avant Ottawa, le changement de goût se produisait en faveur du bœuf « chilled » et par conséquent si l'on favorisait le mouvement qui s'est produit en 1933, à l'aide d'un système rigide de contingent, on violerait les goûts du consommateur anglais.

Importations de bacon de l'Angleterre.

(En millions de cwts.)

1930	1931	1932	1933	1934	1935
9,0	10,9	11,2	9,1	7,6	6,9

On voit que les importations de bacon étaient en croissance rapide avant 1933 (1930 marquait déjà un accroissement sur 1929). Après 1933, il y a une baisse rapide vers un niveau très inférieur à celui de 1930. Cette baisse a été la conséquence immédiate de l'établissement d'un contingent. Mais cette baisse ne s'est pas répartie également entre les différents pays. Elle a porté essentiellement sur les importations en provenance du Danemark, et aussi sur les importations en provenance des autres pays étrangers. Les importations en provenance de pays britanniques (État libre d'Irlande et Canada) non seulement n'ont pas diminué mais ont même augmenté sensiblement. En particulier les importations en provenance du Canada qui ne formaient avant 1933 qu'une part presque insignifiante des importations totales, se sont élevées à 506.000 cwt en 1933 (de 182.000 l'année précédente) et à 895.000 cwt en 1934. Le Canada est ainsi devenu à partir de 1934 le 2^e pays fournisseur de bacon de l'Angleterre. L'accroissement des importations en provenance du Canada s'est poursuivi en 1935.

Les importations de jambon ont suivi un mouvement analogue. Après s'être accrues jusqu'à 869.000 cwt en 1933, elles sont tombées en 728.000 en 1934 et à 677.000 en 1935. Mais ici, il n'y a pas eu de changements aussi important en faveur des pays britanniques. La part du Canada s'était accrue en 1932 où elle atteignait 18 % des importations totales, l'accroissement se faisant surtout aux dépens des États-Unis. Depuis il n'y a pas eu de changements extrêmement sensibles.

Exportations de jambon et bacon du Canada.

(En \$ millions.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936
	—	—	—	—	—	—	—
Totales.	6,6	2,9	2,4	4,0	12,7	20,0	19,4
Royaume-Uni. . . .	5,6	2,3	1,7	3,4	12,4	19,8	19,0

Si nous consultons les statistiques canadiennes, nous voyons la prépondérance énorme du marché anglais dans les exportations de bacon et jambon du Canada. Nous voyons également que le Canada a bénéficié doublement des mesures de contingentement prises en Angleterre. Il y a un accroissement énorme de la valeur des exportations dû d'une part à l'accroissement des quantités et d'autre part au relèvement des prix. En effet le contingentement des importations a eu pour effet de faire passer le prix du cwt de bacon qui était tombé à £ 2. 13. 1 en 1932, £ 3. 5. 11. en 1933. Il y a eu un léger accroissement en 1934 qui s'est maintenu en 1935.

c) *Les produits de la Ferme.*

Nous commencerons par le beurre. C'est un phénomène remarquable que l'accroissement des importations de beurre. Nous reproduisons une table parue dans l'*Economist* du 7 septembre 1925. Elle montre que les importations de beurre se sont accrues de près de 50 % entre 1929 et 1934. Ce mouvement avait commencé déjà en 1927. Mais il a été arrêté en 1935, où la quantité importée a été inférieure de 1 % au chiffre de 1934.

Importations de beurre de l'Angleterre.

(000 cwts.)

	1929	1930	1931	1932	1933	1934
	—	—	—	—	—	—
Nouvelle-Zélande. . .	1.304	1.564	1.926	2.139	2.512	2.677
Australie.	768	951	1.558	1.795	1.602	2.104
Danemark.	2.204	2.319	2.466	2.584	2.519	2.486
Totales.	6.397	6.822	8.060	8.364	8.832	9.703
Pourcentage impérial .	41,5	45,0	49,5	51,8	52,8	54,4

La plus grande partie du beurre consommé en Angleterre est importée. La production nationale qu'il est, d'ailleurs, assez difficile d'estimer exactement semble n'avoir fourni pendant ces

années qu'environ 1 /10^e de la consommation anglaise. On estime que cette production est restée pratiquement stationnaire.

Prix du beurre.

	1929	1930	1931	1932	1933	1934
	—	—	—	—	—	—
	s d					
Néo-zélandais. . .	473 9	431 3	414 6	403 0	82 6	73 3
Danois.	482 0	450 0	430 0	449 0	104 3	99 0

Prix moyen de la première qualité à Londres.

La baisse des prix considérable que l'on constate est à la fois le résultat et l'explication de l'accroissement des importations. L'accroissement de l'offre a provoqué la baisse des prix et cette baisse a permis un accroissement de la demande. Il est remarquable de constater que la consommation d'un produit alimentaire ait pu être aussi élastique dans un pays ayant un standard de vie aussi élevé que l'Angleterre. La consommation par tête du beurre est passée de 18,7 lbs en 1930 à 25,2 lbs en 1934. La baisse des prix du beurre a également été arrêtée en 1935 : la valeur moyenne du cwt importé passant de £ 3. 8. 7 en 1934 à £ 4. 1. 11, en 1935.

Si l'on considère la répartition des importations, on voit que l'accroissement des importations s'est opéré au profit de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie, les importations en provenance du Danemark restant à peu près stationnaires. En 1935 les importations en provenance de l'Australie ont été à peu près au même niveau qu'en 1934 ; les importations en provenance de la Nouvelle-Zélande ont légèrement baissé et les importations en provenance du Danemark ont baissé de 12 %. Le Danemark qui était le premier fournisseur de beurre de l'Angleterre est passé au 2^e rang après la Nouvelle-Zélande et suivi de très près par l'Australie.

Exportations de beurre de l'Australie.

(£ 000,000.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
	—	—	—	—	—	—
Totales	7,0	8,6	10,2	8,9	8,2	9,6
Royaume-Uni	5,9	7,6	9,4	8,2	7,6	8,9

Exportations de produits de la ferme de la Nouvelle-Zélande.

(£ 000,000.)

	1930	1931	1932	1933	1934
	—	—	—	—	—
Totales	18,3	15,1	15,6	16,4	14,8
Royaume-Uni	16,1	15,0	15,4	16,2	14,6

Les statistiques de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande montrent que pour ce produit encore le marché anglais est pratiquement l'unique marché de ces deux pays. On voit également que pour l'Australie l'accroissement des quantités exportées a été suffisant pour compenser dans l'ensemble la baisse des prix.

Un autre phénomène particulier est que le prix du beurre danois est toujours très supérieur au prix du beurre néo-zélandais. La même remarque pourrait s'appliquer au beurre australien. Dans un article publié dans l'*Australian Quarterly* de mars 1934, M. J. V. Fairbairn, au retour d'un voyage d'Europe essaie d'analyser les raisons de cette différence. Il pense que la première raison c'est que les ménagères anglaises sont conservatrices et qu'habituees à acheter du beurre danois parce qu'il était de meilleure qualité que le beurre australien, elles continuent à l'acheter, quoique la qualité du beurre australien se soit beaucoup améliorée.

Mais si les ménagères anglaises sont conservatrices, elles sont aussi économes. Or le beurre danois, plus frais, s'étend plus facilement que le beurre australien. On estime, à ce point de vue qu'une livre de beurre danois est équivalente à 1 livre 1/4 de

beurre australien. D'ailleurs si le beurre australien s'est beaucoup amélioré, dans l'ensemble, l'Australie continue à exporter, du beurre de qualité inférieure. Tandis qu'au Danemark, les exportations sont réglementées et seul du beurre de première qualité est exporté. Cela explique que le beurre danois continue à avoir une bien meilleure réputation. D'autre part, les exportations de beurre australien sont extrêmement irrégulières à travers l'année, tandis que les Danois qui gardent leurs vaches à l'étable plus de la moitié de l'année et les nourrissent artificiellement réussissent à maintenir une production presque constante toute l'année. Enfin, il y a la raison purement statistique : l'accroissement des exportations de beurre australien comparé à la constance des exportations de beurre danois.

Importations de fromage de l'Angleterre.

	1929	1930	1931	1932	1933	1934
	—	—	—	—	—	—
Nouvelle-Zélande . . .	1.804	1.961	1.733	1.849	2.059	2.092
Canada	723	678	707	747	630	520
Total étranger	418	407	361	314	244	254
Total général	2.994	3.112	2.886	3.003	3.040	2.989
Pourcentage impérial .	86,0	84,1	87,5	89,7	92,0	91,5

Prix du fromage importé.

	1929	1930	1931	1932	1933	1934
	—	—	—	—	—	—
	s d					
Néo-zélandais blanc . .	91 3	77 6	59 0	60 6	47 3	46 9
Canadien blanc	104 9	90 6	72 0	69 0	61 0	54 6

Pour le fromage, nous reproduisons également une table paru dans l'*Economist* du 7 septembre 1935. On voit que contrairement à ce qui s'est passé pour le beurre, les importations sont restées sensiblement stationnaires aux alentours de 3 millions de cwts. Mais il y a eu des variations dans le chiffre des importations des différentes provenances. Les importations en

provenance de la Nouvelle-Zélande se sont accrues aux dépens des importations en provenance des pays étrangers et même de celles en provenance du Canada. Toutefois en 1935, il y a eu diminution du chiffre des importations due à une diminution des importations en provenance de la Nouvelle-Zélande.

La différence de prix entre le fromage canadien et le fromage néo-zélandais s'explique en grande partie par la différence entre les quantités importées.

On voit que l'Angleterre achète la plus grande partie de son fromage à l'Empire et que la proportion fournie par l'Empire a augmenté sensiblement à partir de 1931. La production nationale qui fournit environ 1/4 de la consommation totale, a été très stable pendant toute cette période. La baisse considérable des prix n'a donc pas stimulé la consommation comme cela a été le cas pour le beurre. Cette baisse a été arrêtée, comme celle du prix du beurre, en 1935. Le prix moyen du cwt importé passant de £ 2. 6. 11 en 1934 à £ 2. 9. 0 en 1935.

Pour les œufs, la quantité importée qui avait atteint un maximum en 1930, a décliné depuis. Cette diminution jusqu'en 1934 a porté exclusivement sur les importations de provenance étrangère qui sont tombées de 2.474 millions à 1.548, tandis que les importations de provenance impériale étaient de 698 et de 696 millions. Toutefois en 1935, la quantité d'œufs importée s'est accrue de 5 1/2 % par rapport à 1934, cette augmentation étant due à l'augmentation des importations de provenance étrangère, et en particulier en provenance de Hollande. A l'intérieur de l'Empire, il y a eu des changements assez grands; les importations en provenance de l'Australie se sont accrues constamment jusqu'à un maximum en 1934, tandis que les importations ou en provenance de l'État libre d'Irlande ont diminué aussi régulièrement.

d) *Les Fruits.*

Il y a eu un accroissement remarquable de la consommation des fruits en Angleterre dans ces dernières années. La consommation par tête est passée de 70 lbs en 1924 à 96 en 1934. Comme les $\frac{3}{4}$ environ des fruits consommés en Grande-Bretagne sont importés, cet accroissement de la consommation s'est traduit par un accroissement des importations. Les importations qui s'étaient établies à une moyenne d'environ 713.000 tonnes avant guerre étaient de 1.463.000 tonnes en 1933 et de 1.354.000 tonnes en 1934. La légère diminution en 1934 est due à une diminution des importations de pommes et de poire, causée par une récolte nationale particulièrement abondante. En 1935, il y a eu un accroissement en valeur de £ 4,5 millions pour la catégorie : fruits et légumes, ce qui malgré une hausse des prix indique une augmentation de la quantité importée, à l'exception des oranges, des citrons et des raisins.

En même temps, il y a eu un accroissement considérable de la proportion des importations fournies par l'Empire. Cette proportion qui était de 25 % avant guerre était de 46 % en 1934. Seuls les citrons continuent à être importés presque exclusivement des pays étrangers. Ils venaient jusqu'ici principalement d'Italie. L'accroissement des importations de fruits en provenance de l'Empire intéresse d'ailleurs en grande partie l'Empire colonial et les pays sous mandat dont nous ne nous occupons pas ici. Ainsi la plus grande partie des bannanes est importée des Antilles, et la Palestine est devenue le premier fournisseur d'oranges de l'Angleterre. Cependant l'Afrique du Sud est aussi intéressée au commerce des oranges. Elle a augmenté assez sensiblement ses ventes d'oranges à l'Angleterre qui constitue pratiquement son unique marché. L'accroissement apparaîtra encore plus considérable si l'on tient compte de la baisse des

prix. Les oranges qui valaient 21 s. 2 d. par cwt à Londres en 1919 ne valaient que 15.7 en 1935 ¹.

Exportations d'oranges de l'Afrique du Sud.

(£ 000.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Totales	878	775	850	969	1.094	1.023
Royaume-Uni	856	755	836	918	988	970

En dehors des oranges l'Afrique du Sud exporte des raisins et des pamplemousses. Pour ce dernier fruit, elle continue à être le second fournisseur de l'Angleterre, après les États-Unis.

Exportations de fruits de la Nouvelle-Zélande.

(£ 000.)

	1930	1931	1932	1933	1934
Totales	669	669	800	721	780
Royaume-Uni	494	556	739	623	621

Exportations de fruits du Canada.

(\$ millions.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936
Totales	9,6	8,4	7,5	8,7	14,6	10,5	11,3
Royaume-Uni	7,2	5,5	6,2	8,0	12,7	8,9	10,4

Exportations de fruits frais de l'Australie.

(£ millions.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Totales	1,9	1,6	2,1	2,4	2,0	1,8
Royaume-Uni	1,3	1,0	1,6	1,9	1,4	1,4

Si l'on examine les exportations de fruits des autres pays britanniques, on voit que pour tous le marché anglais absorbe de beaucoup la plus grande partie de leurs exportations. La Nou-

1. Chiffre basé sur les neuf premiers mois.

velle-Zélande a accru ses ventes à l'Angleterre, mais la chute des prix depuis 1932 s'est reflétée dans la baisse de la valeur des exportations. La Canada a brusquement accru ses ventes presque tout de suite après Ottawa en 1933-34. La baisse qui s'est marquée ensuite tient d'une part à la baisse des prix et de l'autre à la réduction des importations de pommes de l'Angleterre en 1935 que nous avons mentionnée plus haut. Les pommes sont le principal fruit exporté par le Canada. L'Australie enfin a marqué un accroissement de ses exportations en 1932 et 1933. La baisse manifestée depuis s'explique d'une manière analogue à la baisse des exportations canadiennes : baisse des prix et diminution des importations de poires de l'Angleterre ; les poires étant le principal fruit exporté par l'Australie.

e) *Le thé.*

Les importations de thé dont une partie importante est reexportée, varient d'une année à l'autre d'une manière assez sensible et irrégulière. Ces variations dues à l'état des récoltes sont compensées en grande partie par des variations inverses des stocks. En 1932, première année d'application du nouveau tarif anglais, les importations en provenance de l'Inde et de Ceylan et des autres pays britanniques s'accrurent aux dépens des importations en provenance de Chine et des autres pays étrangers. Mais par la suite les importations en provenance de Chine se sont accrues pour atteindre en 1934 un maximum de 21 millions de lbs. Au contraire les importations en provenance des Indes néerlandaises subissaient une baisse sensible. En 1935, les importations de thé ont été les plus basses enregistrées depuis 1925 et la réduction s'est répartie sur tous les pays fournisseurs de thé de l'Angleterre, la Chine subissant la baisse la plus sensible.

Exportations de thé de l'Inde.

(En millions de lbs.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Totales	376,6	336,2	341,5	379,0	318	312,1
Royaume-Uni . .	317	299	291	331	276	289
Pourcentage du Royaume-Uni .	85,3	84,7	87,4	86,4	88,5	90,2

Si l'on consulte les statistiques de l'Inde on voit que la quantité de thé exportée a varié d'une manière assez irrégulière, mais que la part déjà prépondérante du Royaume-Uni dans les exportations de thé de l'Inde s'est encore accrue pendant cette période. Le thé entre, d'autre part, pour 38,5 % dans les exportations de l'Inde à destination de l'Angleterre

M. Sarkar estime que sans la préférence obtenue par l'Inde, ce serait Ceylan qui aurait développé surtout ses exportations de thé.

f) Produits divers.

Parmi les autres produits alimentaires, le café et le cacao intéressent à peu près exclusivement l'Empire colonial. Le sucre intéresse l'Empire colonial, mais aussi l'Australie. La consommation de sucre s'est accrue principalement sous l'effet de la baisse des prix. Le prix moyen du cwt importé est passé de 8 s. 1 d. en 1931 à 6 s. 5 d en 1935. A partir de 1933, l'Australie a développé ses exportations de sucre vers l'Angleterre qui ont atteint en 1934, un chiffre record de 6,9 millions de cwt. Mais il y a eu une chute légère en 1935. Toutefois l'accroissement des quantités n'a pu compenser la baisse des prix et la valeur des exportations de l'Australie vers le Royaume-Uni qui est l'unique marché du sucre australien, est restée presque constamment inférieure au chiffre de 1929-30.

Le tabac intéresse parmi les pays dont nous nous occupons

l'Inde et le Canada. Dès 1932, les importations de provenance britannique se sont accrues alors que les importations totales diminuaient. La proportion des importations en provenance de l'Empire atteignit 27 %, la proportion la plus forte atteinte jusque là. Depuis 1932, les importations totales ont augmenté, mais les importations en provenance de l'Empire après avoir atteint le chiffre record 49,3 millions de lbs, sont tombées à 47,6 en 1934, puis 45, 1 en 1935. Toutefois en 1935, les importations en provenance de l'Inde ont été plus élevées qu'en 1934.

3. — LES MATIÈRES PREMIÈRES

a) *Les Textiles.*

Ce sont parmi les produits qui ont le plus souffert de la crise. En particulier dès 1930, la valeur des importations de coton baissaient de 34 %. Il est vrai que la valeur moyenne de la livre de coton importé était tombée de 11,8 d à 8,7. La quantité de coton importé n'en avait pas moins baissé. Après s'être relevée jusqu'en 1933, elle est retombée, en 1934 au niveau inférieur de 1932 où elle est restée en 1935. La plus grande partie du coton importé par l'Angleterre lui vient de pays étrangers : les États-Unis, l'Égypte et les pays sud-américains, en particulier le Brésil. Par contre le coton est un des produits d'exportation importants de l'Inde. On voit que les exportations de coton de l'Inde ont souffert d'une manière extrêmement considérable, surtout en valeur. L'Inde a relativement souffert plus que d'autres pays exportateurs à cause du prix relativement élevé de son produit. Le Royaume-Uni n'est pas le marché le plus important pour le coton de l'Inde. Nous avons vu, à cet égard que le coton indien ne convenait pas à l'industrie textile anglaise (voir Partie I, ch. II p. 61). Sans doute la proportion des exportations prises par le Royaume-Uni s'est accrue d'une manière assez

sensible, mais la proportion prise par le Japon s'est accrue d'une manière plus importante. Pendant ce temps les proportions prises par la Chine et par l'Allemagne ont diminué assez fortement, et la part prise par l'Italie a diminué légèrement. Le Japon est resté constamment et de beaucoup le premier marché pour le coton indien, mais l'Angleterre est passée du 5^e rang au 2^e.

Exportations de coton de l'Inde.

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
En millions de balles .	4.070	3.926	2.369	2.063	2.740	3.446
En Rs crons	65	46	23	20	27	34

	(En %)					
	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Royaume-Uni. . .	6,6	6,3	6,6	7,8	12,7	9,9
Japon	41,9	45,3	47,1	54,5	39,6	61,6

Contrairement à ce qui s'est produit pour le coton, les importations anglaises de laine se sont accrues pendant cette période d'une manière presque continue. Seule l'année 1934 a marqué une baisse sur l'année précédente. Mais en 1935, il y a eu une nouvelle augmentation, le chiffre pour cette année étant le plus élevé enregistré depuis 1922. Malgré l'augmentation des importations anglaises, l'Empire produit beaucoup plus de laine que l'Angleterre ne peut en absorber. Si l'on consulte les statistiques des trois grands pays producteurs de laine de l'Empire, l'on voit qu'il n'y a que la Nouvelle-Zélande qui envoie plus de la moitié de ses exportations à l'Angleterre. Encore la proportion prise par le Royaume-Uni a-t-elle baissé en 1934. Pour l'Australie au contraire, la part des exportations prise par l'Angleterre a augmenté, mais la part prise par le Japon a augmenté encore plus vite. L'accroissement de la part de ces deux pays a été corrélatif de la diminution des exportations à destination de la

France et de l'Allemagne. Enfin pour l'Afrique du Sud, la part relativement faible prise par l'Angleterre a encore diminué pendant cette période, et en 1935 l'Angleterre comme marché pour la laine sud-africaine est passé au 3^e rang derrière l'Allemagne et la France.

Exportations de laine de l'Australie.

(£ A millions.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Totales.	»	29,4	29,0	32,1	49,9	34,2
Royaume-Uni. . . .	10,4	9,0	10,1	9,6	14,8	13,5
Japon	4,3	6,4	7,3	7,7	11,9	8,6

Exportations de laine de l'Afrique du Sud.

(£ S. A. millions.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Totales	8,2	5,5	6,4	8,4	7,6	8,9
Royaume-Uni	3,4	1,7	1,8	2,6	1,7	2,0
France	2,0	1,7	1,8	2,0	1,8	2,2
Allemagne.	1,4	1,1	1,3	1,5	1,6	3,0

Exportations de laine de la Nouvelle-Zélande.

(£ N.-Z. millions.)

	1930	1931	1932	1933	1934
Totales.	7,7	5,5	5,7	7,4	12,5
Royaume-Uni.	6,2	4,3	4,4	5,5	8,2

Prix moyen de la livre de laine importée en Angleterre.

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
En d	13,1	9,2	8,5	9,0	11,3	9,9

Parmi les autres textiles, celui qui intéresse le plus l'Empire c'est le jute. L'Inde a pratiquement un monopole du jute brut. Ses exportations sont naturellement bien en excès des besoins du Royaume-Uni. La part prise par le Royaume Uni est restée assez sensiblement stationnaire, passant seulement de

20,5 % à 21,5 % entre 1930 et 1935. Cette proportion varie d'ailleurs uniquement d'après l'activité des usines anglaises, puisque pratiquement tout le jute importé vient de l'Inde. Parmi les autres marchés de l'Inde, les États-Unis, l'Allemagne et la France prennent tous les trois une proportion moindre des exportations indiennes en 1935 qu'en 1930. La proportion prise par l'Italie et par la Belgique s'est au contraire accrue.

b) *Les minerais et métaux.*

Parmi les pays que nous étudions, le seul dont les exportations de métaux soient très importantes est le Canada. Les tables que nous donnons concernent à la fois le métal brut et le métal ouvré, mais les exportations de métal brut sont les plus importantes.

Exportations de cuivre du Canada.

(\$ millions.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936
Totales.	39,6	23,5	19,8	12,3	19,2	24,5	31,0
Royaume-Uni. . .	0,7	0,3	3,0	6,2	10,9	14,7	16,4
Etats-Unis . . .	35,7	22,3	14,4	3,7	2,3	4,5	5,6

Exportations de nickel du Canada.

(\$ millions.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936
Totales	25,0	18,2	12,1	7,5	28,2	28,4	41,6
Royaume-Uni . .	2,5	5,9	3,6	1,1	8,5	9,7	16,4
Etats-Unis . . .	17,8	9,7	5,9	3,7	12,7	12,4	17,4

On voit quelle progression remarquable ont marqué les exportations des deux métaux principaux vers le Royaume-Uni. En ce qui concerne le nickel, cette progression n'a pas nuï aux exportations vers les États-Unis qui après avoir beaucoup fléchi sont revenues, en 1935, au niveau de 1930, et il y a eu une progression considérable des exportations totales. On

attribue généralement cette progression à l'activité des usines d'armement. Au contraire, en ce qui concerne le cuivre, il y a eu véritable détournement des exportations, effet de la préférence impériale d'une part et de la politique tarifaire des États-Unis de l'autre. Le Canada a aussi vu le Royaume-Uni lui acheter des quantités croissantes d'autres métaux. Les exportations de plomb vers le Royaume-Uni sont passées de \$ 1,8 million en 1932-33 à \$ 3,3 millions en 1933-34 et à 3,2 en 1934-35. Les exportations de zinc sont passées de \$ 1,9 million en 1932-33 à \$ 4,3 millions en 1933-34 et à \$ 5,3 millions en 1934-35. Enfin les exportations d'amiante sont passées de \$ 85.000 à \$ 315.000 et \$ 310.000.

Exportations de plomb de l'Australie.

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Totales	3,4	2,4	2,3	2,4	2,4	2,4
Royaume-Uni	2,1	1,7	1,9	2,1	2,1	2,3

L'Australie exporte du plomb. On voit que les exportations après avoir baissé sensiblement en 1931 sont restées à un niveau à peu près constant depuis. Les exportations vers le Royaume-Uni après avoir baissé également en 1931 ont augmenté d'une manière régulière depuis, formant ainsi une proportion croissante du total. En 1935, le Royaume-Uni a constitué pratiquement l'unique marché pour le plomb australien.

L'Inde exporte également un certain nombre de métaux. Le Royaume-Uni a pris 48,1 % de ses exportations de métaux en 1933-34, mais seulement 41,5 en 1934-35. Les deux produits qui ont marqué la plus grande progression sont le minerai de manganèse dont les exportations vers le Royaume-Uni sont passées de 54.000 tonnes en 1931-32 à 159.000 en 1934-35, et le minerai de chrome dont les exportations dans le même temps sont passées de 3.800 tonnes à 9.900 tonnes. Les exportations de

plomb qui étaient de 41.000 tonnes en 1931-32 sont passées à 54.500 tonnes en 1933-34 mais sont retombées à 37.700 en 1934-35. Enfin les exportations de gueuses de fonte sont passées de 69.000 tonnes en 1931-32 à 98.000 en 1934-35.

c) *Les graines oléagineuses.*

Exportations de graines oléagineuses de l'Inde.

	(En %)					
	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Royaume-Uni. . .	16,5	15,0	13,0	10,9	23,8	32,9
Allemagne . . .	19,8	13,1	13,7	9,5	11,1	8,4
France.	25,0	21,9	30,9	38,1	23,3	14,7

Parmi les pays dont nous nous occupons, le grand pays exportateur de graines oléagineuses est l'Inde. On voit que la part prise par le Royaume-Uni qui avait baissé pendant la première partie de notre période a augmenté d'une manière très considérable dans les deux dernières années, et qu'en 1935 cette part est double de ce qu'elle était en 1930. Les deux autres marchés les plus importants ont vu leur part se réduire corrélativement. La part de l'Allemagne s'est réduite d'une manière presque continue tandis que la part de la France évoluait d'une manière inverse de celle de l'Angleterre. Cette évolution est due en grande partie à l'évolution des exportations de graines de lin qui sont les plus importantes et qui sont les seules à avoir reçu une préférence sous la forme d'un droit de 10 % sur les graines de provenance étrangère. On voit que les exportations de graines de lin vers le Royaume-Uni après avoir baissé d'une manière très sensible jusqu'en 1932, ont dès la première année complète d'application des accords d'Ottawa (1933-34) fait un bond considérable. Sans doute le chiffre atteint cette année-là ne s'est pas maintenu en 1934-35 mais la réduction a été générale, les

exportations de graines de lin baissant en valeur de Rs 1,58 lakhs et nous voyons que la proportion prises par le Royaume-Uni s'est en fait augmenté.

Exportations de graines de lin vers le Royaume-Uni.

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
En millions de tonnes.	79,5	58,0	14,0	14,3	176,0	103,8

d) Les peaux.

Si l'on examine les exportations de peaux des quatre pays exportateurs, on voit que l'évolution de leurs rapports avec le Royaume-Uni a été bien différente. Il y en a deux pour lesquels (tout au moins en ce qui concerne les peaux de mouton qui forment la part principale de leurs exportations de peaux), la proportion allant vers le Royaume-Uni a été relativement constante. Le meilleur marché de ces deux pays n'est d'ailleurs, pas le Royaume-Uni. Pour l'Australie, la France prend de beaucoup la plus grande part de ses exportations. Pour l'Afrique du Sud, la France, les États-Unis et le Royaume-Uni se partagent la plus grande partie de ses exportations en parts sensiblement équivalentes. Pour la Nouvelle-Zélande, la valeur des exportations vers le Royaume-Uni est restée pratiquement constante, pendant que la valeur des exportations totales se réduisaient de moitié entre 1930 et 1932 puis revenait au chiffre de 1930, en 1934. Mais comme ces statistiques ne distinguent pas entre les peaux et les fourrures, il est difficile de comparer avec les deux autres pays.

Exportations de peaux de mouton de l'Australie.

(En £ A millions.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Totales	3,2	2,0	1,1	1,4	2,6	1,8
Royaume-Uni . . .	0,8	0,6	0,3	0,3	0,6	0,3
France	1,6	1,0	0,5	1,0	1,7	1,1

Exportations de peaux et fourrures de la Nouvelle-Zélande.

(En £ N.-Z. millions.)

	1930	1931	1932	1933	1934
Totales	2,2	1,3	1,4	1,9	2,2
Royaume-Uni	0,7	0,5	0,5	0,5	0,7

Exportations de peaux de mouton de l'Afrique du Sud.

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Totales	1,0	0,6	0,5	1,0	0,8	0,8
Royaume-Uni	0,3	0,1	0,1	0,3	0,2	0,2
Etats-Unis	0,3	0,3	0,1	0,3	0,2	0,2
France	0,4	0,1	0,2	0,4	0,2	0,3

Exportations de peaux de l'Inde (brutes et tannées.)

(En %.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Royaume-Uni	46,0	52,5	59,9	66,3	63,2	66,0
Etats-Unis	28,1	22,9	20,5	12,4	16,7	13,8
Allemagne	7,5	5,8	3,9	3,9	4,9	4,1

Exportations de peaux à destination du Royaume-Uni.

(En tonnes.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Peaux brutes	1.400	2.700	3.500	3.500	7.000	5.600
Peaux préparées	18.300	16.500	14.800	13.700	18.800	16.900

Les exportations de l'Inde ont subi, au contraire, une évolution bien différente. La part prise par le Royaume-Uni s'est accrue d'une manière presque constante pendant toute la période.

Cette évolution est donc antérieure à Ottawa. Si l'on considère que l'autre grand marché pour les peaux indiennes est les États-Unis, il semble probable que cette évolution a été provoquée en partie par la fermeture du marché américain par des mesures douanières et en particulier par le tarif de 1930. Des mesures douanières conjuguées avec la crise sont probablement responsables aussi de la baisse relative des exportations vers

l'Allemagne. Si l'on considère séparément les exportations de peaux brutes et les exportations de peaux préparées on voit que les exportations de ces deux catégories vers le Royaume-Uni n'ont pas eu le même sort. Il y a eu augmentation presque continue des envois de peaux brutes. Il y a eu, au contraire baisse des exportations de peaux préparées jusqu'en 1933 puis reprise très nette en 1934.

c) *Le bois.*

Exportations de planches et madriers du Canada.

(Mst 000.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936
Totales . . .	1.807	1.309	906	620	1.211	1.301	1.382
Royaume-Uni .	488	464	417	498	596	766	712
Etats-Unis. . .	1.419	975	598	233	323	235	404

Parmi les pays dont nous nous occupons, seul le Canada exporte du bois vers l'Angleterre. On voit que les exportations de planches et de madriers du Canada vers le Royaume-Uni ont été presque stationnaires pendant la première partie de notre période et qu'elles ont fait un bond dès la première année complète d'application des accords d'Ottawa, en 1933-34. La progression s'est continuée l'année suivante pour marquer seulement une faible baisse en 1935-36. Cette progression tient à deux choses : à la préférence accordée au bois canadien, et au boom du bâtiment qui est un des traits les plus remarquables de l'économie anglaise pendant ces dernières années. La préférence a été d'autant plus précieuse au Canada, que ce produit, qui vient au 5^e rang (en 1934) de ses exportations a été particulièrement touché par les mesures tarifaires des États-Unis. La proportion des exportations allant vers les deux grands marchés s'est ainsi trouvée complètement bouleversée.

Parmi les autres formes du bois, on peut noter que les expor-

tations de pulpe, dont le total a à peine changé, sont passées pour le Royaume-Uni de 0,2 millions de cwts en 1929-30 à 1,1 en 1935-36. Elles n'en restent pas moins dans cette dernière année tout juste le 1/10^e des exportations vers les États-Unis.

En valeur, les exportations de bois vers le Royaume-Uni sont passées de \$ 5,1 millions en 1932-33 à \$ 11,9 millions l'année suivante et à \$ 16,4 en 1934-35.

f) *Les combustibles.*

Importations de charbon du Canada

(\$ millions.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936
Totales.	56,8	52,2	39,3	52,3	32,9	40,4	38,2
Royaume-Uni. . .	5,3	6,1	5,2	8,3	8,9	8,4	7,7
Etats-Unis . . .	50,8	44,2	33,8	23,8	30,0	31,7	29,3

Des deux grands combustibles, l'un, le pétrole n'existe pas dans les pays que nous étudions, l'autre est un produit d'exportation de l'Angleterre, mais seul le Canada en importe des quantités importantes. On voit qu'il y a eu accroissement des importations en provenance du Royaume-Uni de 1930 à 1933, et depuis stabilité presque absolue avec seulement une légère baisse la dernière année. Cette évolution ne peut être due qu'aux mesures prises par le Canada contre les importations de provenance américaine. Cet accroissement des importations de charbon du Canada a été assez utile à l'Angleterre. En 1931, le seul pays qui prenait plus de charbon qu'en 1929 était le Canada. En 1932, 7 pays prenaient plus de charbon que l'année précédente et de ceux-ci c'était le Canada qui accusait l'augmentation la plus importante (709.000 tonnes ou 78 %). En 1933, le Canada était seul avec les Pays scandinaves parmi les marchés importants qui prenaient plus de charbon que l'année précédente l'accroissement étant de 107.000 tonnes ou 7 %.

4. — LES PRODUITS FINIS

a) *Les textiles.*

Les exportations de textiles britanniques subissent depuis déjà longtemps une crise grave. La part des textiles dans les exportations britanniques est allée en diminuant. De 38,9 % en 1924, cette part était tombée à 26,5 % en 1930. Pendant notre période cette part a été relativement stable. Descendue à 25,5 % en 1931, elle est remontée à 28,8 % en 1932 où elle est restée pendant trois ans pour redescendre à 27,5 % en 1935.

Le coton est le produit textile le plus important. Les exportations de coton formant 15,4 % des exportations totales en 1931 et 16,2 % en 1934. Parmi les produits du coton, ce sont les cotonnades qui ont souffert le plus : en 1930, il y avait déjà eu une réduction de 34 % par rapport à l'année précédente. En 1931, il y eut une nouvelle réduction de 29 % par rapport à 1930, les exportations tombant à moins de 40 % du chiffre de 1924. Il y eut une certaine amélioration en 1933, mais elle ne s'est pas maintenue et chaque année depuis a amené une nouvelle baisse.

Exportations de cotonnades de l'Angleterre.

(En millions de sq yards.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Inde	778	390	599	486	583	543
Australie	129	122	167	146	141	118
Afrique du Sud		55	47	113	121	118
Canada			27	47	64	60
Argentine		93	116	146	161	134
Pays scandinaves.		68	72	84	94	85

Si l'on considère la répartition des exportations, on voit que pour presque tous les pays portés au tableau, il y a eu accroissement par rapport à 1931. Le *Board of Trade Journal* ne donne malheureusement pas tous les chiffres pour 1930. Mais il indique

qu'en 1931, il y a eu baisse par rapport à 1930 pour tous les marchés sauf pour la Chine. Plus de la moitié de la chute totale est due à la chute des exportations vers l'Inde. Il en avait déjà été de même l'année précédente. Si l'on compare avec l'année 1924, prise souvent comme type des années d'après-guerre, il n'y a eu d'augmentation parmi les pays britanniques que pour le Canada et l'Afrique du Sud. L'augmentation est particulièrement nette pour l'Afrique du Sud qui en 1935 a pris près de deux fois plus de cotonnades qu'en 1924.

Au contraire, malgré une hausse sensible par rapport à 1931, les exportations vers l'Inde ne sont en 1935, qu'environ 1/3 de ce qu'elles étaient en 1924. La chute des exportations vers l'Inde qui reste malgré tout le premier marché pour les cotonnades anglaises a donc joué un rôle primordial dans la crise de l'industrie cotonnière anglaise. Les causes en sont multiples. Il y a tout d'abord, la chute considérable du pouvoir d'achat du paysan indien ; il y a ensuite les mesures de protection douanière et l'encouragement de l'industrie locale ; il y a également la concurrence japonaise et enfin un facteur dont il est très difficile d'apprécier l'importance le boycottage d'origine politique.

Importations de produits de coton de l'Inde.

(En %.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Royaume-Uni. . .	63,5	58,0	51,6	53,0	58,8	59,7
Japon	26,5	30,3	35,5	38,0	35,0	32,4

Le seul facteur dont il soit possible d'apprécier les effets d'une manière suffisamment exacte, c'est la concurrence japonaise. On voit qu'entre 1929-30 et 1931-32, la part des importations indiennes de coton est tombée de 12 points pendant que la part fournie par le Japon augmentait de 10. Presque tout le marché perdu par l'Angleterre était gagné par le Japon. Mais en même

temps le marché se rétrécissait. Entre 1929-30 et 1931-32, les importations totales de produits de coton de l'Inde se trouvaient divisées par 2,5. Dans le même temps, les importations en provenance du Royaume-Uni étaient divisées par 3,1. La différence est due essentiellement à la concurrence japonaise. On voit que depuis les exportations de cotonnades vers l'Inde n'ont pas augmenté. Cela est également vrai pour les produits de coton en général. Mais la part de l'Angleterre dans les importations de l'Inde a augmenté, une partie du terrain perdu au Japon étant reconquise. La part de l'Angleterre a fait un bond très marqué, la première année complète d'application d'Ottawa et le progrès s'est légèrement accentué l'année suivante.

Au Canada, il y a eu accroissement sensible de la part des importations en provenance de l'Angleterre aux dépens des importations en provenance des États-Unis. Les importations de coton en provenance de l'Angleterre étaient de \$ 11,8 millions en 1929-30 et de \$ 10,8 millions en 1935-36, mais les importations totales étaient passées de \$ 54,1 millions à \$ 33,7 millions, la baisse était presque entièrement subie par les États-Unis, les importations en provenance de ce pays passant de \$ 38,6 millions à \$ 20,1 millions.

La Nouvelle-Zélande qui n'est pas portée au tableau achète la presque totalité de ses cotonnades à l'Angleterre. Il n'y a eu aucun changement à cet égard.

On voit que l'Argentine et les Pays scandinaves ont marqué un accroissement très net par rapport à 1931, accroissement qui peut se comparer à l'accroissement marqué par les pays britanniques. Par rapport à 1924, il y a eu légère baisse pour l'Argentine, mais hausse sensible pour les Pays scandinaves, hausse qui n'est dépassée que par l'Afrique du Sud.

Les exportations de laine ont été beaucoup moins éprouvées que celles de coton, et elle ont connu une reprise très sensible.

Leur part dans les exportations totales qui était de 7,3 % en 1930 est montée progressivement jusqu'à 9,1 % en 1935, dépassant la proportion atteinte en 1929. En particulier, les tissus de laine qui sont le produit de la laine le plus important ont atteint en 1935, un niveau nettement supérieur au niveau de 1930 et même pour une des deux grandes catégories, un niveau supérieur à celui de 1929.

Exportations de lainages de l'Angleterre.

(En millions de sq. yards.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Canada	18,1	9,7	8,9	9,7	13,1	13,5
Afrique du Sud. . . .	4,6	5,3	5,1	8,4	9,1	10,9
Inde.	2,7	1,5	3,2	3,9	4,6	4,5
Nouvelle-Zélande. . .		2,4	3,3	3,6	4,1	4,1
Argentine	9,0	6,5	5,2	7,5	8,6	11,9
Danemark.	2,3	2,5	3,8	5,5	5,7	6,4

On voit que seul parmi les pays portés au tableau, le Canada, malgré une reprise très nette en 1934, importe moins de tissus de laine en 1935 qu'en 1930. Des trois autres pays britanniques c'est encore l'Afrique du Sud qui manifeste l'accroissement le plus important. Cet accroissement est continu depuis 1930, mais il est surtout marqué depuis 1933. Par rapport à 1924, la baisse enregistrée par les exportations vers le Canada est beaucoup plus forte, les exportations en 1935 étant inférieures de plus de moitié à celles de 1924. Cette baisse des exportations vers le Canada n'est pas due à la concurrence étrangère mais à la réduction des importations du Canada qui sont passées de \$ 46,6 millions à \$ 24,5 millions entre 1929-30 et 1935-36. L'Inde manifeste également une baisse sensible, et la Nouvelle-Zélande une hausse assez légère. Seule l'Afrique du Sud manifeste la même hausse que par rapport à 1930.

L'Argentine et le Danemark sont les seuls pays importants à

manifester une hausse en 1935 par rapport à 1930 et seul le Danemark manifeste une hausse continue. La hausse manifestée par les exportations à destination du Danemark est nettement plus forte que celle enregistrée pour n'importe quel pays britannique, même l'Afrique du Sud. Par rapport à 1924, la hausse est encore plus forte.

L'Inde exporte non seulement du jute à l'état brut, mais aussi à l'état manufacturé, surtout sous la forme de sacs et de toile de sacs. La première remarque qui s'impose c'est que la valeur des exportations a varié bien davantage que leur volume. Les variations en volume ont été relativement peu considérables, surtout pour les sacs, et assez irrégulières. Les dernières années n'ont marqué aucune progression.

Exportations de produits du jute de l'Inde.

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Sacs, en millions.	53	40	48	46	45	48
En lakhs de roupies	201	121	114	107	98	103
Toile de sacs, en millions de yards.	59	40	60	57	52	49
En lakhs de roupies	115	59	70	63	57	53

Destination des exportations de jute manufacturé.

(En %.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Royaume-Uni.	6,1	5,7	8,5	8,0	7,5	7,5
Etats-Unis	36,1		31,7	25,0	31,7	28,5
Argentine	12,9	10,4	6,3	12,2	9,9	12,0

Si le jute brut est pratiquement un monopole pour l'Inde, il n'en est pas de même du jute manufacturé. Sur le marché anglais l'Inde subit la concurrence des pays étrangers et en particulier l'Allemagne et l'Italie. L'Inde a reçu à Ottawa une préférence pour le jute manufacturé. Cette préférence ne semble pas avoir apporté un grand bénéfice à l'Inde jusqu'ici.

En effet, la part des exportations de jute manufacturé prise par l'Angleterre a été maximum juste avant Ottawa.

b) *Les produits de fer et d'acier.*

Les produits de fer et d'acier sont aussi des produits qui ont été assez sensibles à la crise. Ils formaient 9,3 % des exportations en 1929. Cette proportion est descendue jusqu'à 7,7 % en 1932 et elle est remontée à 8,9 % en 1934 et 8,7 % en 1935.

Exportations de produits de fer et d'acier de l'Angleterre.

(En millions de tonnes.)

	1924		1932	1933	1934	1935
	—		—	—	—	—
Afrique du Sud .	200,4	»	128,0	189,3	250,7	291,9
Inde	565,4	»	480,2	206,8	222,5	281,0
Canada	118,1	»	113,6	132,5	447,6	158,8
Australie	453,6	»	111,8	122,2	150,6	158,7
Nouvelle-Zélande.	136,9	»	60,6	60,2	87,8	193,5
Totales	»	»	1.889	1.922	2.253	2.372

On voit que les exportations vers tous les pays britanniques ont augmenté d'une manière très sensible et continue de 1932 à 1935. L'accroissement a été particulièrement fort pour l'Afrique du Sud et la Nouvelle-Zélande. L'Afrique du Sud est devenue le premier marché pour ces produits, alors qu'elle n'occupait que le 4^e rang en 1924. L'Inde qui occupait le 1^{er} rang est tombée au 2^e en 1934. Par rapport à 1929, seul des pays britanniques le Canada marque un accroissement en 1935. Par rapport à 1924, on voit qu'il y a eu une baisse extrêmement considérable des exportations à destination de l'Inde et surtout des exportations à destination de l'Australie. Cette baisse est essentiellement l'effet des mesures de protection de l'industrie nationale. Toutefois, avant Ottawa, l'Angleterre avait également souffert de la concurrence étrangère. En particulier pour l'Inde, le pourcentage des importations fourni par l'Angleterre était tombé

de 59,2 en 1929-30 à 51,1 en 1932-33. Le pays qui gagnait le plus était l'Allemagne, le pourcentage des importations en provenance de ce pays passant de 5,7 à 8,6. En 1933-34, le pourcentage fourni par l'Angleterre est passé à 57,5, chiffre auquel il s'est maintenu en 1935. Cet accroissement s'est fait aux dépens de la Belgique. Les importations en provenance de ce pays formant 23,2 % du total en 1932-33, 15,2 % en 1933-34 et 13,7 % en 1934-35.

L'accroissement des exportations vers le Canada est d'autant plus remarquable qu'il y a eu une réduction considérable des importations totales du Canada. Cette réduction s'est opérée entièrement sur les importations en provenance des États-Unis. Par exemple, les importations de produits de laminoir qui sont l'article le plus important de cette catégorie sont passées de \$ 61,9 millions en 1929-30 à \$ 24,8 millions en 1935-36. Pendant ce temps les importations en provenance de l'Angleterre avançaient de \$ 7,8 millions à \$ 9,9 millions tandis que les importations en provenance des États-Unis passaient de \$ 50,2 millions à \$ 11,8 millions.

Parmi les marchés étrangers importants, la Chine et l'Union Soviétique marquent une baisse sensible (surtout l'Union soviétique) en 1935 par rapport à 1932, tandis que l'Argentine et les Pays scandinaves marquent une hausse. Mais par rapport à 1924, les exportations à destination de l'Argentine sont réduites de près de moitié tandis que les exportations à destination des Pays scandinaves sont en légère hausse.

c) *Les machines.*

Les machines sont un produit dont les exportations ont beaucoup souffert de la crise et qui ne se sont pas relevées autant que celles de certains autres produits. Comparé à 562.000 tonnes

en 1929 et 481.400 en 1930, le chiffre des exportations en 1935 reste encore assez bas.

Exportations de machines de l'Angleterre.

(En millions de tonnes.)

	1924		1932	1933	1934	1935
Totales	»	»	301,8	275,1	335,0	380,7
Inde	403,6	»	71,5	85,0	72,2	70,5
Afrique du Sud . .	24,3	»	22,8	23,7	44,2	62,0
Australie	33,4	»	7,8	9,3	14,5	20,2

Par rapport à 1932, on voit que l'Inde ne marque aucun accroissement en 1935. Par rapport à 1924, l'Inde et l'Australie marquent une diminution très forte, tandis que l'Afrique du Sud marque une augmentation considérable.

Dans les exportations vers les pays étrangers, le phénomène le plus remarquable est la chute énorme des exportations vers l'Union Soviétique qui sont passés de 61.300 tonnes en 1932 à 7.800 en 1935. On voit ici une des conséquences de la rupture commerciale avec l'U. R. S. S. à la suite d'Ottawa.

Dans cette catégorie, il y a un article qui est particulièrement intéressant c'est les automobiles. Les exportations d'automobiles se sont accrues d'une manière extrêmement forte. Fait d'autant plus remarquable que les autres pays exportateurs d'automobiles ont vu leur marché se réduire pendant cette période. Depuis 1933, le chiffre des exportations a dépassé le chiffre de 1929 (42.000) qui était le plus élevé connu jusqu'alors. On attribue généralement à ce mouvement remarquable trois causes. Tout d'abord l'Angleterre est le seul pays exportateur d'automobiles (à part le Canada) qui ne soit pas rattaché à l'or. Ensuite les fabricants d'autos anglais ont bénéficié d'un marché intérieur très élastique. L'élasticité du marché des automobiles est en effet, avec le boom du bâtiment, un des traits fondamentaux de l'économie anglaise pendant ces dernières années et l'expli-

cation des deux phénomènes est, en partie, la même. L'étendue du marché intérieur a diminué la part de charge fixes à faire supporter à chaque voiture. Enfin la taxation très lourde et progressive des voitures en Angleterre a poussé les constructeurs anglais à produire des petites voitures, qui sont devenues particulièrement recherchées sous l'effet de la crise et de l'accroissement des charges fiscales dans les autres pays.

Exportations d'automobiles et de châssis de l'Angleterre

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
En nombre .	29.700	24.300	40.400	51.700	61.400	72.400

Exportations d'automobilés particulières.

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Afrique du Sud .	1.900	2.700	4.600	5.000	6.100	»
Nouvelle-Zélande.	»	1.600	2.200	2.400	5.200	8.200

Exportations de châssis.

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Australie . . .	3.800	4.400	4.900	8.300	11.600	—

Importations d'automobiles de l'Inde.

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Royaume-Uni . .	3.700	2.900	2.200	3.900	5.300	6.300

Dans la période antérieure les constructeurs anglais se plaignaient quelquefois que les autres pays britanniques n'achetaient pas assez de voitures anglaises et il était souvent accepté que ces voitures ne convenaient pas aux conditions de ces pays. Il semble en fait que l'obstacle principal était le prix de vente trop élevé ainsi que le manque d'organisation. On voit que depuis 1930, il y a eu développement des exportations vers tous les pays britanniques (sauf vers le Canada qui est lui-même un

pays exportateur). Les exportations vers l'Afrique du Sud ont marqué un développement continu et l'Afrique du Sud était le premier marché en 1934. Ce développement est surtout dû à la prospérité. Le chiffre exact n'est pas donné pour 1935, mais il a été très légèrement supérieur à celui de 1934. Les exportations vers la Nouvelle-Zélande et l'Inde ont surtout progressé depuis 1933, ce qui semble indiquer qu'elles ont été sensiblement aidées par la préférence. En Nouvelle-Zélande, les importations d'automobiles en provenance du Royaume-Uni étaient de £ 588.000 en 1930 sur un total de £ 2 millions et de £ 960.000 en 1934 sur un total de £ 1.800.000, mais cette augmentation ne dépendait pas des accords d'Ottawa, car elle s'était opérée avant, la proportion maxima étant atteinte en 1932 : £ 390.000 sur £ 464.000. Cette augmentation était donc le résultat de la préférence accordée avant Ottawa qui avait été cause de ce que les augmentations de droits de douane avaient atteint les États-Unis plus fortement que l'Angleterre, et aussi des mesures de représailles prises contre le Canada. La plus forte augmentation de la proportion fournie par le Royaume-Uni, est enregistrée pour l'Inde. Pour la catégorie : automobiles, motocyclettes et accessoires, le pourcentage des importations en provenance du Royaume-Uni est passé de 20,8 % en 1929-30 à 40,5 % en 1934-35, après avoir atteint 48,3 % en 1933-34. Mais cette évolution n'est pas tant le résultat de la préférence, car elle avait commencé en 1931-32. Elle est surtout le résultat d'une évolution inverse du pourcentage des importations en provenance des États-Unis qui est tombé de 59,1 % en 1929-30 à 30,4 % en 1933-34 mais qui est remonté à 41,3 % en 1934-35. Cette évolution est probablement due à la cherté relative des véhicules américains qui rendaient leur placement plus difficile pendant la dépression. Mais la préférence a aidé sans doute l'Angleterre, à maintenir le pourcentage de ses exportations à un niveau relativement élevé.

CHAPITRE III

LES RELATIONS DES DOMINIONS ET DE L'INDE ENTRE EUX

1. — CANADA. AFRIQUE DU SUD

Commerce de l'Afrique du Sud avec le Canada.

(£ S. A. 000.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Importations . .	2.050	1.812	1.118	1.205	2.492	2.437
Exportations . .	479	823	1.083	1.041	754	767

On voit que si l'on compare l'année 1935 avec l'année 1930, les exportations et les importations de l'Afrique du Sud ont augmenté et que les exportations ont augmenté plus que les importations. Mais si l'on compare 1935 avec 1931 ou 1932 c'est-à-dire avec les deux années qui ont immédiatement précédé l'application de l'accord d'Ottawa, les importations ont augmenté d'une manière sensible tandis que les exportations ont diminué. La même chose était déjà vraie en 1934 et cela a amené des représentations du gouvernement sud-africain à Ottawa. En réalité cela s'explique en partie par la prospérité plus grande de l'Afrique du Sud. Il ne faut pas oublier en effet que les importations totales du Canada ne sont en 1935-36 qu'environ la moitié de ce qu'elles étaient en 1929-30 (en valeur) tandis que les importations de l'Afrique du Sud sont sensiblement plus élevées en 1935 qu'en 1930 (en valeur).

Exportations.

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
	—	—	—	—	—	—
Sucre.	319	463	762	951	159	301
Maïs	114	314	295	36	466	374
Fruits, conserves. .	15,8	3,1	3,2	2,8	2,0	5,1

Les deux produits principaux d'exportation de l'Afrique Sud vers le Canada sont le maïs et le sucre. On voit que les exportations de sucre après avoir atteint un maximum en 1933 ont baissé sensiblement, tandis que les exportations de maïs se sont développées. C'est, semble-t-il, dans ce développement que consiste le gain principal de l'Afrique du Sud. Quant aux exportations de fruits, elles sont supérieures en 1935 au chiffre de 1931 et 1932, mais très inférieures à celui de 1930.

Importations d'automobiles.

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
	—	—	—	—	—	—
Automobiles particulières.	254	152	40	8	3	9
Châssis	»	96	65	155	409	438
Pièces détachées et accessoires.	35	56	31	44	109	82
Voitures commerciales . .	0,1	»	»	0,6	3	8
Voitures châssis	38	47	40	48	167	141

Le principal produit d'importation de l'Afrique du Sud en provenance du Canada sont les automobiles. Ces importations se sont très nettement développées surtout depuis 1933, mais l'évolution a été bien différente pour les différentes catégories. Les importations d'automobiles particulières se sont réduites jusqu'à rien, le marché ayant été conquis par l'Angleterre aux dépens du Canada. Par contre, il y a eu un développement considérable des importations de toutes les autres catégories, et en particulier des châssis. Les importations de châssis d'automobiles particulières qui étaient nulles en 1930, sont devenues les importations les plus considérables en 1935.

2. — CANADA. NOUVELLE-ZÉLANDE

Commerce de la Nouvelle-Zélande avec le Canada.

<i>Importations.</i>						
	1930	1931	1932	1933	1934	1935
£ N.-Z. 000.	3.804	1.214	998	1.006	1.669	2.438
0/0.	8,95	5,06	4,49	4,93	6,69	
<i>Exportations.</i>						
	1930	1931	1932	1933	1934	1935
£ N.-Z. 000.	2.538	244	228	541	692	652
0/0.	5,65	0,74	0,69	1,37	1,46	

Dans les statistiques du commerce entre la Nouvelle-Zélande et le Canada se marquent très nettement les effets des variations de la législation douanière des deux pays. Nous avons vu dans la première partie que le Canada avait dénoncé le traité de 1925, à la fin de 1930, et qu'un nouveau traité avait été conclu en 1932. On voit que le commerce entre la Nouvelle-Zélande et le Canada a en effet baissé considérablement en 1931 et 1932 et qu'il a repris depuis, à la fois en valeur absolue et relativement au total du commerce néo-zélandais. Mais on voit aussi que les exportations de la Nouvelle-Zélande ont beaucoup plus souffert de la rupture avec le Canada que les exportations canadiennes et que à la suite du traité de 1932, les exportations de la Nouvelle-Zélande sont restées beaucoup plus basses par rapport au niveau de 1930 que les exportations du Canada. Cet état de choses a amené le gouvernement néo-zélandais à faire lui aussi certaines représentations à Ottawa.

Importations de la Nouvelle-Zélande en provenance du Canada.

(£ N.-Z. 000.)

	1930	1931	1932	1933	1934
Automobiles.	1.164	70	60	94	455
Papier	422	325	275	320	383
Machines électriques. . .	168	73	47	51	76
Bois	79	20	11	12	25

Si l'on entre un peu dans le détail, on voit que parmi les exportations canadiennes, le papier n'a pas beaucoup souffert de la rupture entre les deux pays. Et nous avons dit en effet que le papier avait été spécialement exempté des mesures de représailles prises par le gouvernement néo-zélandais. Au contraire les automobiles qui avaient fait l'objet de mesures particulièrement strictes ont vu leurs exportations réduites dans des proportions extrêmement considérables. Depuis 1934, par contre ces exportations ont repris très fortement. Les deux autres produits importants ont suivi le mouvement d'ensemble des exportations du Canada à destination de la Nouvelle-Zélande.

Exportations de la Nouvelle-Zélande à destination du Canada.

	1930	1931	1932	1933	1934
Laine, lb 000	1.977	2.115	2.868	5.106	6.729
Viande frigorifiée, cwt 000.	49	1,6	3,5	2,8	2,3
Beurre	296	3,6	6,0	7,0	6,2
Fromage.	2.099	73	3	811	72

En ce qui concerne les exportations de la Nouvelle-Zélande il y a un produit qui a suivi un mouvement tout à fait contraire au mouvement général, puisque les exportations en ont crû d'une manière continue et très forte, c'est la laine. Ce phénomène est dû au développement de l'industrie textile au Canada favorisé par la protection douanière. Au contraire, le beurre et le fromage ont subi une baisse très considérable. Nous avons dit en effet que c'était sur les réclamations des producteurs de beurre que le gouvernement canadien avait dénoncé le traité de 1925, et que c'était ce produit ainsi que le fromage qui avait fait l'objet de mesures particulièrement dures. On voit que les exportations de beurre ne se sont, d'ailleurs, par relevées depuis 1932 et que les exportations de fromage ont très peu progressé.

3. — CANADA. AUSTRALIE

Commerce de l'Australie avec le Canada.

	<i>Importations.</i>					
	1930	1931	1932	1933	1934	1935
£ sterling 000 . .	3.502	4.377	4.392	2.345	2.918	4.092
»	2,72	2,34	3,25	4,18	5,03	—

	<i>Exportations.</i>					
	1930	1931	1932	1933	1934	1935
£ A 000.	744	959	1.034	1.209	1.267	1.441
0/0	0,76	1,07	1,07	1,22	1,13	—

Importations de l'Australie en provenance du Canada.

(£ 000.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Papier à imprimer . .	894	439	444	598	540	774
Chassis d'automobiles.	656	435	»	271	713	1.631
Bois	411	132	303	465	523	639
Poisson en conserve. .	545	236	282	268	275	363
Vêtements et textiles .	»	31	58	115	197	254

Exportations de l'Australie à destination du Canada.

(£ A 000.)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Fruits secs	139	353	417	408	495	482
Fruits en conserve . . .	»	115	147	32	75	104
Laine	83	109	179	241	410	310
Sucre	81	31	137	360	182	341

On constate ici aussi que les importations en provenance du Canada ont augmenté beaucoup plus que les exportations à destination de ce pays, à la fois absolument et relativement au commerce total de l'Australie. Cette progression est surtout marquée depuis 1932, ce qui fait penser qu'elle a été causée surtout par l'application du traité de 1931 et que le Canada a profité davantage de ce traité que l'Australie.

On voit que parmi les principaux articles importés par l'Australie, et qui jouissent tous de la préférence, seul le poisson a vu ses importations diminuer sensiblement entre 1930 et 1935. Encore l'année 1935 a-t-elle vu ces importations marquer une reprise très nette. Les importations de papier à imprimer ont aussi diminué, mais dans des proportions moins fortes. Au contraire après une baisse très forte en 1931 et un arrêt complet en 1932, les importations de châssis d'automobiles se sont développées d'une manière remarquable et ont atteint en 1935 un chiffre plus que double du chiffre de 1930. Ce développement s'est fait parallèlement au développement des importations en provenance de Grande-Bretagne. L'accroissement des importations de châssis est un des signes les plus sûrs de la reprise économique en Australie. Les importations se développent sous cette forme et non sous la forme d'importations d'automobiles à cause du développement de la construction des carrosseries et de l'assemblage des voitures, à l'abri d'une très forte protection.

La progression des importations de « vêtements et textiles » est encore plus remarquable. Nulles en 1930, les importations de cette catégorie occupent le 5^e rang dans la liste des importations de l'Australie, en provenance du Canada. Cette progression marque le progrès des industries textiles du Canada, et elle est corrélative de la progression des importations de laine du Canada.

En effet dans la liste des produits exportés par l'Australie vers le Canada, nous constatons, comme pour la Nouvelle-Zélande, une très forte progression des exportations de laine.

Les exportations de fruits, essentiellement de fruits secs se sont également beaucoup développées surtout depuis 1932. Il en est de même des importations de sucre, ce qui est d'autant plus remarquable que les importations de sucre du Canada ont baissé sensiblement, tombant de \$ 28 millions en 1929-30 à

\$ 17,6 millions en 1934-35. L'Australie a donc ici certainement déplacé un autre fournisseur du Canada, grâce à la préférence.

4. — AUSTRALIE. NOUVELLE-ZÉLANDE

Commerce de la Nouvelle-Zélande avec l'Australie.

<i>Importations.</i>						
	1930	1931	1932	1933	1934	1935
£ N.-Z. 000 . . .	3.671	2.685	2.911	2.911	3.471	4.295
% des importations N.-Z. . .	6,81	7,81	9,59	10,03	10,33	
% des exportations A. . . .	3,69	3,31	2,70	2,81	2,66	
<i>Exportations.</i>						
	1930	1931	1932	1933	1934	1935
£ N.-Z. 000 . . .	1.547	938	1.146	1.114	1.595	1.536
% des exportations N.-Z. . .	3,48	3,34	4,06	3,40	3,98	
% des importations A. . . .	1,17	1,32	1,64	1,32	2,07	

Importations de l'Australie en provenance de la Nouvelle-Zélande.

<i>Statistiques australiennes (£ 000).</i>						
	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Bois	459	191	233	252	261	406
Peaux.	250	120	109	150	221	248
Or	164	206	236	372	194	186
Laine.	163	75	78	36	338	98

On voit qu'après une diminution sensible, les chiffres du commerce entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont augmenté d'une manière assez considérable en 1934, et que l'augmentation s'est maintenue en 1935 pour les importations de la Nouvelle-Zélande. Cet accroissement doit être certainement attribué, au

moins en grande partie à la conclusion de l'accord commercial de 1933.

L'étude des pourcentages est intéressante. On voit tout d'abord que les mêmes chiffres absolus occupent une part relative beaucoup plus faible dans le commerce de l'Australie que dans celui de la Nouvelle-Zélande, ce qui est tout naturel puisque le commerce de l'Australie est beaucoup plus important que celui de la Nouvelle-Zélande. On voit aussi que, pour les importations de la Nouvelle-Zélande, l'évolution des deux pourcentages est contradictoire : le pourcentage des importations néo-zélandaises croissant constamment, et le pourcentage des exportations australiennes diminuant d'une manière pratiquement constante. Cela tient à ce que l'Australie a pu développer la valeur de ses exportations, grâce à une succession de bonnes récoltes et à la hausse du prix de la laine, tandis que la Nouvelle-Zélande a été obligée de contracter ses importations à cause de la baisse des prix de ses produits d'exportation.

Une autre caractéristique du commerce entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande, c'est que les importations de la Nouvelle-Zélande en provenance de l'Australie sont très supérieures aux exportations de la Nouvelle-Zélande à destination de l'Australie. Cette différence est encore plus grande qu'il n'apparaît au premier abord, car une partie importante des produits exportés par la Nouvelle-Zélande vers l'Australie est destinées à la réexportation. Il en est ainsi certainement de la laine et aussi en partie de l'or. Toutefois pour ce dernier produit, il ne faut pas oublier que la Nouvelle-Zélande n'a pas d'hôtel des monnaies et que les pièces néo-zélandaises sont frappées en Australie. D'où certaines années un double mouvement d'or entre les deux pays. On voit que pour les deux autres produits importés par l'Australie, les importations ont presque regagné le niveau de 1930, en 1935, mais pas tout à fait.

Exportations de l'Australie à destination de la Nouvelle-Zélande.

Statistiques australiennes (£ A 000).

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Machines et produits métallurgiques	481	302	388	522	739	929
Vêtements et textiles	250	191	231	248	319	357
Produits chimiques	»	230	245	269	268	299
Fruits	165	210	328	146	191	303
Bois	347	»	109	»	132	194
Tabac	292	224	157	104	57	42

Ce qui frappe le plus dans le tableau des exportations de l'Australie vers la Nouvelle-Zélande, c'est le développement des exportations des industries secondaires de l'Australie. Les deux produits qui sont caractéristiques à cet égard sont les machines et produits métalliques et les produits chimiques, les exportations de ces deux catégories ayant progressé d'une manière continue. Ce développement reflète les efforts faits en Australie pour développer ces industries sur une base relativement économique. Il y a eu également un développement marqué des exportations de textiles. Par contre les exportations de tabac ont diminué d'une manière continuelle et très forte. C'est une industrie australienne qui ne s'était développée que grâce aux faveurs accordées par le gouvernement et qui a subi le contre-coup du retrait de ses faveurs.

Les exportations de bois sont très irrégulières. Les exportations de fruits qui varient avec les saisons sont également assez irrégulières.

5. — COMMERCE DE L'AFRIQUE DU SUD AVEC LES
DOMINIONS AUSTRALASIENS

Par rapport à 1930, le commerce de l'Afrique du Sud avec les Dominions australasiens reste à un niveau très bas. Seules les

exportations de la Nouvelle-Zélande vers l'Afrique du Sud se sont développées. Le principal article d'exportation de la Nouvelle-Zélande à destination de l'Afrique du Sud est la laine. Ces exportations ont subi des fluctuations assez violentes mais sont finalement passés de 122.000 lbs en 1930 à 258.000 en 1934. La Nouvelle-Zélande a également développé ses exportations de pois qui sont passées de 1.600 centals en 1930 à 6.600 en 1934. Par contre les importations de la Nouvelle-Zélande en provenance de l'Afrique du Sud, malgré une reprise depuis 1934 restent à un niveau assez bas, et elles occupent une place moindre dans l'ensemble des importations néo-zélandaises. Cependant les importations de fruits secs se sont beaucoup développées par rapport à 1930. Elles sont passées de £ N.-Z. 229.000 à £ N.-Z. 256.000.

Commerce de l'Australie avec l'Afrique du Sud.

		<i>Importations.</i>					
		1930	1931	1932	1933	1934	1935
£ st. 000		303	90	57	100	133	177
%		0,23	0,15	0,13	0,18	0,23	
		<i>Exportations.</i>					
		1930	1931	1932	1933	1934	1935
£ A. 000		1.050	496	370	232	247	308
%		1,07	0,55	0,39	0,23	0,22	

Commerce de la Nouvelle-Zélande avec l'Afrique du Sud.

		<i>Importations.</i>					
		1930	1931	1932	1933	1934	1935
£ N.-Z. 000.		87	69	77	39	44	55
%		0,22	0,29	0,34	0,20	0,18	
		<i>Exportations.</i>					
		1930	1931	1932	1933	1934	1935
£ N.-Z. 000.		15	7	11	12	27	26
%		0,04	0,02	0,03	0,03	0,06	

Les exportations de l'Australie à destination de l'Afrique du Sud sont la catégorie qui a le plus souffert. La proportion aux exportations totales de l'Australie est allée constamment en diminuant. Un des facteurs principaux de cette baisse a été la baisse des exportations de blé qui était le principal article d'exportation en 1930. Les exportations en sont tombées d'une manière à peu près régulière de £ A 406.000 à £ A 5.000. Il y a eu une chute parallèle des exportations de farine qui sont tombées de £ A 195.000 en 1930 à un chiffre insignifiant dès 1932.

Les exportations de bois après être tombées de £ A 189.000 en 1930 à £ A 38.000 en 1933 sont remontées à £ A 105.000 en 1935. Enfin on constate un léger développement des exportations de machines qui en 1930 n'étaient pas mentionnées parmi les exportations principales et qui en 1935 étaient de £ A 49.000.

Les importations de l'Australie en provenance de l'Afrique du Sud ont manifesté une reprise très nette en 1933, reprise qui s'est accentuée depuis. Elles ont retrouvé dans les importations totales, la place qu'elles occupaient en 1930. Les principaux articles d'importation sont les diamants et l'amiante brute. Les importations d'amiante qui étaient de £ sterling 50.000 en 1930, après être tombées à £ sterling 13.000 en 1933 se sont relevées à un niveau supérieur à celui de 1930 atteignant £ st. 43.000 en 1935. Les importations de diamants, quoiqu'elles se soient relevées depuis 1933 restent à un niveau très inférieur à celui de 1930, les importations étant de £ st. 139.000 en 1930 et de £ st. 74.000 en 1935. Enfin les importations de poisson qui étaient encore assez importantes en 1930 sont devenues presque insignifiantes en 1935.

6. — LE COMMERCE DE L'INDE AVEC LES DOMINIONS

L'Inde n'est liée par un traité avec aucun des Dominions. Cependant les Dominions lui accorde le traitement préférentiel sur un certain nombre de ses produits. D'autre part l'Inde fait partie comme eux du bloc sterling. Il est donc intéressant de voir quelle a été l'évolution du commerce de l'Inde avec les Dominions depuis la crise.

Commerce de l'Inde avec les Dominions.

Importations (Rs millions).

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Canada	19,1	13,3	4,2	3,3	6,9	9,2
Union sud-africaine . . .	6,1	4,3	2,2	1,9	2,6	2,5
Australie	55,4	24,2	15,8	10,7	10,2	9,6
Nouvelle-Zélande	0,3	0,3	0,4	0,3	0,2	0,3

Exportations.

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Canada	24,0	17,1	14,8	16,3	18,8	17,2
Union sud-africaine . . .	22,5	19,6	14,4	12,4	12,0	14,2
Australie	57,8	44,7	29,5	38,8	29,8	27,1
Nouvelle-Zélande	7,8	6,3	3,5	3,8	5,3	5,0

La première remarque qui s'impose c'est que les importations en provenance des Dominions ont subi une chute beaucoup plus grave que les exportations à destination de ces pays. Si l'on compare ces mouvements aux mouvements de l'ensemble du commerce de l'Inde, on voit que les exportations à destination des Dominions ont moins souffert que les exportations totales tandis que les importations en provenance de ces pays ont souffert davantage que les importations totales¹.

1. Comparer avec le tableau du commerce de l'Inde, II^e Partie, chap. 1, p. 140.

Le commerce avec la Nouvelle-Zélande est relativement insignifiant. Cependant les statistiques néo-zélandaises reflètent bien le mouvement que nous venons d'indiquer. La part de l'Inde dans les exportations néo-zélandaises est tombée de 0,91 % en 1930 à 0,14 % en 1934, tandis que la part de l'Inde dans les importations de la Nouvelle-Zélande est passée de 1,50 % en 1930 à 2,13 % en 1934.

Commerce de l'Inde avec l'Australie.

<i>Importations.</i>						
	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Blé, 000 t.	336	209	110	33	18	7
Laine, Million de lbs .	2,4	1,6	2,9	3,1	2,8	3

<i>Exportations.</i>						
	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Thé, millions de lbs . .	4,6	4,5	2,5	1,6	2,0	1,6
Sacs, en jute, millions .	73	88,3	68	99	79	57
Toile de sac, millions de yards	25	18,3	19,8	25	20	24

L'Australie est le Dominion avec lequel le commerce de l'Inde est le plus important. C'est aussi le Dominion dont les exportations à destination de l'Inde ont le plus souffert. Cette chute est due principalement à la chute continue et énorme des exportations de blé à destination de l'Inde. L'autre produit important, la laine a au contraire subi des fluctuations qui dépendent surtout de l'état de la production. L'or n'est naturellement pas compris dans ces tableaux. On peut néanmoins signaler que les exportations d'or à destination de l'Inde qui étaient de £ A 2,2 millions en 1929-30, ont complètement cessé à partir de 1932-33.

Le principal produit d'exportation de l'Inde à destination de l'Australie sont les sacs de jute. Leur exportation a varié d'une

manière irrégulière d'après les besoins de l'Australie. Il en est à peu près de même des toiles de sac. La chute de la valeur des exportations à destination de l'Australie est surtout due à la chute des prix de ces deux produits. Toutefois les exportations de thé, autre produit important, ont beaucoup baissé. Cette baisse est due en partie à l'accroissement des importations de l'Australie en provenance de Ceylan et des Indes Néerlandaises. Il y a eu aussi baisse des exportations de graines de lin de £ A 451.000 en 1929-30 à £ A 259.000 en 1934-35.

Par rapport au commerce total de l'Australie, l'évolution a été la suivante. Les importations en provenance de l'Inde qui formaient 3,88 % des importations totales en 1929-30 en formaient 5,05 % en 1933-34, tandis que les exportations à destination de l'Inde qui étaient 3,29 % des exportations totales en 1929-30 n'en étaient plus que, 0,53 % en 1933-34.

Commerce de l'Inde avec le Canada.

Importations.

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
	—	—	—	—	—	—
Automobiles privées (nombre)	2.318	3.250	676	296	1.715	2.057
Omnibus	3.799	2.397	598	338	1.243	2.058
Automobiles et acces- soires, %	12,7	19,0	8,3	5,7	14,7	14,1

Exportations.

	1930	1931	1932	1933	1934	1935
	—	—	—	—	—	—
Toile de sac, millions (jute), de yards	82	73	63	65	80	68
Thé, millions de lbs. . .	12	10	14	17	15	13
%	2,9	2,6	3,4	2,6	3,9	3,2

Le Canada est au contraire le Dominion dont le commerce avec l'Inde a le moins souffert. Les exportations des deux produits principaux, les toiles de sac en jute et le thé ont subi des

fluctuations plutôt accidentelles, et la baisse de la valeur des exportations est surtout due à la baisse des prix. Au contraire pour les importations du principal produit : les automobiles, on constate une courbe très nette d'abord descendante puis ascendante. Si l'on considère le pourcentage des importations d'automobiles en provenance du Canada, on voit que cette évolution tient non pas tant à l'état du marché indien qu'au déplacement de la marchandise canadienne par la marchandise d'un autre pays, en l'espèce la marchandise anglaise.

En dehors des automobiles, le principal article d'importation de l'Inde en provenance du Canada sont les produits de caoutchouc dont l'importation est tombée de Rs 62 lakhs en 1929-30 à Rs 5 lakhs en 1934-35.

L'Inde ne semble pas avoir profité de la prospérité sud-africaine autant que certains pays britanniques. Toutefois ici encore les exportations ont diminué dans une mesure moindre que les importations. Mais comme toujours, il faut tenir compte de la baisse des prix. Les exportations de sac de jute sont de 24 millions de sacs en 1934-35 contre 21 millions en 1929-30, mais la valeur est passée de Rs 98 lakhs à Rs 66 lakhs. L'autre produit d'exportation important est le riz. Les exportations de riz se sont assez bien maintenues. Elles étaient de 29.000 tonnes en 1930-31 et de 25.900 tonnes en 1934-35.

Au contraire les importations de charbon, le principal produit d'importation, ont subi une baisse très sensible en quantité passant de 207.000 tonnes en 1929-30 à 32.000 tonnes en 1934-35. Les importations d'écorce (pour le tannage) sont passées de 203.000 cwts en 1930-31 à 280.000 en 1934-35, mais leur valeur a légèrement diminué, passant de Rs 14 lakhs à Rs 13 lakhs. On peut signaler que les exportations d'or de l'Afrique du Sud à destination de l'Inde qui étaient de £ S.-A. 1,4 millions en 1930, ont complètement cessé à partir de 1931.

Il semble que l'on puisse dire que l'Inde a bénéficié des préférences que lui accordent les Dominions, mais que les Dominions ont souffert de la perte du pouvoir d'achat de l'Inde et du fait que leurs exportations à destination de l'Inde se composent de produits dont les prix ont subi une baisse particulièrement sensible.

CONCLUSION

M. André Siegfried dans la conclusion de son livre sur la crise anglaise au xx^e siècle disait qu'entre les différentes solutions qui s'offraient à l'Angleterre, il était vraisemblable que celle-ci ne choisirait pas. Il aurait semblé qu'à Ottawa l'Angleterre avait choisi. En réalité, il n'en était rien. Fruit d'un véritable malentendu, Ottawa renfermait encore des virtualités contradictoires. Sans doute il semble bien que des deux conceptions possibles d'Ottawa, celle qui ait dominé c'est la conception de l'Empire, unité économique relativement fermée, mais seule la prochaine conférence impériale marquera d'une manière nette le sens de l'évolution.

Les résultats ne sont pas décisifs non plus. L'Empire n'est qu'une partie du bloc sterling et l'accroissement du commerce intra-impérial n'est dans une certaine mesure qu'un aspect du développement du commerce entre les membres du bloc sterling. La proportion des importations en provenance de l'Empire s'est développée mais cela tient pour une part à la stabilité des importations de produits alimentaires. La proportion des exportations à destination de l'Empire a augmenté, mais une des causes en est la prospérité exceptionnelle de l'Afrique du Sud.

Malgré toutes ces restrictions, les accords d'Ottawa ont eu une influence indiscutable sur l'augmentation relative du com-

merce intra-impérial. Cet effet a été surtout marqué pour les importations. Pour les exportations, il y a eu à la fois accroissement de la part à destination de l'Empire et développement des exportations totales. Ottawa n'a donc pas empêché le développement des exportations, mais on ne peut aller plus loin et dire qu'il a causé ce développement. En effet pour pouvoir dire cela, il faudrait que les exportations à destination de l'Empire se soient accrues non seulement d'une manière plus considérable, mais avant les autres exportations. Or le graphique n° 5 montre d'une manière très nette qu'il n'en est rien, les mouvements des deux courbes étant presque toujours de même sens.

Si l'on passe du plan économique au plan politique, il est bien difficile de donner des conclusions nettes après une période si courte. Cependant il est certain qu'Ottawa a suscité pas mal de mécontentement dans certains pays britanniques et qu'il n'a pas contribué à renforcer les liens qui unissaient l'Afrique du Sud et surtout l'Inde à l'Empire. Par contre l'Australie et surtout le Canada sont assez satisfaits des résultats de la nouvelle politique.

En réalité, Ottawa a réussi parce qu'il a bénéficié de circonstances exceptionnellement favorables dont la principale est que les accords ont été conclus au moment où le commerce mondial atteignait son point le plus bas.

S'il nous est permis d'exprimer notre conviction intime, nous craignons que ce succès même ne soit pas sans danger. Nous craignons qu'il n'oriente l'Empire dans une voie fausse. Nous nous rangeons en effet sans hésiter parmi ceux qui croient que l'établissement de liens économiques étroits entre les différents membres de l'Empire conduira éventuellement à l'affaiblissement de l'unité impériale. Nous avons peur que le jour où à des conditions de reprise économique seront substituées des conditions de dépression, et il n'est malheureusement que trop certain

que cette alternance ne sera pas sitôt brisée, les obligations contractées par les pays britanniques les uns envers les autres ne leur paraissent tout à coup bien lourdes. L'amertume qui pourrait naître d'un sacrifice fait sans utilité réelle, en dehors de tout danger pour l'existence de l'Empire, risque de porter atteinte aux liens spirituels sur lesquels reposait bien plus solidement l'Empire.

Souhaitons que les hommes d'État qui se réuniront l'année prochaine dans une conférence impériale ne soient pas éblouis par le succès des accords d'Ottawa et comprennent les dangers que présenterait toute tendance à l'isolement économique pour la prospérité et la vie même de l'Empire.

Vu :

Le Doyen,

EDGARD ALLIX.

Vu :

Le Président de thèse,

ROGER PICARD.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

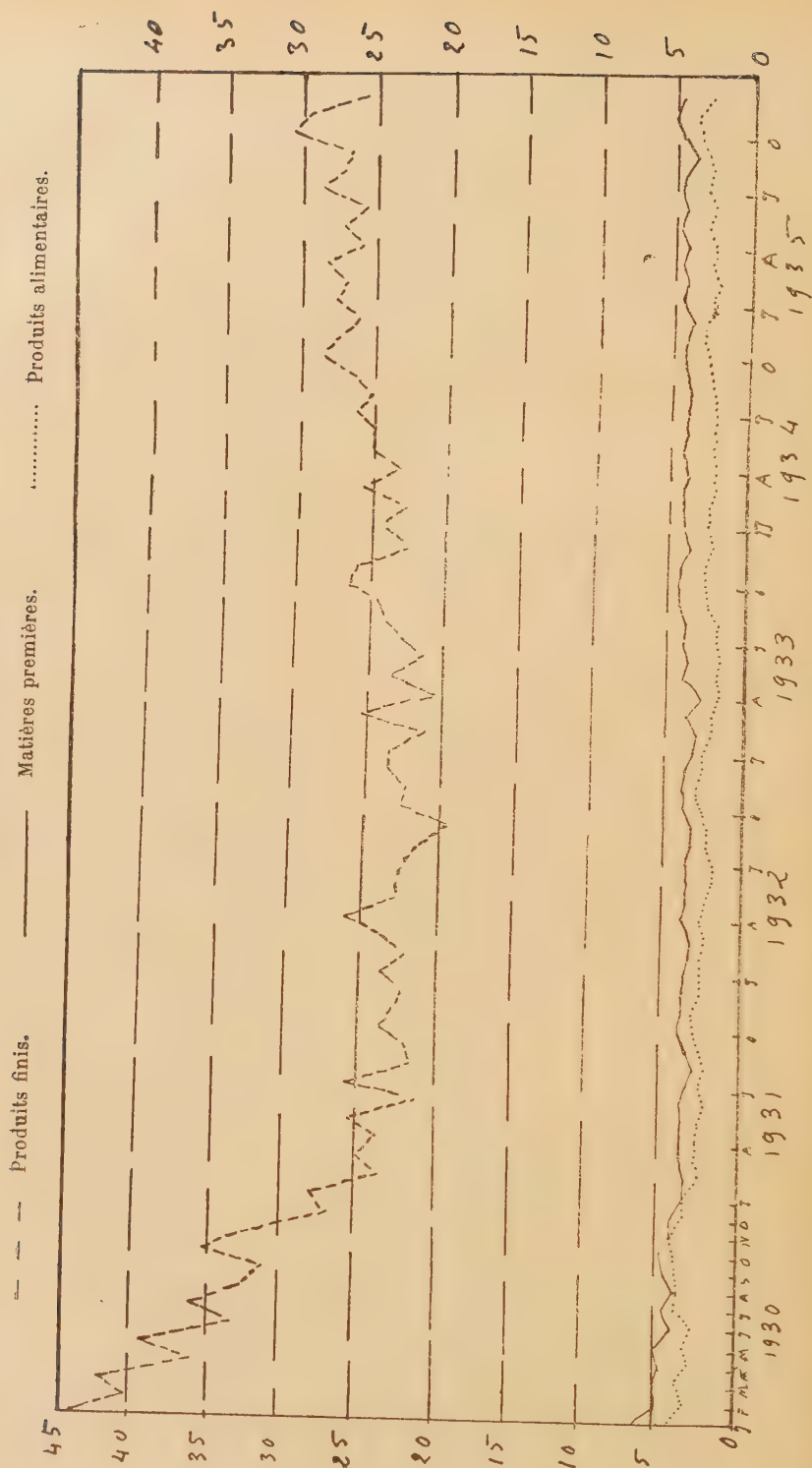
S. CHARLÉTY.

GRAPHIQUES DU COMMERCE BRITANNIQUE

Échelles en millions de £.

L'indice du volume est obtenu en calculant la valeur de tous les articles d'importation d'après le prix moyen à l'importation pendant l'année 1930.

N° I. — Exportations (Valeurs).

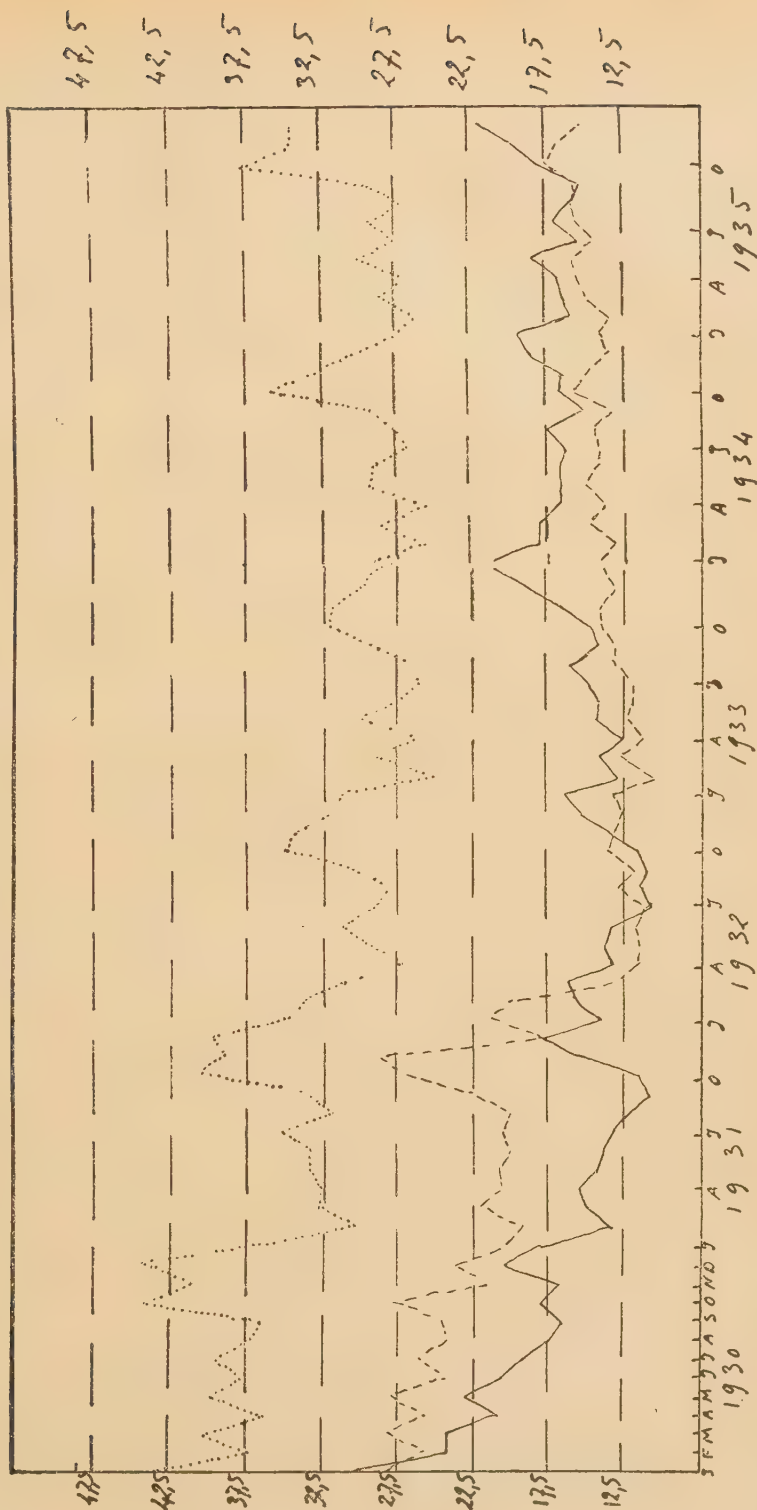


N° II. — Importations (Valeurs).

— — — Produits finis.

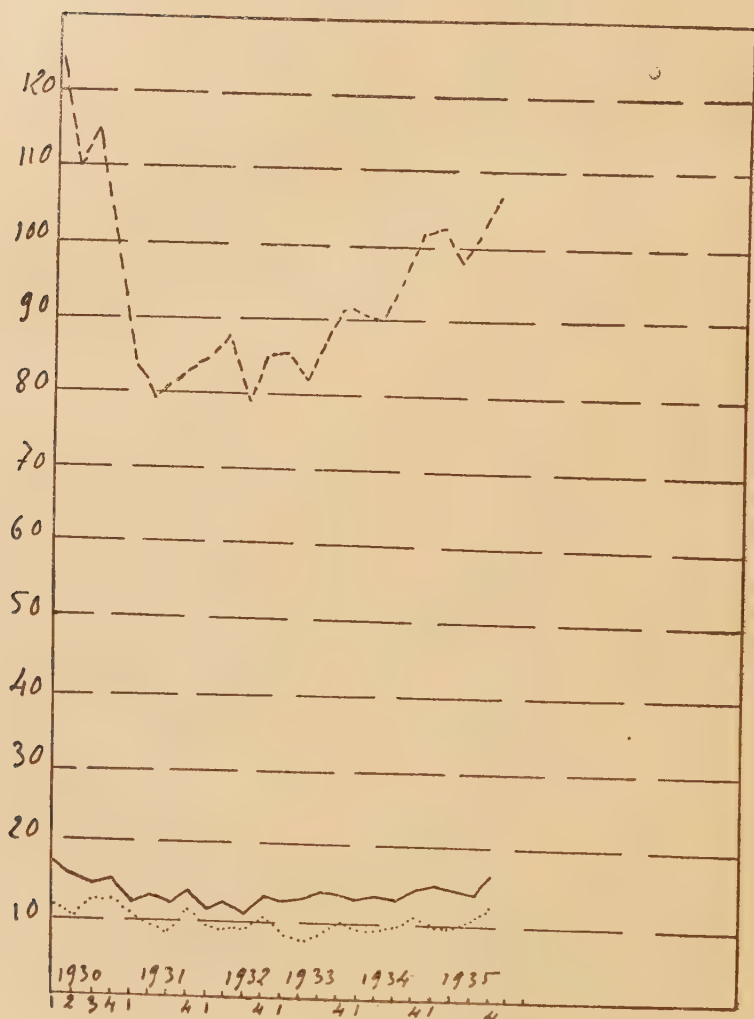
..... Matières premières.

..... Produits alimentaires.



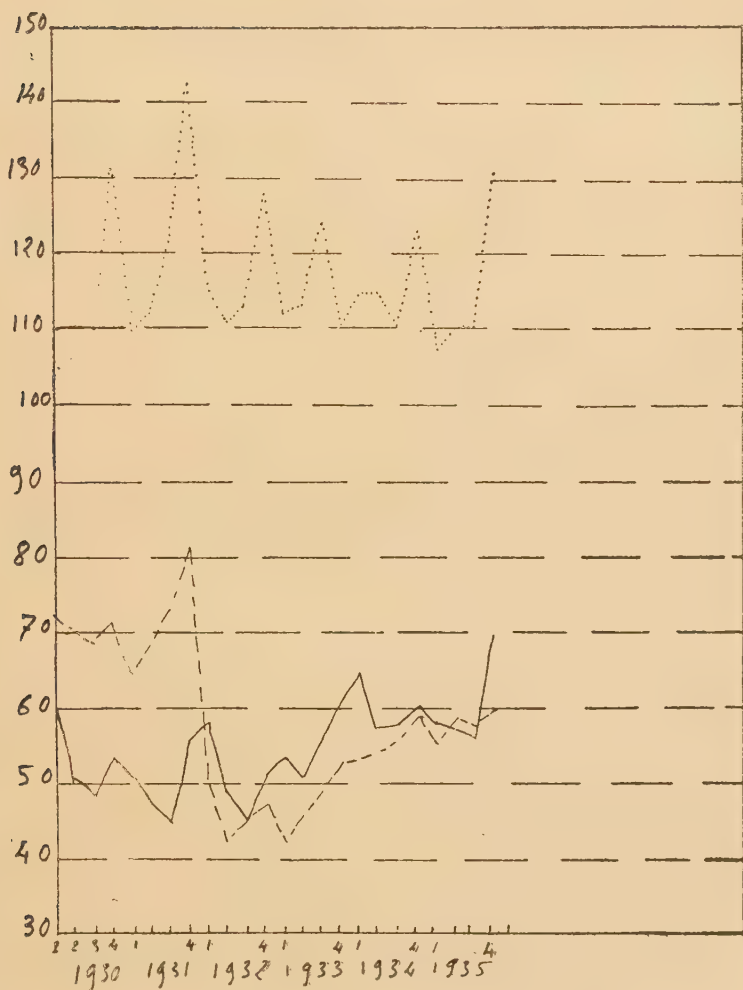
N° III. — **Exportations** (Indice du volume).

— — — Produits finis. ————— Matières premières.
 Produits alimentaires.



N° IV. — Importations (Indice du volume).

— — — Produits finis. ————— Matières premières.
 Produits alimentaires.

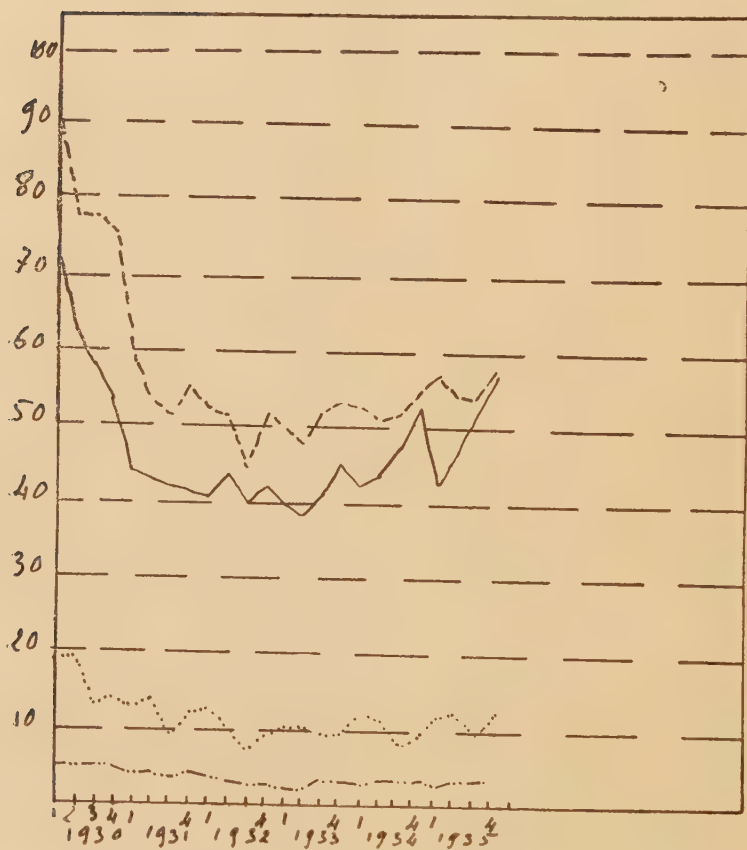


N° V. — Exportations

- — — à destination des pays étrangers
- à destination de l'Empire.

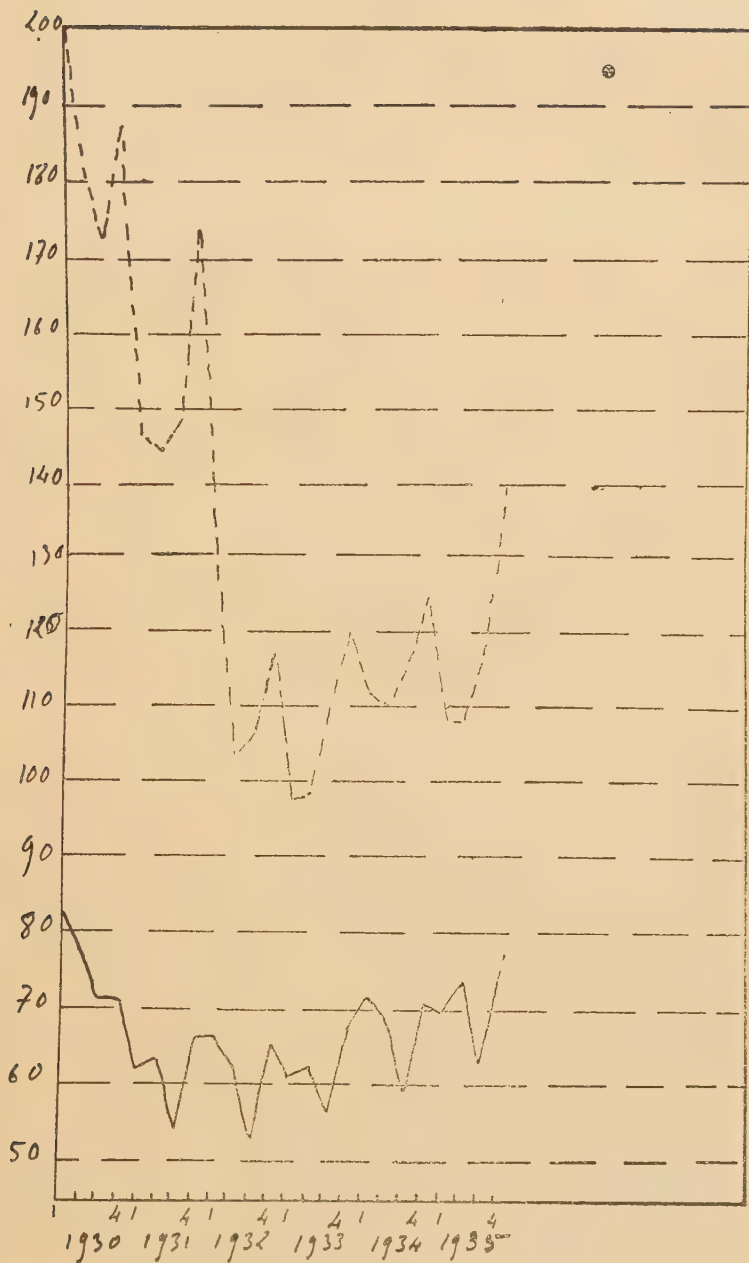
et Re-exportations.

- à destination des pays étrangers.
- à destination de l'Empire.



N° VI. — Importations.

- - - en provenance des pays étrangers.
- en provenance de l'Empire.



NOTE SUR LES GRAPHIQUES

Nous avons pensé qu'il était préférable de ne pas faire de correction de variations saisonnières. En effet pendant la période que couvre ces graphiques, il s'est produit d'assez nombreux mouvements contraires aux variations saisonnières normales et comme la période couverte est relativement courte ces mouvements fausseraient complètement les calculs. Les graphiques sont donc basées sur des données statistiques brutes.

Il ne faut pas oublier, d'autre part, que la catégorie : Produits finis contient en réalité un bon nombre de produits semi-finis qui jouent pour l'industrie anglaise le rôle de matières premières.

Si l'on compare le graphique n° 1 avec le graphique n° 3, on voit que la valeur des exportations de produits manufacturés est restée pratiquement stationnaire du milieu de 1931 au milieu de 1933, tandis que dans le même temps leur volume augmentait d'une manière continue sauf une chute au 3^e trimestre 1932. La valeur la plus basse des exportations de ces produits est enregistrée pour le mois de septembre 1932, tandis que le point le plus bas en volume était touché dès le 2^e trimestre 1931. (Il est vrai que le volume était aussi bas pour le 3^e trimestre 1932.) Enfin depuis le milieu de 1933, la valeur des exportations a augmenté d'une façon beaucoup moins rapide que leur volume.

Si l'on considère le graphique n° 2, on remarque l'élévation subite des importations en 1931. Cette élévation est due à la

prévision des nouveaux droits de douane. Les droits imposés au mois de novembre ont fait sentir leur effet le plus vite et le plus sévèrement sur les articles manufacturés qui ont marqué une baisse considérable en décembre 1931. La nouvelle hausse des importations de cette catégorie est due à la prévision de nouveaux droits de douane qui ont été, en fait, imposés au mois de février.

On voit que la reprise des importations de matières premières a été beaucoup plus importante que la reprise des importations de produits finis, sous l'effet des droits de douane qui frappent très sévèrement la 2^e catégorie. Si l'on compare le graphique n° 2 au graphique n° 4, on voit que la discordance est la plus grande pour les produits alimentaires ce qui indique que les fluctuations de prix ont été maxima pour cette catégorie. La discordance est spécialement remarquable pour les trois premiers trimestre de 1930. Les variations en volume sont très grandes d'un trimestre à l'autre mais non d'une année à l'autre, mais les variations saisonnières n'ont pas été régulières (en particulier en 1933).

Ce que le graphique n° 5 montre de plus remarquable c'est le rétrécissement presque contenu de la marge entre les deux courbes d'exportations. Pour les deux derniers trimestres de 1935, la marge est presque nulle. Sans doute sur ce graphique le mouvement est exagéré par le mouvement saisonnier, les importations de produits alimentaires, dont une plus grande proportion vient de l'Empire, étant normalement maxima pendant le dernier trimestre. Mais le mouvement saisonnier ne suffit pas à expliquer l'autre mouvement.

On voit que l'évolution des re-exportations est toute différente et qu'il n'y a aucune tendance au rétrécissement de la marge entre les deux courbes.

Le graphique n° 6 fait bien apparaître l'effet des mesures

douanières de 1931. Au 4^e trimestre de 1931, il y a élévation générale des importations dans l'incertitude sur la portée des mesures qui vont être prises. Pendant les deux premiers trimestres de l'année 1932, il y a baisse énorme des importations en provenance de l'étranger sous l'effet des droits protecteurs et stabilité, puis légère baisse des importations en provenance de l'Empire qui continuent à être admises en franchise. On constate également un rétrécissement considérable de la marge entre les deux courbes, qui reste néanmoins beaucoup plus considérable que pour les exportations. Ce rétrécissement se traduit par le fait qu'au dernier trimestre 1935 les importations en provenance de l'Empire ont presque regagné le niveau du 1^{er} trimestre 1930 tandis que les importations en provenance de l'étranger sont inférieures de plus de 1/4 au niveau du 1^{er} trimestre 1930. La comparaison du 1^{er} trimestre 1935 avec le 1^{er} trimestre 1930 serait encore plus favorable aux importations en provenance de l'Empire.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Conférence et Accords d'Ottawa.

Supplément de l'*Economist*, du 22 octobre 1932.

Léopold RICHER. — *Marché de Dupes* (Montréal).

FINDLAY. — *England under Protection*, chapitres XII et XIII.

O. L. LAWRENCE et G. H. PALMER. — *Economic Consequences of Ottawa in the Pacific Dominions*, préparé pour la 5^e Conférence de l'Institut des Relations du Pacifique tenue à Banff (Canada), du 14 au 28 août 1933.

Louis-Philippe ROY. — *Contemporary Empire Trade Policy*. Thèse présentée en mai 1933 à l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal.

Articles de Maxwell S. STEWART dans *Foreign Policy Reports* du 21 décembre 1932.

— Hn. C. A. S. HAWKER, M. P., dans *Australian Quarterly*, du 14 décembre 1932.

— POTTER dans *American Journal of International Law*, d'octobre 1932.

— Sir Arthur SALTER dans *Political Quarterly*, d'octobre 1932.

— Robert A. MAC KAY dans *Pacific Affairs*, d'octobre 1932.

— H. V. HODSON, dans *Lyolds Bank Review*, d'octobre 1933.

Articles non signés dans : *The Economist* ; *The Statist* ; *The Round Table* ; *Barclay's Bank Review* ; *Foreign Affairs*.

II. — Préférence impériale,

Major the Rt Hon. George C. TRYON, M. P. — *Short History of Imperial Preference*, avec une préface du Rt. Hon. Neville Chamberlain.

F. L. MC. DOUGALL. — *Sheltered Markets*, avec une préface par le Rt. Hon. Sir Robert Horne.

Collin BROOKS. — *This Tariff Question*.

Herbert WILLIAMS. (Ancien Parliamentary Secretary of the Board of Trade). — *Through tariffs to Prosperity*.

Article de H. R. RODWELL, dans *Economic Record*, de mai 1932.

III. — Angleterre.

a) *Statistiques.*

Accounts relating to Trade and Navigation (mensuel)

Annual Statement of Trade of United Kingdom with British and Foreign Countries (annuel).

Empire statistical Abstract (annuel).

United Kingdom Statistical Abstract (annuel).

Board of Trade Journal (statistiques trimestrielles, semestrielles et annuelles).

b) *Reques.*

Board of Trade Journal; *The Economist*, en particulier supplément du 3 novembre 1934, par Sir George Schuster.

The Statist; *The Westminster Bank Review*; *The Lyolds Bank Review*; *The Barclay's Bank Review*; *The Midland Bank Review*; *The Round Table*.

c) *Articles.*

H. V. HODSON, dans *Lyolds Bank Review* de mars 1935.

— R. B. STEWART, dans *Canadian Journal of Economics*, février 1936.

Articles chaque année par POUYANNE dans la *Revue d'Economie Politique*

d) *Documents officiels.*

Rapport de l'*Imperial Economic Committee*.

IV. — Canada.

a) *Statistiques.*

Canada's Year Book (annuel).

Quarterly Trade Report (trimestriel).

Summary of the Trade of Canada (mensuel).

Monthly Abstract of business statistics (mensuel).

b) *Travaux.*

K. W. TAYLOR. — *The results of the Imperial Economic Conference*, publié dans *Canadian Papers*, 1933.

W. A. MACKENTOSH. — *Canadian Tariff Policy*, publié dans *Canadian Papers*, 1933.

D. MC. ARTHUR. — *Ottawa Conference*.

c) *Reques.*

Queen's Quarterly, publié par la *Queen's University de Kingston*.

Canadian Journal of Economics and Political Science, publié par la *Canadian Political Science Association* (à Toronto), depuis 1935.

The Round Table.

Supplément de l'*Economist* du 18 janvier 1936.

V. — Australie.

a) *Statistiques.*

Australia's Year Book (annuel).

Overseas Trade Bulletin (trimestriel).

b) *Travaux.*

The Australian Tariff, an economic inquiry, par J. B. BUDGEN, D. B. COPLAND, E. C. DYASON, L. F. GIBLEN. C. H. WICKINS.

Philip G. WUGHT. — *Trade and Tariffs of certain Pacific Countries*, préparé pour la 5^e Conférence de l'Institut des Relations du Pacifique.

c) *Revue.*

The Australian Quarterly; The Economic Record, publié par l'*Economic Society of Australia and New Zealand; The Round Table*.

VI. — Nouvelle-Zélande

a) *Statistiques.*

New Zealand' Year Book (annuel).

Monthly Abstract of Statistics (mensuel).

b) *Travaux.*

COPLAND. — *New Zealand in the crisis*.

Rt. Hon. J. G. COATES. — *A better quota or a free market ?*

c) *Revue.*

The Economic Record; The Round Table. Economic bulletins of the Canterbury Chamber of Commerce.

VII. — Afrique du Sud.

a) *Statistiques.*

Annual statement of the Trade and Shipping of S. Africa (annuel).

Trade of the Union of South Africa (trimestriel).

Monthly Bulletin of Statistics (mensuel).

Official Year Book (annuel).

b) *Travaux.*

M. H. de KOCK. — *Some aspect of the economic and financial situation in South Africa*.

c) *Revue.*

The Journal of the Economic Society of South Africa (annuel), devenu en 1933 *The South African Journal of Economics* (trimestriel).

The Round Table.

VIII. — Inde.

a) *Statistiques.*

Review of the Trade of India (annuel).

Accounts relating to the sea borne trade of British India (mensuel et annuel).

b) *Travaux.*

SARKAR. — *Imperial Preference vis-à-vis World Economy.*

c) *Reques.*

The Round Table, article du Prof. J. P. THOMAS dans *Economic Journal*, 1935.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LA POLITIQUE DE LA PRÉFÉRENCE IMPÉRIALE

CHAPITRE PREMIER. — La Préférence Impériale avant la Conférence d'Ottawa.	7
1 ^o Jusqu'à la guerre	
2 ^o De la guerre à 1930	10
3 ^o De 1930 à la Conférence d'Ottawa	26
CHAPITRE II. — La Conférence et les Accords d'Ottawa	35
1 ^o La Conférence.	35
2 ^o Les Accords.	40
3 ^o L'accueil fait aux Accords	46
CHAPITRE III. — La politique douanière des Pays Britanniques depuis Ottawa	65
1 ^o L'Angleterre.	65
2 ^o Le Canada	74
3 ^o L'Australie.	80
4 ^o La Nouvelle-Zélande	89
5 ^o L'Afrique du Sud	97
6 ^o L'Inde	99

DEUXIÈME PARTIE

LE COMMERCE DES PAYS BRITANNIQUES DEPUIS LA CRISE

CHAPITRE PREMIER. — Vues générales.	103
1 ^o L'Angleterre.	106
2 ^o Le Canada	122
3 ^o L'Australie	126
4 ^o La Nouvelle-Zélande	130
5 ^o L'Afrique du Sud	135
6 ^o L'Inde	139

CHAPITRE II. — Les relations de l'Angleterre avec les Dominions	
et l'Inde	146
1 ^o Vues générales	146
2 ^o Produits alimentaires.	154
3 ^o Matières premières.	175
4 ^o Produits finis	185
CHAPITRE III. — Les relations des Dominions et de l'Inde entre	
eux.	195
1 ^o Canada-Afrique du Sud.	195
2 ^o Canada-Nouvelle-Zélande	197
3 ^o Canada-Australie.	199
4 ^o Australie-Nouvelle-Zélande	201
5 ^o Commerce de l'Afrique du Sud avec les Dominions austra- liens.	203
6 ^o Commerce de l'Inde avec les Dominions	206
CONCLUSION	211
GRAPHIQUE DU COMMERCE BRITANNIQUE.	215
BIBLIOGRAPHIE.	227

IMPRIMERIE
HÉRISSEY
: ÉVREUX :